



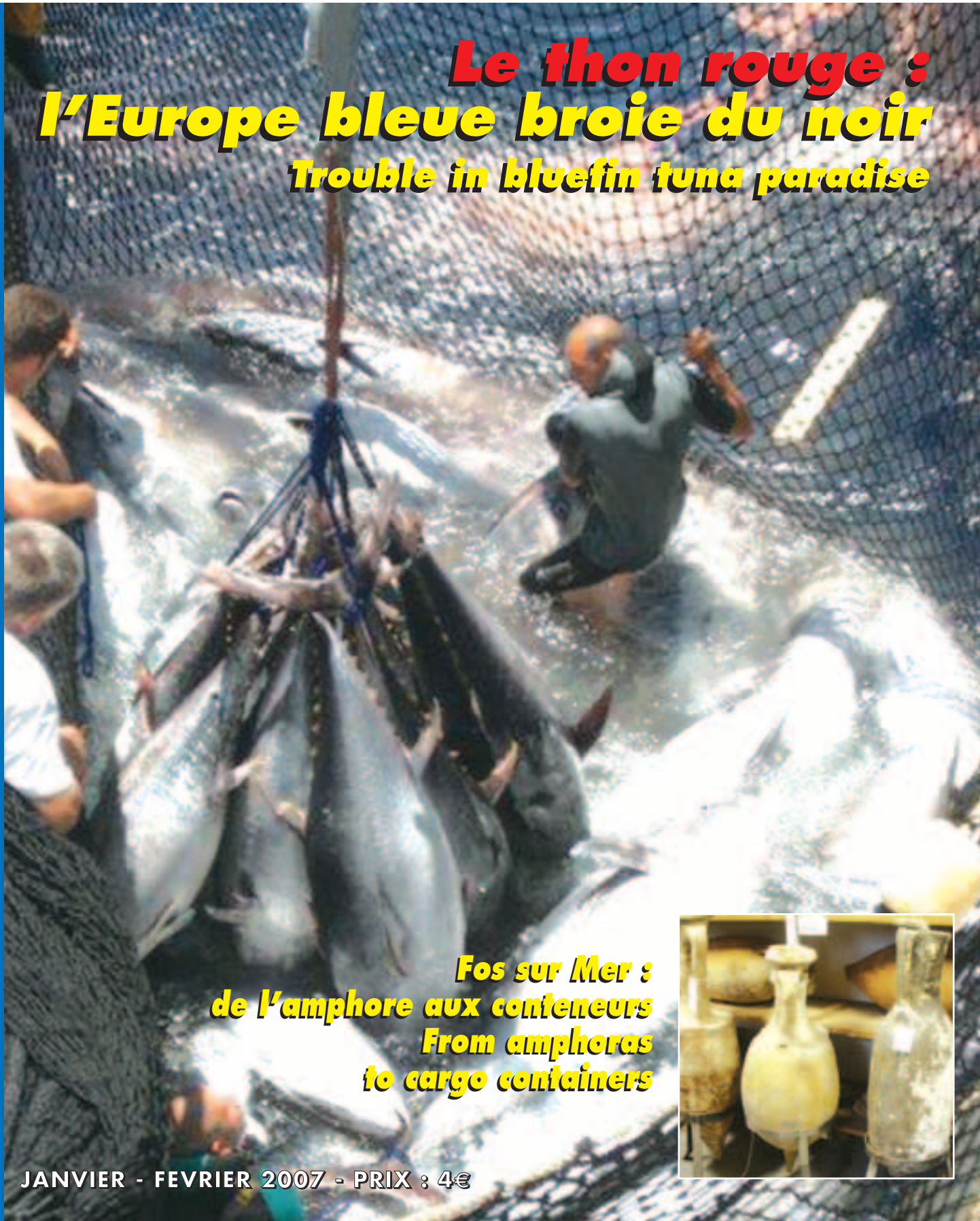
AMBITIONS

INTERNATIONAL

LE BIMESTRIEL ECONOMIQUE DES DECIDEURS - DIFFUSION INTERNATIONALE - N° 57

AMBITIONS SUD INTERNATIONAL

Le thon rouge : **l'Europe bleue broie du noir** **Trouble in bluefin tuna paradise**



Fos sur Mer :
de l'amphore aux conteneurs
From amphoras
to cargo containers



JANVIER - FEVRIER 2007 - PRIX : 4€

Quel rapport entre un diapason et votre entreprise?

Le CIC. En France près d'une PME sur trois et le CIC s'accordent pour être partenaires.



CIC *Bonnasse Lyonnaise de Banque*

Parce que le monde bouge

cic.fr

448, Avenue du Prado - 13008 Marseille

16, Passage Timon-David
 13001 MARSEILLE
 Tél. (33) 04 91 55 69 09
 Fax (33) 04 91 55 69 16

www.ambitions-sud.net

e-mail : info@ambitions-sud.net
 ambitions-sud@wanadoo.fr

RCS Marseille B 411 871 445 (97B 00 925)

Directeur de la Publication

Jacques-René LORNE

Rédacteur en Chef

Désiré SANVIN

Journalistes

Robert ASSADOURIAN

Véronique BOILLOT

Veronica DAVIES

Philippe LEGER

Jacques René LORNE

Véronique TERKMANI

Dominique THIBAUT

Julie VERDIER

Vassili ZOUBKOV

Correspondants à l'étranger

Michel OCHSNER

Traductions

Jane LORNE

Françoise CHAUDEMANCHE

Crédit photos

J.-R. Lorne,

Dominique Thibault,

PAM, CIC, Ria Novosti,

STM 13, Eurocopter, Mourad Kahoul,

Gildesein, Conseil Européen,

Onudi, V Boillot, V. Terkmani,

CG13, Crédit Mutuel, D.R.

Publication bimestrielle

N° 57 JANVIER - FEVRIER 2007

Siret : 411 871 445 00010

Code APE : 221E

ISSN 1253-5168

Prix 4 €

Abonnement annuel : 24 €

Maquette - Mise en page

Ambitions-Sud International

Impression

PETRILLI GROUP IMPRIMEUR

NICE

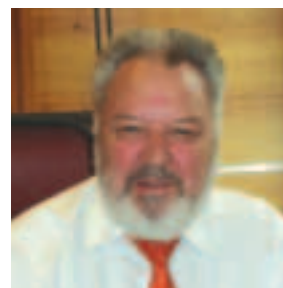
Distribution kiosques PACA

Adhérents NMPP

Dépôt légal à parution

La reproduction des articles
 contenus dans ce magazine
 est strictement interdite
 sans accord préalable
 de la Direction
 d'Ambitions Sud International

8 Le Crédit Mutuel Méditerranée : autonomie et objectifs *Independance and objectives*



16 Energies renouvelables Le coût réel de l'effet de serre *Renewable energy The real cost of the greenhouse effect*



28 Tourism@ et ILTM Deux concepts *Two concepts*

34 L'industrie textile rhonalgine *The Rhone Alps textile industry*



38 Le thon rouge L'Europe bleue broie du noir *Trouble in bluefin tuna paradise*

56 L'Algérie Un potentiel économique pour la région *Algeria An economic potential for the region*

64 Aéronautique Aeronautics



Photo de couverture :
 Treuillage des thons - Photo Gildesein

Il est commun d'affirmer que la réussite nécessite intelligence, créativité, beaucoup de travail ainsi qu'une analyse critique et objective des moyens humains et matériels dont on dispose. Dans bien des cas ces critères pourtant simples sont négligés par nos Dirigeants, voire nos Concitoyens, qui s'appuyant sur un conservatisme ambiant fait d'habitudes acquises, sur des règles absconses, sur les RTT ou les 35 heures, sur des revendications diverses ... refusent toute évolution. A cela s'ajoute le recours permanent de l'Etat-providence dans la recherche de solutions aux divers problèmes de société.

Le tout favorise l'instauration d'une *inertie créatrice* faite de mots et de promesses qui conduisent à l'immobilisme. La force tranquille est demeurée et la fracture sociale n'est toujours pas consolidée, tandis que la pression de la rue conduit à des décisions qui apaisent la revendication sans résoudre la question sur le fond.

L'éclosion de tentes rouges à Paris, Lyon ou sur la Promenade des Anglais à Nice est une provocation compassionnelle orchestrée par " Don Quichotte " devant la détresse des SDF et des mal-logés. Pourtant les pouvoirs publics ne sont pas indifférents au drame des SDF : Un milliard d'euros ont été cette année consacré à l'accueil, à l'hébergement et à l'insertion des précaires avec 30 000 places d'hébergement supplémentaire en 5 ans et 800 places de " stabilisation ", créées depuis septembre.

Pour des raisons complexes telles que le désir de rester libre, le refus des conditions d'hébergement, la promiscuité, les horaires, les interdictions de chiens ou de boissons alcoolisées, font que de nombreux de SDF refusent d'occuper les places disponibles. Par ailleurs la vie en tente pose des problèmes d'hygiène, de sécurité et désocialise davantage ces malheureux. Ce refus les coupe encore davantage des structures sociales, qui malgré leurs imperfections, sont susceptibles de leur trouver un toit et un travail.

Le droit au logement opposable qui sera proposé, en février prochain, à un parlement en fin de législature ressemble trop à une promesse électorale car il ne deviendra réalité qu'en 2012. Bien des réformes attendent le prochain Président : En effet la simplification des contraintes au niveau des entre-

prises, le trop complexe Droit du travail, le financement de la protection sociale, la recherche de solution face aux flux migratoires sont autant de problèmes qui interpellent l'électorat.

La proposition de baisse des impôts sur les sociétés qui, de 33% seraient ramené à 20 % en 5 ans, est pour Jacques Chirac qui intervient dans le débat présidentiel, un pas vers l'harmonisation fiscale européenne. Applaudie par le MEDEF elle laisse sceptique FO qui parle de dumping social. A ces vœux en forme de promesse il y ajoute la création d'une sécurité sociale professionnelle, un assouplissement du Code du travail, la protection de l'environnement.



Par Robert Assadourian

BIEN BRAVE...

Les intentions de Jacques Chirac sont-elles de recommander ce qu'il n'a pas ou pu réaliser ? De montrer le chemin aux candidats ? Ou bien se

veut-il acteur dans la prochaine campagne ? Mais alors quel sera son rôle ?

Les mots plus souvent que les idées, dont la concrétisation reste trop souvent potentielle, encombrant le débat électoral et obscurcissent l'horizon. La lisibilité d'une proposition devient alors difficile à dégager du verbe. La volonté d'une *rupture*, préconisée par Nicolas Sarkozy qui en outre parle de *capitulation sociale* à propos des Ardennes, peut conduire à un *monde juste* voulu par Ségolène Royal, proposition qu'elle illustre avec sa *sécurité logement*. Pourquoi Jacques Chirac qui veut peser sur la campagne tarde-t-il à préciser sa position alors qu'il multiplie les interventions médiatiques ? La relative confusion est également entretenue par tous les aspirants présidents qui espèrent figurer au deuxième tour.

Pour 2007 nous souhaitons à celui ou celle qui sera élu, et aura conquis la *royal bravitude*, de ne pas être grisé par la victoire et surtout de ne pas trop attendre pour dynamiser et lancer la France dans le bon sens. Dans le cas contraire, les Provençaux évoquant la *bravitude* de l'élu ont un mot, ils le ou la qualifierait alors d'être *bien brave* !

We often assert that success requires intelligence, creativity and a lot of work together with a critical, objective analysis of the available human means and materials. However, these simple criteria are often neglected by our leaders, and even our fellow citizens, who refuse any form of evolution, clinging on to pervading conservatism composed of acquired habits, abstruse rules, RTT (recovering overtime) or the 35-hour week, making various claims ... In addition, there is the constant appeal to the Welfare State to provide solutions to the different problems of our society.

All this contributes to set up a "*creative inertia*" made of words and promises, which lead to immobility. Quiet force is useless and the social fracture is still not consolidated, whereas the pressure of the street demonstrations leads to decisions which calm the demand without resolving the fundamental problem.

The invasion of red tents in Paris, Lyon or on the "Promenade des Anglais" in Nice is a compassionate provocation orchestrated by "Don Quixote" faced with the distress of the homeless and the badly lodged. Nevertheless, the authorities are not indifferent to the drama of these people : a billion euro were dedicated this year to provide care and accommodation, creating 30 000 additional places of residence in 5 years and 800 "stabilization" premises created since September.

For complex reasons such as the desire to remain free, refusal of the housing conditions, promiscuity, schedules, the ban on dogs or alcoholic drinks, many homeless refuse to occupy the available places. Besides, living in tents creates problems of hygiene and safety, and deepens the social breach with these unfortunate persons. This refusal cuts them off even more from the social structures, which despite their imperfections, may find them a roof and work.

The right to opposable accommodation, which will be proposed this February to a parliament at the end of its legislature, looks too much like an electoral promise because it could only become reality in 2012. Many reforms are awaiting the next President : indeed the simplification of the constraints for companies, an excessively complex Labour Law, the financing of the social welfare, searching solutions to the migratory streams... are among the many problems that concern the electorate.

VERY BRAVE ...

The proposition to reduce the corporate taxes from 33 % to 20 % within 5 years, is a step towards the European fiscal harmonization for Jacques Chirac who intervenes in the presidential debate. This initiative is applauded by the MEDEF (trade union of business managers), but the FO (workers trade union) remains sceptic and talks about social dumping. To answer these wishes, he adds in the form of promises, the creation of a professional Social Welfare, a greater flexibility of the Labour code, and protection of the environment.

Are Jacques Chirac's intentions to recommend what he has not done, or been unable to achieve? To show the road to the candidates ? Or does he intend to be an actor in the next campaign? If so, what part will he play?

Words more than ideas, the application of which most often remains potential, block the electoral debate and darken the horizon. It then becomes difficult to grasp the legibility of a proposition. The desired *rupture*, recommended by Nicolas Sarkozy who also

speaks about *social surrender* concerning the Ardennes, could lead to a *just world* as wanted by Ségolène Royal, a proposition that she illustrates with her *housing security*. Why does Jacques Chirac, who wants to influence the campaign, delay in clarifying his position, while he multiplies his media interventions? The relative confusion is also maintained by all the aspirant presidents who hope to appear in the second poll.

For 2007, we wish that he or she who will be elected, having conquered *royal braveness*, will not be intoxicated by the victory, and especially will not wait too long to revitalize our country and launch France into common sense. Should the opposite occur, the Provincials, evoking the braveness of the elected member, have an expression that would qualify the person as indeed very brave !



By Robert Assadourian

Si en 2006 les bourses ont profité de la croissance, en sera-t-il de même en 2007 ?

A l'exception de la Thaïlande qui, pour des raisons politiques, a connu un recul de son marché boursier, 2006 a été marquée par une progression généralisée des places financières. Toutefois, les performances sont très sensiblement différentes en fonction des zones géographiques. En effet, les grands marchés émergents, avec en tête la Chine, la Russie, le Brésil et l'Inde, occupent les premières places du palmarès suivis par les places financières de la " vieille " Europe. Les Etats-Unis, quant à eux, ont connu une évolution juste correct de leurs actifs boursiers.

En dépit de cette moindre progression, les indicateurs économiques américains restent rassurants et confirment l'hypothèse du " soft-landing " de l'économie. Il convient cependant de rester vigilants sur le secteur de l'Immobilier résidentiel qui subit un fort ralentissement outre-atlantique.

Dans un contexte caractérisé par de bons fondamentaux économiques, les publications de résultats des entreprises permettront de donner une orientation plus claire au marché. Néanmoins, l'évolution des taux d'intérêts devrait se traduire dans les comptes des sociétés, et la croissance attendue devrait donc être moindre qu'auparavant.

De plus, même si d'aucuns disent qu'il s'agit d'élections locales, sans impact au niveau

mondial, les Présidentielles, suivies par les législatives, marqueront à n'en pas douter un temps fort de ce début d'année. En effet, le climat psychologique entourant la période pré-électorale est rarement extrêmement positive, les marchés n'appréciant guère l'incertitude, principalement concernant les positions défendues par les différents candidats en matière de fiscalité.

Cependant, il faut garder à l'esprit que nous évoluons dans des marchés de liquidités abondantes voir sur-abondantes et que le placement Action reste le meilleur vecteur en terme de potentiel de valorisation. Pour preuves, les levées de capitaux massives effectuées par les grands fonds d'investissement et les mouvements de concen-

trations d'entreprises dans de nombreux secteurs.

Parmi ceux-ci, les secteurs qui semblent recéler le plus d'opportunités sont ceux de l'énergie et des " Utilities ", le dossier Suez-GDF n'étant qu'un des nombreux rapprochements en cours. De plus, si les cours du pétrole ont eu tendance à rebaisser ces derniers temps, ils pourraient rebondir fortement sur toutes tensions géopolitiques comme économiques.

En conclusion, si l'optimisme reste de circonstance, il ne doit pas être béat mais raisonné et même prudent. ■

En quelques Chiffres :

Indice représentatif et pays	Cours au 31/12/2006	Variation sur 2006 (ajustée des variations de devises)
CAC 40 (France)	5541.76	+17,53%
DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	4119.94	+15,12%
DJ Stoxx 50 (Europe, GB, Suisse)	3397.22	+10,39%
S&P 500 (Etats-Unis)	1418.30	+1,77%



Bimestriel Economique Région PACA
à diffusion internationale
www.ambitions-sud.net

- Accueil
- Présentation
- Articles
- Anciens Numéros
- Nos Annonceurs
- Abonnement
- Contactez-nous

**Retrouvez nos articles,
nos enquêtes,
nos reportages,
nos archives sur le net :**



www.ambitions-sud.net



If the stock exchanges took advantage of the growth in 2006, will it be the same in 2007?

With the exception of Thailand, which suffered a recession of its Stock Exchange for political reasons, 2006 was marked by a general progress on the financial markets. However, the performances are appreciably different according to the geographic zones. Indeed, the big emerging markets, China, Russia, Brazil and India, are at the top of the list, followed by the financial centres of "old" Europe. As for the United States, their stock-exchange assets simply assured a "correct" evolution.

In some Figures :

Despite this slight progress, the American economic indicators remain reassuring and confirm the hypothesis of the "soft-landing" of the economy. It is however advisable to remain watchful on the residential real-estate sector, which is suffering from a heavy slowdown in the United States.

In a context characterized by good economic fundamentals, the publication of companies' results will reveal a clearer orientation of the market. Nevertheless, the evolution of the interest rates should have repercussions on the companies' accounts, and consequently the expected

growth should be less than previously.

Furthermore, even if some people say that it only concerns local elections, without any worldwide impact, Presidential elections, followed by the legislative elections, will doubtless mark the beginning of the year. Indeed, the psychological climate around a pre-electoral period is rarely positive, since markets do not appreciate uncertainty, particularly in relation to the positions defended by the various candidates concerning the tax system.

Nevertheless, we must keep in mind that we evolve in markets with plentiful and even over-abun-



Philippe CAZARIAN
Directeur CIC Sud
Est Gestion, Marseille

dant liquid assets and that Share investments remain the best vector in terms of valuation potential. The massive levying of capital made by the great investment funds and the concentration of companies in numerous sectors stand to prove this.

Among these sectors, those which seem to offer most opportunities are that of Energy and the "Utilities"; the Suez-GDF affair is one of the numerous mergers currently underway. Furthermore, if the crude oil prices tended to go down again lately, they could rise strongly due to any geopolitical or economic tensions.

In conclusion, even if we remain optimistic, we must nevertheless be reasonable and even wary. ■

Representative indication and country	Rates on 31/12/2006	Variation over 2006 (adjusted by the variations of currencies)
CAC 40 (France)	5541.76	17.53 %
DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	4119.94	15.12 %
DJ Stoxx 50 (Europe, GB, Switzerland)	3397.22	10.39 %
S&P 500 (United States)	1418.30	1.77 %

Evolution du CAC 40 depuis début 2006
Evolution of the CAC 40 since January 2006



Pour le Crédit Mutuel Méditerranée, l'autonomie et des objectifs en préservant l'éthique

Notre intérêt s'est dirigé vers un organisme à la puissance discrète tout en faisant partie des banques qui compte le plus en France : Le Crédit Mutuel. Plus ancré dans le monde associatif et plus principalement dirigé vers le particulier, cela ne l'empêche pas d'avoir des idées et de les réaliser. Avec un axe fort sur notre région, le Crédit Mutuel Méditerranéen est très présent et ne risque pas de se faire oublier tant son implication est importante à l'avancée générale du système. Mais il est vrai que la politique générale de cette banque mutualiste n'est pas simple, comme nous l'explique Pierre Filliger son Président :

" Il faut rappeler que notre organisation est scindée en plusieurs groupes et que chaque groupe est autonome. C'est le grand principe du Crédit Mutuel. En fait, dans notre organisation, il y a un groupe qui domine, c'est l'Alsace ; il représente actuellement plus de 70% de l'ensemble. C'est ce groupe, qui a de réels moyens en fond propre qui s'est rendu propriétaire du CIC, lorsque le choix politique a été fait par le gouvernement. Actuellement, Michel Lucas, Président du groupe alsacien est également président du directoire du CIC. Contrairement à ce que l'on peut imaginer, à l'extérieur, l'autonomie dont nous jouissons tous, fait qu'il y a très peu de moyens mis à la disposition d'un groupe comme le nôtre, qui se crée ou qui se développe, par l'ensemble des acteurs. En plus, par notre position régionale, nous sommes en dehors de certaines choses et nous ne participons pas toujours aux avancées globales dans le précepte de notre organisation. Nous sommes bien sûr liés par les textes, la loi, mais il n'y a pas de système central. C'est un peu " débrouille-toi, tu es autonome. " Ce côté autonome, plein de sens au niveau liberté, n'est peut-être pas la meilleure des solutions pour un développement rapide. C'est un peu ce que regrette Pierre Filliger lorsqu'il nous

confie : " Je pense, que nous aurions pu certainement nous développer beaucoup mieux si nous avions pu avoir des moyens. Mais tenant compte de l'autonomie de chaque fédération, il y a le côté politique et le côté financier, et si vous n'êtes pas autonome financièrement, vous ne l'êtes plus. Cela n'empêche pas que nous fassions certaines choses en commun, notamment en terme de communication, mais chaque fois ce sont des débats et des discussions sans fin pour arriver à se mettre d'accord. " Il faut savoir que chaque fédération est soumise aux règles de la commission bancaire, notamment au ratio de solvabilité, ce qui lui laisse énormément de liberté, mais également beaucoup de responsabilité. Elle mutualise les systèmes informatiques qui servent à tous, même si là encore le groupe alsacien s'impose, car c'est le plus développé.

Cette prédominance est présente partout et on la retrouve notamment dans les programmes d'assurance qu'il commercialise déjà depuis 20 ans et qui sont proposés à la clientèle des différents Crédit Mutuel de France. Naturellement, il y a deux données qui sont intéressantes dans ce schéma : La première est en opposition avec la libéralisation et l'autre, par contre est très libre, notamment en interne, cela veut peut-être dire que la banque mutualiste cultive l'ambiguïté... La réponse de Pierre Filliger ne se fait pas attendre : " Effectivement on met le doigt sur le fond du problème. Car comment concilier les deux choses en fait ? Comment peut-on devenir plus grand au fil des années, puisque fatalement c'est notre lot, tout en ne bénéficiant pas d'une aide qui nous permettrait d'être réactif immédiatement. C'est là toute la question. " Et il évoque les souvenirs : " Il faut se rappeler qu'à Marseille, nous avons acheté notre premier immeuble à crédit, grâce à une SCI (Société Civile Immobilière) que nous avons créé pour nous permettre d'emprunter la somme à notre propre banque. Il est vrai que cela vous laisse une façon toute particulière d'être autonome. Pour le reste, nous essayons de faire comme tout le monde et de nous ranger derrière des règles nationales, mais elles ne sont pas contraignantes du tout. "



Pierre Filliger, Président du Crédit Mutuel Méditerranée

Il y a des virages importants à prendre dans une région qui évolue

Le fait d'être maître et indépendant procure certainement un avantage non négligeable, notamment celui de l'intégration complète dans le tissu régional, ce qui est le but recherché lorsque l'on cultive l'esprit de proximité. Par contre, il peut y avoir un inconvénient de poids, la difficulté d'avoir à contribuer à un grand programme seul, lorsque l'on n'est pas suffisamment puissant pour le gouverner. Il y a certainement, dans cette approche, un sentiment de frustration et d'impuissance par rapport aux possibilités que peut avoir une autre banque et surtout la banque sœur, le CIC, qui peut (elle), mettre en place une politique concernant différents chantiers et la faculté qui lui est donnée de les réaliser. Mais pour Pierre Filliger, cet état, s'il est quelques fois gênant, n'est pas irrémédiable et il l'explique : " Dans le cadre de l'intégration à la région, c'est effectif, nous en faisons partie et nous nous fondons complète-

ment en elle. Dans l'autre cas, il me semble dommage de développer aujourd'hui un côté " capitalistique " alors que la base même est Crédit Mutuel. Car le développement des deux aurait pu être fait en même temps, avec les mêmes moyens, en tenant compte, à mon avis, que la banque mutualiste a beaucoup d'avenir. Pour les grands projets, effectivement nous serions obligés de faire appel à des amis, en considérant qu'ils acceptent de se joindre à nous. Cela dit, nous aurions beaucoup d'amis qui seraient très intéressés à accomplir un dessein ici. Mais il faut malgré tout constater que le décalage existe, et il est énorme. "

L'explication est intéressante pour arriver à mieux cerner les avantages et les risques d'une autonomie exacerbée. Toutefois, dans le contexte actuel des affaires et de leur décentralisation, on s'aperçoit que des banques mutualistes ont été obligées de prendre un virage important pour répondre aux besoins déclenchés par le schéma européen. Ce qui pose un autre problème à une entité régionale, qui doit chercher à exister en étant confronté

Crédit Mutuel Méditerranéen: pursuing its independence and objectives, while adhering to its code of ethics

Our goal is to create, in Crédit Mutuel, a discretely powerful organization that is nonetheless a force to be reckoned with in the French banking industry. And an organization that is more alliance oriented, more focused on the retail sector, which of course doesn't preclude our coming up with and implementing new ideas.

Crédit Mutuel Méditerranéen is strongly focused on its region and has a strong presence in it, and isn't in danger of being lost in the shuffle in view of the bank's robust commitment to global advancement of the system. But the fact remains that the general policy of this mutual bank is anything but straightforward, as its chairman Pierre Filliger explained in an interview.

"You have to remember that our organization is divided into a number of autonomous groups. This is the great guiding principle of Crédit Mutuel, although there is a dominant group within the organization: Alsace, which currently accounts for 70 percent of the whole bank. This is the group that is in a genuinely strong equity position, and which took over CIC when the government made the attendant policy decision. Michel Lucas, who is president of the Alsatian group, is also chairman of CIC. Contrary to what people might think, the independence that each business unit has means that little in the way of financial resources is made available to a group such as ours, whose self-creation and evolution hinges on the efforts made by its own stakeholders. Moreover, owing to our regional location, we're somewhat sidelined when it comes to certain matters and we don't always fully participate in the advances made by the organization as a whole. Needless to say we obey the law, but there's no real central system. It's basically "you're independent - so fend for yourself."

This independence, which makes perfect sense when you look at it from the standpoint of freedom, is perhaps not the optimal solution when it comes to rapid growth. This is perhaps the lack that Mr. Filliger was getting at when he said this: "It seems to me we definitely could have grown a lot faster if we'd had the resources we needed. But in view of the independence of each group, there's the policy dimension and there's the financial dimension, and if you're not financially independent, you're no longer independent either. This doesn't mean we can't undertake certain things as a group, particularly when it comes to communication, but we always end up having these interminable meetings and debates in order to come to an agreement." It should be pointed out that each group is subject to banking committee rules, most notably the solvency ratio, which allows for considerable leeway but also entails a great deal of accountability. The committee pools the information systems that are used by all of stakeholders, but there too the Alsatian group dominates since it's developed the farthest.

This dominance is ubiquitous, particularly when it comes to the insurance programs that the group has been marketing for 20 years and that it sells to the customers of the various Crédit Mutuel de France branches. There are of course two noteworthy factors in this arrangement. The first runs counter to market deregulation, and the other is very free-market oriented, particularly at the internal level, which perhaps means that mutual banks are breeding grounds for ambiguity.

Mr. Filliger's response wasn't long in coming: "That goes to the heart of the problem. Because after all how can you reconcile these two things? How can we grow over the course of the years since it's our inescapable fate, while at the same time we don't receive the support that would enable us to be responsive instantaneously. That's the whole problem right there." And Mr. Filliger also noted the following: "Remember that we purchased our first building on credit in Marseilles by creating a non-trading real estate partnership so that we could borrow the funds

Pierre Filliger entouré par le staff du Crédit Mutuel



Pour le Crédit Mutuel Méditerranée, l'autonomie et des objectifs en préservant l'éthique

à ce contexte " mondialiste ". Naturellement, cette situation, n'est pas obligatoirement en liaison avec les objectifs du Crédit Mutuel Méditerranéen, qui choisira plutôt une stratégie régionale évolutive, à une progression internationale qu'il ne pourrait peut être pas contrôler. Sur ce point, Pierre Filliger n'hésite pas : " Au niveau international il n'y a que le CIC. Le Crédit Mutuel entre un peu maintenant dans cette spirale. S'il y a un problème financier qui touche un problème international, voire même de gros financements régionaux, nous allons utiliser des filiales dirigées par Strasbourg (en majorité de capital), où l'on trouve d'autres fédérations. Les structures sont là. Si aujourd'hui nous voulions financer un grand programme ou le commerce international, nous n'aurions aucun problème. Mais à la limite, le rôle du Crédit Mutuel Méditerranéen est plutôt de rester régional, et je pense qu'il le restera ; il aura sa sphère d'activité, pour le reste il a des structures. Nous avons créé Caméfi Banque pour les entreprises, et cela ne marche pas mal, pour un produit naissant.

En effet, nous avons actuellement près de 450 millions d'euros en intervention, et ce développement de produit est le résultat d'une démarche faite avec nos collègues de Bretagne, ce qui montre bien qu'il y a collaboration entre nous. Cela dit, il y a des éléments différents qui entrent en ligne de compte ; nous voulons rester autonome, et nous défendons encore cette notion d'autonomie, je pense que c'est important. On nous explique maintenant, que cela n'a plus d'importance, que tout va devenir européen. Moi je n'y crois pas trop, je pense qu'une banque de proximité a des chances de bien se développer, car elle aura toujours une raison d'être. Maintenant si nous avons un grand projet, nous ferons appel à des partenaires, soit chez nous, voire vers des banques étrangères, puisque nous avons des relations qui sont prêtes à intervenir avec nous et nous resterons dans le projet, même si c'est pour une portion minime en terme de financement. De toute façon, je ne vois pas le Crédit Mutuel déborder sans qu'il utilise des structures qui n'ont

rien à voir avec le Crédit Mutuel. Pour approfondir ce thème de l'international, les exemples sont là. Prenez le CM du Nord, il va déborder sur la Belgique, la Bretagne va chercher à se développer sur les territoires à côté, car ils ne peuvent pas le faire sur l'Atlantique. L'Alsace fait pareil en ayant toutes les structures de la banque européenne de demain. Ils investissent beaucoup dans les assurances sur les pays du Maghreb, Algérie, Maroc, Tunisie, ils ont plus que des accords avec les caisses Desjardins du Canada, grâce à une participation importante dans le capital. En outre, ils ont une salle de marché à New York, ils sont présents à Londres et à Hong Kong... Ils ont les outils, même s'ils ne sont pas encore, pour l'instant, au top niveau international, mais ils existent. De ce fait, le Crédit Mutuel aurait la possibilité de trouver des solutions."

Vers une évolution régionale importante

Pour revenir sur un sujet plus régional, le Crédit Mutuel Méditerranéen est effectivement

sur quelques projets d'intérêt général régionaux, où il participe grâce à des filiales du Crédit Mutuel, voire de banques étrangères, comme nous l'avait laissé entendre le président. Mais la volonté actuelle du groupe pour les années qui viennent, c'est un fort développement du réseau de caisses de proximité. " Caisse locale avec conseil d'administration et garder cette fibre, même si elle paraît un peu désuète " nous confie Pierre Filliger avant d'ajouter, pour que l'explication soit complète, " Nous avons d'ailleurs annoncé la création de cinq à dix caisses. Nous sommes considérablement en retard pour toute une série de raisons, notamment l'immobilier qui nous pose un grand problème à cause de son prix élevé. Aujourd'hui pour trouver le bon emplacement souhaité, c'est difficile, et parfois nous sommes bloqués uniquement par cela. Il faut impérativement que nous fassions un minimum de sept points par an, ce qui correspondrait à la demande que nous enregistrons actuellement. Incontestablement, les investissements seront lourds pour un groupe comme le nôtre,

Extérieur du siège de la fédération à Marseille



Crédit Mutuel Méditerranéen: pursuing its independence and objectives, while adhering to its code of ethics

we needed from our own bank. I must say that this is a very peculiar way to be independent. Apart from that, we try to blend in and support the national rules, but they're not the least bit restrictive."

Some changes of strategy are called for in an ever changing region

The fact that we run our own ship is definitely quite an advantage, particularly in terms of full integration into the regional fabric, which is the ultimate goal of fostering a proximity orientation. But on the other hand, you can also suffer from having to go it alone, the problem of having to contribute to a large program all alone when you don't have enough power to run it. This approach definitely engenders feelings of frustration and impotence in terms of the options another bank might have, and particularly an affiliated bank, CIC, which can implement a policy concerning various projects, not to mention the resources CIC has to implement such policies. But from Mr. Filliger's standpoint, this situation, unwelcome though it may be at times, is not hopeless, and he explains: "This state of affairs functions effectively at the level of regional integration, we're part of the integration process and it's the driver of all of our activities. Apart from that, I feel that it's unwise to develop a "capitalistic" dimension now when Crédit Mutuel is the basis of everything. Because the two things could have developed side by side, using the same resources, and taking into account, in my view that the institution of the mutual bank has a bright future ahead of it. As for large projects, we would be required to ask friend for assistance, assuming that they'd be willing to join forces with us. That being said, a lot of our associates would be interested in doing something here. But there's no getting around the fact that there's a major discrepancy."

This exposition of the problems helps shed light on the risks and benefits of too much independence. Nonetheless, in the current state of affairs and the attendant decentralization of mutual banks, it's clear that they have been forced to take a different tack in order to meet the needs that have been engendered by the pan-European order of things. Which poses another problem for

a regional organization, which has to try to survive and in so doing come to terms with this "globalized" context. Needless to say, this situation doesn't necessarily have anything to do with the objectives of Crédit Mutuel Méditerranéen, which is more likely to opt for an incremental regional strategy, rather than a level of international growth that it may not be able to control. Mr. Filliger came right back with the following: "At the international level, the only game in town is CIC. Crédit Mutuel comes into play in this spiral somewhat now too. If there's a financial problem that is related to an international problem - substantial regional financing for example - we will use affiliates (with a majority share) that are managed by Strasbourg, where other groups exist. The structures are there. If we wanted to finance international trade or a major program right now, we could do it without any difficulty. But Crédit Mutuel Méditerranéen's main role is to remain regional, and I believe it will do just that. It will have its own areas of activity, and it has the structures it needs for everything else. We created Camefi Banque for businesses and it's doing pretty well for a product that's still in its infancy. We currently have 450 million invested in the product, whose development is the outgrowth of a project we undertook with our colleagues in Brittany, which clearly demonstrates that we do indeed collaborate with each other. That being said, there are various factors that come into play. We want to maintain our independence and we still strongly believe in this concept of independence, which I feel is important. We're being told now that it's not important any more and that everything's going to be europeanized. But frankly I don't buy this. It seems to me that a bank that's proximity oriented has good development opportunities because it will always have a *raison d'être*. Currently, if we have a major project, we contact our partners, either French or foreign banks; since we have associates that are willing to work with us we'll still be involved in the project even if we only finance a minute fraction of it. In any case, I don't see how Crédit Mutuel can hope to penetrate other markets unless it avails itself of structures that have nothing to do with Crédit Mutuel. There are plenty of examples that can throw light on this issue of the international



Pierre Filliger

dimension. Crédit Mutuel du Nord for example, is set to begin activities in Belgium. Brittany plans to try to develop in the adjacent regions because it can't develop in the Atlantic coast region. Alsace is doing likewise, and has all the structures of a European bank of the future. They're making insurance investments in Algeria, Morocco, and Tunisia. They have more than just agreements with Desjardins in Canada thanks to the substantial amount of equity they put in. Also, they have a trading room in New York, and offices in London and Hong Kong. They have the tools, although they haven't yet reached the top international level; but they're alive and kicking. So I think this shows that Crédit Mutuel should be able to find solutions."

Toward major regional growth

To come back to a more regional subject, Crédit Mutuel Méditerranéen is currently realizing general regional projects via its Crédit Mutuel affiliates, i.e. foreign banks, as Mr. Filliger explained. But the Group is mainly interested in developing

the network of proximity oriented banks in the coming years. "Local funds with a board of directors and maintain this stance, even if it seems a bit out of date," said Mr. Filliger, who then added: "By the way we have announced that we're going to be opening between five and ten new branches. We're behind schedule for a number of reasons, mainly real estate, which is proving to be a headache owing to the high prices. It's difficult nowadays to find the kind of good location you want, and some of these projects are stalled for this reason alone. It is absolutely essential that we open a minimum of seven points of sale annually, which would reflect our current level of demand. The investment volume is definitely high for a group such as ours, but we're going to do it anyway. We also need to wrap up the Valence project that's currently ongoing because nothing's been settled yet, the group contracts haven't been harmonized, there's still a lot left to do. This will be our task for 2007, we have to get this finished within a year.

Valence has a few projects ongoing, as do we, particularly in the agricultural bank domain.

Pour le Crédit Mutuel Méditerranée, l'autonomie et des objectifs en préservant l'éthique

mais nous les ferons. Il faut aussi que nous terminions le projet en cours avec Valence, car rien n'est réglé, les conventions collectives ne sont pas harmonisées, il y a encore beaucoup de choses à faire, cela sera le travail de l'année 2007, il faut que cela soit fini dans un an.

Valence à quelques projets, nous en avons aussi, notamment sur les caisses agricoles. En ce moment nous nous intéressons beaucoup à l'agriculture, pour une raison simple, le Crédit Mutuel a 10% de parts de marché dans ce domaine sur le plan national et nous en sommes très loin. Aussi nous voudrions nous fixer comme objectif de prendre 10% de ce marché régional. Nous répondons d'ailleurs à pas mal de demandes, surtout dans le Languedoc Roussillon. A cet effet, nous avons embauché des ingénieurs Agri. Ils sont sur le terrain, et font du conseil, du financement... Notre projet est d'établir un secteur agricole en croissance. Nous avons déjà

financé de grosses opérations, notamment dans le domaine des vignobles. Nous allons reprendre le process dans le Vaucluse et faire beaucoup mieux dans le Var. Nous disposons de moyens de mise en route, et nous sommes en train de les peaufiner. D'autre part, un centre Internet Agricole National existe, et les agriculteurs peuvent venir consulter gratuitement tout ce qu'il y a de neuf en réglementation et toutes les informations indispensables à l'exercice de leur métier. Cet outil est en amélioration permanente pour qu'en 2007 il soit encore plus performant. Cela fait deux ans que nous voulons entrer dans ce précepte, et l'on constate qu'il n'est pas évident d'intégrer un schéma, surtout lors que l'on aboutit de plein pied dans un monde concurrentiel. Mais le monopole n'est jamais bon, notamment pour l'évolution."

En terme de territoire, il précise ses priorités, " En ce qui concerne le Var et les Alpes

Maritimes, nous sommes déjà installés sur ces territoires, mais pas suffisamment présents. Nous allons porter nos efforts et ouvrir prochainement sur Nice trois nouveaux points, qui sont en préparation ; nous avons beaucoup à faire dans cette ville. Ensuite il nous reste toute la région du Vaucluse à développer... nous sommes présents sur deux points avec le Crédit Mutuel Agricole à Villeneuve. Cela marche très fort à Cavaillon et à Carpentras. Cette extension fait parti de nos objectifs proches. Peut-être Briançon, où nous sommes en train de considérer l'opportunité avec nos amis de Valence. Il est vrai que nous ne sommes pas trop représentés dans les Hautes Alpes et les Alpes de Haute Provence, mais nous ne voyons pas où nous pourrions nous mettre. " De gros projets pour la nouvelle année qui va commencer en ayant de sérieux objectifs.

Pour expliquer l'absence de certains points de la région, Pierre

Filliger, après un moment de réflexion, nous confie : " En fait, la fédération s'étant créée à Marseille, tout le poids est là. Mais à Marseille, nous atteignons des niveaux qu'il n'est pas utile de développer, car il faut que cela reste des caisses de petits niveaux. Nous pensons que des points de ventes à une dizaine de personnes c'est bien ; trop gros, cela ne marche plus pareil. Cela ne nous empêchera pas d'en ouvrir une prochainement à St Jérôme à Marseille... Mais il faut savoir aussi, que nous avons créé un groupe avec rien, sans aide, sans moyens. Nous avons créé une banque avec les moyens des sociétaires. On nous a dit " Vous pouvez faire le livret bleu, parce que l'on vous agréé dans le système Crédit Mutuel en tant que banque. Vous pouvez collecter de l'épargne... Avec cela, nous avons fait des crédits, nous avons dégagé des marges pour payer nos charges, et pour investir. Mais jamais on est venu nous apporter du capital ou des moyens. Et si nous

Pierre Filliger lors d'un colloque



Crédit Mutuel Méditerranéen: pursuing its independence and objectives, while adhering to its code of ethics



Pierre Filliger à la tribune

We're quite focused on agriculture at the moment for the simple reason that Crédit Mutuel has a 10 % share of this market at the national level, and our own performance isn't anywhere near that. So we'd like to set a goal of acquiring a 10 % shares of the regional market. We receive quite a few queries by the way, particularly from the Languedoc Roussillon region, and this has prompted us to hire agronomists. They're already been deployed to the relevant locations where they're providing advice, financing etc. We plan to establish and grow our agricultural activities. We've already financed some large scale projects, particularly in the wine growing sector. We plan to apply this same process in the Vaucluse region and to improve our performance in the Var region. We have the resources we need for a launch and we're in the process of refining them. In addition, we have a nationwide agricultural Web site where growers can obtain information free of charge concerning new evolutions in the regulatory domain, and all the other information that's indispensable for their activities. This tool is undergoing a continuous improvement process with a view to making it

even more effective in 2007. We've been planning for two years now to make a commitment to this model and we've found that it's not all that easy to integrate a platform, particularly when you start from scratch in a competitive environment. But

monopoly is never a good thing, particularly when it comes to development."

Mr. Filliger clarified his inter-regional priorities in these terms: "We already have a presence in the Var and Alpes Maritimes regions but it's not strong enough yet. We plan to focus our efforts on Nice and to open three points of sale there in the near future. These projects are in the pipeline, and there's a lot of work to be done in this city. And then we also need to develop the Vaucluse region. We already have two Crédit Mutuel Agricole points of sale in Villeneuve, and things are going very well in Cavaillon and Carpentras. This expansion is part of our near-term objectives. Perhaps Briançon, where we're currently considering an opportunity that has arisen with our associates in Valence. Admittedly we don't have much of a presence in the Hautes Alpes and Alpes de Haute Provence regions, but we haven't been able to come up with any suitable locations." Major projects for the new year, which promises to get rolling with weighty objectives afoot.

After a moment of reflection, Mr. Filliger explained the absence of certain regional points of sale in these terms: "Since the group was created in Marseilles, the center of gravity is there. But in Marseilles we tend to achieve levels that don't merit development because they have to remain small scale branches. We feel that points of sale with a

staff of ten or so are fine, but that things wouldn't go as well if the branches were larger than that. But this won't prevent us from opening a new branch in the near future in the St Jerome district of Marseilles. But you have to realize that we created our group from scratch, without any outside assistance and with no financial resources. We created a bank using members' funds. People say to us, "Well you can just do Livret Bleu savings accounts, because as a bank you're authorized to do this in the Crédit Mutuel system. You can raise funds through savings. We used this to grant loans, we used our margins to pay our expenses and for investments. But no one ever gave us any seed capital or other financial resources. And we haven't developed as quickly as we might have liked to for the simple reason that we know how much it costs to do this. Opening one new bank will translate into a 10 million loss over a three year period. We simply have to tolerate this loss, in light of the fact that we won't see any ROI from this project until the end of the fourth year. At which point we'll be in a position to open other new branches. At this rate we have our task cut out for us in the region for the next 50 years! I think that if we continue to develop, we have the capability to establish a network that performs better and to remain a major force in the region, which is part of our goal. We've been in the region for 30 years, and

Pendant la présentation des résultats 2005



Pour le Crédit Mutuel Méditerranée, l'autonomie et des objectifs en préservant l'éthique

n'avons pas été assez rapide dans notre développement, c'est parce que nous savons combien cela coûte. En trois ans, la création d'une caisse va nous valoir une perte d'environ 10 millions d'euros. Il faut les supporter, en tenant compte qu'elle ne commencera pas à rembourser avant la fin de la quatrième année... A partir de là nous pouvons recréer d'autres caisses. A ce train-là, nous avons de quoi faire sur la région pour les cinquante prochaines années ! Je pense que nous sommes capables, en continuant à nous développer, d'avoir un réseau plus performant et de tenir une place régionale importante, c'est un peu notre objectif. Cela fait trente ans que nous sommes là, et nous avons fait pareil et peut-être un peu mieux que les autres, au prorata toujours. Mais comme nous avons voulu garder notre liberté, le reste ne suit pas. Aussi, s'il devait arriver un grand chamboulement économique dans la

région demain, nous ne serions pas prêts. "

Il y a proximité et Proximité

Si l'on parle de proximité, puisque c'est le grand mot actuel, une région comme la nôtre est située à proximité de part et d'autre de l'Espagne et de l'Italie. Et rien ne peut empêcher un organisme financier de regarder ce qui se passe par le petit bout de la lorgnette. Cette opportunité n'a pas échappé à Pierre Filliger lorsqu'il parle de partenariat et de proximité, voire d'association, comme il nous le dit : " Je pense qu'un partenariat, voire plus, c'est une question envisageable. Pas pour l'immédiat car on ne cerne pas encore la chose. Mais je dirais oui ! Je pense, tout simplement que ceux d'à côté ont le même problème, donc on devrait fatalement se rencontrer sur quelque chose. Nous avons essayé, il y a quelques années avec la Caisse d'Epargne de Valence... Manifestement nous

étions encore trop petit, nous n'avions pas grand-chose à leur demander et eux non plus... c'est resté une donnée de visite courtoise. Mais il est certain que dans un système bancaire futur on aboutirait. Cela étant dit, nous ne sommes pas structurés en région pour répondre à une grande association avec un groupe. Notre spécificité d'autonomie ne permet pas la taille critique pour faire face ; ce genre d'accord sera plutôt réservé à une structure nationale. "

La diversification d'activité, une voie d'avenir

Malgré le fait d'être ou de faire partie d'une petite banque, le Crédit Mutuel, a toutefois déclenché un phénomène d'actualité : c'est l'investissement opéré dans la presse avec l'importante participation prise dans le quotidien " Le Dauphiné Libéré ". Beaucoup, l'effet de surprise disparu, se sont demandés pourquoi une telle démarche, sans regarder vers le passé, car s'ils l'avaient fait, ils auraient remarqué ce que Pierre Filliger nous explique : " Je crois qu'actuellement nous n'avons pas la majorité dans le support en question, mais nous allons l'avoir, c'est prévu. Je ne peux pas trop en parler car ce n'est pas nous, Crédit Mutuel Méditerranéen... Je pense que cela vient de " l'Est Républicain ". Le journal " l'Alsace " leur appartient depuis longtemps et ils ont aussi des participations aux " Dernières Nouvelles ", et un peu dans " le Monde ", enfin un peu partout. Mais je vous le signale, il n'y a pas aujourd'hui de politique avouée en matière de communication nationale. Ce sont nos amis alsaciens qui vont investir. On va vous répondre pour l'instant " nous n'avons pas de projets, nous sommes sollicités pour participer dans la presse au vu de nos expériences... nous répondons pourquoi pas ! " Le prix n'étant pas trop exagéré, à l'évidence tout se rationalise, il suffit de faire une belle plate forme et tout fonctionne. Je pense qu'ils sont capables de mettre tous les journaux à l'équilibre rapidement. Mais acheter de la presse sans avoir une idée, c'est difficilement envisageable, donc je ne peux pas vous dire qu'il n'y en a pas. Si d'ailleurs leur pôle d'intérêt s'arrêtait sur la presse régionale de notre territoire, il est certain que nous souhaiterions être associé très

largement dans le projet, ce qui n'est pas exclu d'ailleurs. "

A part cela, il y a d'autres schémas de diversification qui intéressent plus particulièrement le CMM, comme nous le fait découvrir Pierre Filliger : " Cela fait plusieurs mois que nous étudions les problèmes des maisons de retraite. L'aide à la personne, va être un des axes importants de 2007, et ce sont des sujets qui nous paraissent faire partie du rôle que pourrait jouer le Crédit Mutuel. Naturellement dans le cadre des maisons de retraite, nous pensons investir dans la construction, peut-être pas dans la gestion car nous avons des moyens de faire gérer par des professionnels qui ont l'habitude, car ça aussi c'est un métier. Je vois bien cela, rattaché au rôle social de notre organisme. Nous aimerions vraiment apporter quelque chose dans ce monde de la retraite, avec peut-être des prix plus accessibles ou de meilleures prestations. Nous sommes en train d'étudier cela avec nos amis de Nantes qui ont une grosse expérience de l'immobilier et du logement social, pour lequel nous sommes aussi intéressés. Je pense que dans notre région, à ce niveau là, il y a énormément à faire. " Et de conclure en confiant, " C'est d'ailleurs dans ce cadre de l'intérêt général, peut-être quelques fois oublié, que nous nous sommes engagés dans l'action de lutte contre le cancer, en répondant favorablement au Directeur Général du Crédit Agricole à la proposition d'association concernant le projet U2T, lorsqu'il nous l'a soumise. Il y a longtemps que nous pensions à ce type d'action, nous sommes très heureux de pouvoir y participer et nous aimerions que d'autres nous suivent. C'est pour cela que nous en avons parlé à nos amis de Valence dans l'espoir qu'ils se joignent aux groupes des banques mutualistes qui portent le projet. Je pense qu'en participant à la réalisation de ce projet, nous participons tous à quelque chose de vraiment humain qui correspond à notre éthique. "

Pierre Filliger à la tribune



Crédit Mutuel Méditerranéen: pursuing its independence and objectives, while adhering to its code of ethics

we've done as well and maybe even a bit better than other banks, on a pro rata basis of course. But we've always been concerned to maintain our independence; the rest doesn't follow. Which means that if the region's economy suffered a major collapse tomorrow, we wouldn't be prepared."

All proximities are not created equal

When you talk about proximity - which is the major buzzword today - a region such as ours is situated in close proximity to both Italy and Spain. And there's nothing to prevent a financial organization from adopting a blinkered view of its immediate environment and the events unfolding in it. This possibility did not escape Mr. Filliger's notice, as is shown by what he said about partnership and proximity, i.e. an alliance: "It seems to me that a partnership, or even more than that, is a possible option. But not in the near term because we haven't really worked out the details yet. But I'd say yes! It seems to me that our neighbors have the same problem, so we have no choice but to find some common ground somewhere. We tried a few years ago with a bank in Valence (Caisse d'Epargne de Valence), but we were clearly still too small, and we didn't have much to offer them and vice versa. So it just remained at the level of a courtesy visit. But I'm sure that we'd achieve this in a future banking system. That being said, we don't have the regional infrastructure that would enable us to handle a large scale partnership with a group. Our inherent independence precludes our achieving the requisite critical mass, so this type of alliance would have been reserved for a national structure."

Diversification: the way forward

Despite the fact that Crédit Mutuel is or is part of a small bank, it has launched a project that is currently ongoing, namely investing in the weekly newspaper Le Dauphiné Libéré. Once the initial shock wore off, a lot of people wondered why this was done without looking at the past, because if they'd done it, they would have noticed what Mr. Filliger pointed out: "I don't think we have majority support on this issue at the moment, but I'm confident that we will - it's in the

works. I can't say too much about this matter because it's not us, Crédit Mutuel Méditerranéen. I think it originated with [the regional newspaper] Est Republicain," which has owned the newspaper l'Alsace for many years. They also own part of Dernières Nouvelles and a bit of Le Monde, so they've sort of got a finger in every pie. But I want to make it clear that we do not currently have an explicit national communication policy. Our Alsatian associates will be doing the investing, not us. For the moment the answer's going to be, "We don't have any plans, we've been asked to invest in a newspaper on the strength of our experience. And our answer is 'why not!'" Since the price isn't exorbitant, apparently anything can be rationalized, all you have to do is create an appealing platform and off you go. I think they'll be able to quickly put all the newspapers on an even keel. But I find it hard to imagine that anyone would acquire a newspaper without having a concept, so I can't really tell you that a concept is lacking. However, if their focus only extends to regional newspapers in our region, we'd definitely want to make a

very major commitment to the project - an option that's not totally out of the question by the way.

Apart from this, Crédit Mutuel Méditerranéen is also interested in other avenues of diversification, as Mr. Filliger explained: "For the past few months we've been investigating retirement home related problems. Helping people is set to be one of our major focuses in 2007 and these are the kind of issues that we feel are an inherent part of the role that Crédit Mutuel could play. Needless to say, in terms of retirement homes we're thinking of investing in construction, but perhaps not in management, because we have the resources that would allow retirement homes to be managed by specialists that are experienced with this sort of thing; they've got the know-how. I see this as being very much a part of our bank's role as a socially responsible organization. We'd very much like to make a positive contribution to the whole retirement home domain, perhaps by offering more affordable prices or better services. We're currently looking into this with our associates in

Nantes, who have a great deal of experience with real estate and low income housing, which is another sector we're interested in by the way. I think a great deal remains to be done at this level in our region." And by way of conclusion, Mr. Filliger remarked: "By the way, it's also with a view to doing something for the common good (which is perhaps sometimes neglected) that we've decided to commit to the project concerning the fight against cancer, by responding favorably to the chairman of Crédit Agricole's proposal that we get involved in the U2T project, after he submitted it to us. We had been thinking about engaging in this type of activity for quite some time, and we're very pleased to be part of this project, and we urge others to follow. Toward this end, we've discussed this undertaking with our associates in Valence in the hope that they will join the mutual bank groups that are lending their support to this project. It seems to me that committing to the realization of this project makes all of us part of something genuinely human - which is also in keeping with our code of ethics." ■

Extérieur du siège de la fédération à Marseille



L'énergie renouvelable, un enjeu stratégique fort pour EDF

On parle tellement d'énergie renouvelable et de développement durable, sans vraiment en expliquer les vrais challenges, qu'il devient difficile de discerner de quoi il s'agit, comment cela peut se mettre en place et par quel moyen produire. Pour avoir une réponse, il faut déjà se remémorer l'ampleur que prend la consommation électrique dans notre monde moderne. Actuellement estimé à environ 2,5% par an, cette augmentation arrive à pénaliser fortement des régions qui, comme la nôtre, possèdent un environnement sensible, allergique à tout nouvel équipement. Et pourtant il faut bien répondre aux besoins accrus actuels. Pour ce faire, le groupe Electricité de France a décidé, depuis un certain temps déjà, de prendre les devants, avec l'hydraulique d'abord, très importante pour notre région, puis le solaire, participant à 25% au capital de la Société Aubagnaise Giordano, un des leaders sur le marché du chauffe-eau solaire et l'éolien. " Les énergies renouvelables font partie de notre stratégie de développement, en particulier l'éolien et le solaire, qui en forment la base " déclare Claude Nahon, directrice du développement durable du groupe, avant d'expliquer : " Cette démarche sert de cadre à une politique qui consiste à renforcer nos moyens et en même temps promouvoir une stratégie d'économie d'énergie. Cela nous le ferons notamment en créant des partenariats et en participant à des acquisitions d'entreprises, chaque fois que cela s'imposera."

L'action entreprise par la direction régionale d'EDF pour faire connaître cette position, nous a entraîné sur le site d'implantation d'éoliennes d'Aumelas dans l'Hérault où trônent 11 éoliennes de 22 Méga Watts chacune, qui devraient produire 63,8 millions de KW/h. Ce site correspond pleinement à l'engagement du groupe, qui compte investir près de 3 milliards d'euros pour le développement de ce type de production d'ici 2010, comme l'a confirmé Claude Nahon, en faisant bien ressortir " L'efficacité énergétique nécessite des obligations de volume et de fait le choix d'en faire une opportunité pour changer de production d'énergie. " Cela obligera sans doute le groupe à avoir la capacité de prendre en compte l'in-

térêt général sur une culture d'entreprise, tout en tenant compte de l'état de la concurrence. Pour Pierre Guy Théron, Chargé de Mission Stratégie Energies Renouvelables, " Ce n'est pas parce que l'on est bon, qu'il faut s'arrêter de développer les énergies renouvelables. Nous sommes en train de dépasser l'époque des pionniers. Notre première priorité c'est l'éolien en Europe, mais aussi aux Etats-Unis, car nous ne développons pas seulement en France les nouvelles technologies dans ce domaine. " Il paraît évident pour le groupe qu'il faut être plus que présent sur l'ensemble de ces marchés. Pour cela il doit beaucoup investir sans oublier le nucléaire, car quoi qu'il en soit, les énergies renouvelables restent pour l'instant des compléments par rapport à l'approvisionnement global. C'est d'ailleurs l'intérêt de la réponse, faite par Claude Monmejean, Délégué Régional EDF, à la question relative à l'impossibilité de construire une ligne nouvelle sur le Parc du Verdon pour approvisionner les Alpes Maritimes, où il affirme : " Non, les énergies nouvelles ne pourront pas être un dérivatif et ne pourront pas remplacer cette nouvelle ligne, dont le besoin est évident. Mais elles permettront de retarder l'échéance en incitant aux économies et de proposer d'autres techniques complémentaires et peut-être un fort développement du solaire. "

L'effort entrepris par le groupe ne s'arrête pas là, notamment en matière de protection de l'environnement. En effet, le programme " Equilibre " qui propose la fourniture d'une énergie "garantie d'origine renouvelable", rencontre de plus en plus d'adeptes. Ce qui n'est pas pour déplaire à Anne Marie Colombier, de la Direction Commerciales Entreprises et Collectivités, en charge de l'application de ce programme, qui se félicite de l'engagement des entreprises qui participent à ce programme en acceptant de payer plus cher une énergie " verte " car elle contribue à la sauvegarde de l'environnement. Nous avons eu, en cette occasion, le plaisir de visiter la " Cave des Vignobles de la Voie d'Héraclès " à Vergèze dans le Gard, qui a souscrit à ce contrat et qui nous en a donné les raisons. Le fumet du très bon cru biologique qu'il nous a fait goû-

ter est venu fortement appuyer à la compréhension de sa motivation et presque immédiatement de la nôtre. Près de 200 entreprises sont à l'heure actuelle engagées dans ce challenge de " L'Energie Verte ". Une initiative qui est en train de se développer en responsabilisant de nombreuses entreprises, et à l'heure où l'environnement est quelque

peu menacé par le fameux " Effet de Serre ", il est bon de savoir qu'il y a, dans ce beau pays, des gens qui réfléchissent et qui agissent surtout. Souhaitons qu'ils soient de plus en plus nombreux et si en plus, pour la plupart... ils pouvaient se déplacer à pied ou à vélo, cela serait formidable!

Claude Nahon et Claude Monmejean



Le solaire, une réponse écologique de complément

Dans notre région, un nom image le solaire, " Giordano ". Cette entreprise a tiré de cette spécificité une force et une très grande notoriété qui a propulsé l'entreprise, qui rayonne actuellement sur une grande partie de l'Europe et de la Méditerranée. Maintenant adossé à son partenaire EDF, elle va pouvoir mieux intégrer le développement nécessaire à son évolution. En effet, le décollage du solaire depuis quelques temps pousse la société créée par Jacques Giordano et installée à Aubagne depuis 1991, dirigée actuellement par sa fille Pascale Bonnoire, qui emploie 250 personnes, à investir pour s'agrandir. La production de l'ensemble de la gamme, qui va du chauffe-eau solaire à la pompe à chaleur en passant par le capteur vitré, la chaudière solaire et le chauffe piscine, nécessite un agrandissement plus que substantiel de la surface de travail, puisqu'elle devrait carrément doubler et être portée de 17.000 à 34.000 m², pour un investissement estimé à 7 millions d'euros environ. Il ne faut pas négliger, dans tout ce qui touche aux nouvelles technologies, l'incessant besoin de recherche et développement qui obère des parties importantes de budget. Dans cette optique, l'association avec le colosse EDF, pour qui les énergies renouvelables deviennent un enjeu incontournable, préfigure les moyens et la puissance pouvant se mettre au service du solariste pour prendre la route de l'efficacité et du succès.

Renewable energy, a strong strategic stake for EDF

There is so much talk about renewable energy and sustainable development, without really explaining the true challenges, that it becomes difficult to discern what it is all about, how it can be implemented and how it can be produced. To seek an answer, it is necessary to recall the important increase of electric consumption in our modern world. Presently estimated at approximately 2,5 % a year, this increase presents a major problem, particularly in regions like ours, which possess a sensitive environment, allergic to any new equipment. Nevertheless it is necessary to satisfy the increasing demand.

The group Electricity of France (EDF) decided to tackle the problem since some time already, firstly with hydraulic energy, which is very important for our region, then solar energy, by taking a 25% share in the capital of the

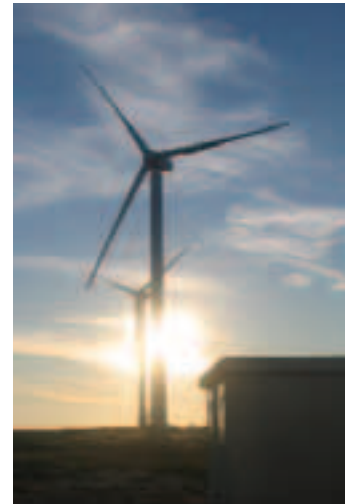
company Giordano in Aubagne, one of the leaders on the market of solar boilers and windmills. "Renewable energies are a basic part of our development strategy, particularly wind farms and solar energy" declares Claude Nahon, the Sustainable Development Manager of the group, before explaining: "They are the backbone of a policy which consists in strengthening our means and promoting a strategy of energy economy. We intend creating partnerships and participating in company acquisitions whenever the opportunity arises."

To enable us to better understand this policy, the EDF regional head office took us to visit the Aumelas wind farm in the Hérault department, where 11 windmills of 22 Mega Watts each should produce 63,8 million KW/hour. This site corresponds completely to the commitment of the group, which plans to invest about 3 bil-

lion euros for the development of this type of production before 2010, as confirmed Claude Nahon by pointing out: "The energy efficiency requires obligations of volume and the choice to create an opportunity to change energy production." It will doubtless oblige the group to have the capacity to take into account the general interest on a corporate culture, whilst taking account of competition.

For Pierre Guy Thérond, in charge of the Renewable Energies Strategy: "We mustn't stop developing renewable energies because we are good. We are going beyond the time of the pioneers. Our first priority is wind farms in Europe, but also in the United States, because we don't only develop new technologies in this sector in France."

The group is convinced that it is necessary to be more than present on all these markets. This obliges them to make heavy investments, without overlooking nuclear energy, because for the time being, renewable energies remain merely complementary to the global supply. This is indeed the gist of Claude Monméjean's (EDF Regional Delegate) reply to the question concerning the impossibility to build a new line on the Verdon Park to supply electricity to the Maritime Alps: "The new energies cannot be a diver-



sion and cannot replace this new line, for which there is a crucial need. However, they will make it possible to delay the term by inciting savings and proposing other complementary techniques, and perhaps the strong development of solar energy."

The group also makes great efforts in environmental protection. Indeed, the program "Equilibrium" which proposes the supply of energy "guaranteed of renewable origin", attracts more and more followers, to the great satisfaction of Anne-Marie Colombier, Sales Manager of Companies and Communities, in charge of the application of this program. She is pleased to note the commitment of the companies which participate in this program by agreeing to pay a more expensive "green" energy because it contributes to the protection of the environment. On this occasion, we had the pleasure to visit the "Cave des Vignobles de la Voie d'Héracles" (Heracles wine cellar) at Vergèze in the Gard department, which explained why it subscribed to this contract. The delicious aroma of the excellent biological wine that we tasted there convinced us to understand the motivation. Today, some 200 companies are engaged in this "Green Energy" challenge. This initiative is developing by inciting many companies to assume their responsibilities, and at a time when the environment is threatened by the famous "Greenhouse effect", it is good to know that, in this beautiful country, there are people who think and especially who act. Let us hope that they will multiply, and moreover, if the majority could move on foot or by bike, it would be fantastic!

Anne-Marie Colombier avec les viticulteurs d'Héracles



Solar energy, a complementary ecological solution

In our region, the name "Giordano" depicts solar energy. The strength and the notoriety of this company are based on this specificity, which has spurred it onto many European and Mediterranean markets. Now, with its partner EDF, it will be able to assume the necessary development to assure its evolution. This company, created in 1991 in Aubagne by Jacques Giordano, now directed by his daughter Pascale Bonnoure, employs 250 people. The boom of solar energy spurs it to invest in order to develop. The production of the whole range - solar boilers, heat pumps, solar heating systems, swimming pool heaters ... - demands increasing the factory premises. Indeed, they are to be doubled, from 17 000 to 34 000 m², representing an investment of roughly 7 million euros. Indeed, in all activities in the field of new technologies there is a constant need for research and development, which demands considerable financial investments. From this point of view, the association with the giant EDF, for whom renewable energies are a major stake, should offer the solar energy specialist the necessary means and power to take the road towards success.



Panneau solaire en sortie de collage

Une autre vérité qui devrait déranger : le coût réel de l'effet de serre

L'humanité est assise sur deux bombes : la pauvreté et le réchauffement climatique.

Les mises en oeuvre de politiques nationales de développement durable de grandes envergures devraient désamorcer progressivement ces bombes, mais les économies nationales souffriront. Dans le cas contraire, ces économies s'effondreront

Le 30 octobre 2006, Sir Nicholas Stern a présenté à Tony Blair, Premier Ministre et Gordon Brown, ministre de l'Économie du Royaume Uni, une étude (600 pages) sur l'estimation du coût des conséquences mondiales du réchauffement climatique. Ce rapport, commandé par Tony Blair, a fait l'effet d'une bombe sur la société civile du Royaume Uni.

Ce rapport convaincra t'il la société civile des autres pays, tout particulièrement celle des pays du bassin méditerranéen très vulnérables aux changements climatiques, de ne plus

coût possible de menaces, décrites en termes très alarmistes, de l'effet de serre (sans parler des autres) qui pourrait dévaster l'économie mondiale. Des menaces ? On peut citer l'extinc-



Sir Nicholas Stern

tion de 40% des espèces animales, 200 millions de réfugiés, effets climatiques majeurs (ouragans dévastateurs, inondations en série, désertification accélérée, hausse du niveau des mers, recul des terres). On peut parler aussi de l'accroissement des maladies tropicales, de la pauvreté, de la recrudescence de toutes les formes de désordres politiques, de terrorismes et de conflits de survivance les plus sauvages.

Pour ne pas dépasser un accroissement de température de 2°C par rapport au niveau préindustriel, donc rester dans les limites acceptables de l'inférieur phénomène de hausse des températures lié à l'effet de serre, les pays devraient consacrer 1% du PIB mondial par an soit 275 milliards /an. Le PIB est de l'ordre de 1500 milliards€, celui des USA 10 000 milliards€. Cela donne des contributions annuelles de 15 milliards € pour la France et de 100 milliards € pour les USA. Il faut noter les impacts socio-économiques positifs de ces investissements : créations d'emplois, promotion de l'efficacité et de la lutte contre le gaspillage, recherche de nouvelles technologies.

Par contre si l'on continue à ne rien faire, le phénomène se traduira par une charge financière mondiale comprise entre 5% et 20% du PIB, c'est-à-dire entre 1500 et 5500 milliards d'€ par an ! De plus, dans cette hypothèse la plus pessimiste, il sem-

ble qu'il n'a pas été tenu compte du risque possible d'emballage apocalyptique climatique ..

On retrouve les ordres de grandeur de ces valeurs numériques dans deux récents rapports (2006). D'abord celui réalisé par les économistes du Global development and Environment Institute de l'Université de Tufts (USA) qui montre que le changement climatique aura non seulement des impacts écologiques et sociaux majeurs, mais également un coût économique farouche qui pourrait atteindre 20 000 milliards de dollars par an en 2100, si les gouvernements ne prennent pas les mesures urgentes pour limiter la hausse à 2°C.

Ensuite le rapport des Sénateurs Laffitte et Saunier du 26 juin 2006, "Changement climatique et transition énergétique : dépasser la crise", qui évalue un coût des impacts des changements climatiques compris entre 2,5% et 3 % du PIB, rapport que les médias français n'ont jamais évoqué. Ce rapport fut suivi d'un colloque sur ce sujet, organisé le 29 juin 2006 par l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, avec une introduction sur le thème "Ce qui arrivera ... Quand ?"

Ces rapports montrent bien que le coût de l'inaction peut être gigantesque. Dans le cas de l'étude de Nicholas Stern, le rapport coût de l'inaction / coût des mesures peut atteindre 20. Dans le cas du Tsunami de décembre 2004, ce rapport serait de l'ordre de 1000.

Le changement climatique est certainement la plus grande menace que le monde puisse

Pierre Laffitte



Claude Saunier

craindre, ... en dehors de chute, peu probable, d'un météorite de diamètre de l'ordre du kilomètre sur la Planète Terre.

La réponse doit être mondiale et concertée, car si la Grande-Bretagne seule stoppait immédiatement la totalité de ses rejets de gaz à effet de serre, il faudrait seulement treize mois à la Chine pour les compenser avec son activité économique actuelle.

"Aucun pays, aussi grand soit-il, ne peut résoudre à lui seul le problème. Il est impératif de dégager un consensus à long terme sur les objectifs communs et de bâtir le cadre international qui permettra à chacun de donner sa pleine mesure... Il faut passer maintenant à la vitesse supérieure... Retarder l'action, même d'une décennie ou deux, nous entraînerait sur un territoire dangereux... S'il n'est plus possible de lutter contre le changement climatique attendu pour les deux ou trois décennies à venir, il est encore possible d'en limiter quelque peu les effets sur nos économies et sur nos sociétés par une action vigoureuse. (Nicholas Stern)".

Selon Nicholas Stern, il faut taxer les émissions de dioxyde de carbone, généraliser les technologies à faible émission de carbone, améliorer l'efficacité énergétique. Autrement dit : décarboniser fortement le secteur de l'énergie, réduire de façon importante les émissions de CO2 issu du secteur des transports, développer des techniques de capture et de stockage de CO2 (en commençant par lutter contre la déforestation).

Il faudra aussi responsabiliser les populations, convaincre les élus et responsables institutionnels, promouvoir la recherche de



Tony Blair

poursuivre une politique forcée de consommation sans limite des ressources génératrices de gaz à effet de serre, de militer pour de nouveaux modes de vies et d'en accepter les contraintes associées ?

Rien n'est moins sûr !

C'est la première fois qu'un économiste de haut niveau, aussi connu et respecté que Nicholas Stern au Royaume Uni, évalue le

Another disturbing truth: the real cost of the greenhouse effect

Humanity is sitting on two bombs : poverty and the climatic reheating. The application of large scale national policies of sustainable development should gradually defuse these bombs, but the national economies will suffer. Should the opposite occur, these economies will collapse

On 30th October 2006, Sir Nicholas Stern presented to Tony Blair, Prime Minister and to Gordon Brown, Minister of the Economy of the United Kingdom, a 600-page study on the estimation of the cost of the world consequences of the climatic reheating. This report, ordered by Tony Blair, shattered the UK civilians like a bomb.

Will this report convince the civilians of other countries, particularly those of the Mediterranean countries that are most vulnera-

ble to the climate change, to no longer pursue a frantic policy of consumption of the resources that generate gas with the greenhouse effect, to militate for new ways of life and to accept the associated constraints? ... Nothing is less sure!

It is the first time that a high-level economist, as renowned and respected as Nicholas Stern in United Kingdom, estimates the possible cost of threats of the greenhouse effect (without speaking about the others), described in very alarmist terms, which could destroy the world economy. Threats? We can quote the extinction of 40 % of the animal species, 200 million refugees, major climatic effects (devastating hurricanes, mass floods, accelerated desertification, the heightening of the level of seas, the recession of lands). We can also speak about the increase of tropical diseases, about poverty, about the outbreak of all forms of political disorders, about ter-

rorism and about the wildest conflicts of survival.

In order to not exceed a 2°C increase in temperature of the pre-industrial level, thus remaining within the acceptable limits of the infernal phenomenon of temperature increase caused by the greenhouse effect, countries should dedicate 1 % of the world GDP per year, that is 275 billion Euros per year. The French GDP is around 1500 billion €, that of the USA amounts to 10 000 billion €. It gives annual rates of 15 billion € for France and 100 billion € for the USA. It is necessary to note the positive socio-economic impacts of these investments: job creations, promotion of the efficiency and the fight against wasting, research for new technologies.

On the other hand, if we continue doing nothing, the phenomenon will lead to a world financial expense between 5 % and 20 % of the GDP, that is between 1500 and 5500 billion Euros a year!

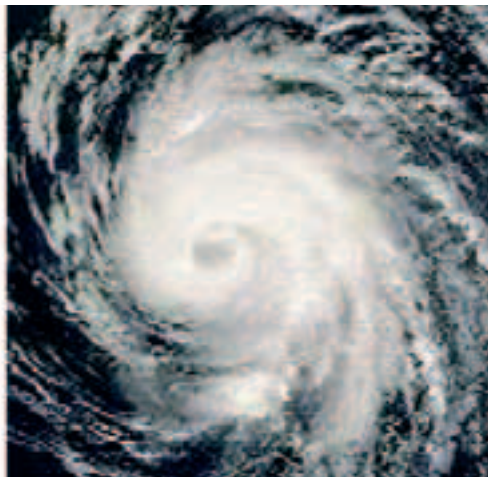


Jean Vergnes
Consultant UNESCO et MAE

Furthermore, in this most pessimistic hypothesis, it seems that the possible risk of an apocalyptic climatic acceleration was not taken into account.

We find the dimension of these numerical values in two recent reports (2006). Firstly, that made by the economists of the Global development and Environment Institute of the University of Tufts (USA), which indicates that the climatic change will not only have major ecological and social impacts, but also a colossal economic cost which could attain 20 000 billion dollars a year in 2100

Les paysages de l'effet de serre : Inondation. Désertification. Pollution gazeuse. Cyclone. (Source : Revue Actualités-News-Environnement)



if the governments do not take urgent measures to limit the increase to 2°C.

Then the report of the Senators Laffitte and Saunier of June 26th, 2006, " Climatic Change and energy transition: to overcome the crisis ", which estimates a cost of the impacts of climate change between 2,5 % and 3 % of the GDP, a report that the French media have never evoked. This report was followed by a colloquium on this subject, organized on 29th June 2006 by the Parliamentary Office of evaluation of the scientific and techno-

Une autre vérité qui devrait déranger : le coût réel de l'effet de serre

processus propres et énergétiquement efficaces, mettre en œuvre une politique nationale d'éducation des adultes aux changements incontournables des modes de vie, adopter de façon systématique le principe de précaution en matière d'urbanisation, ...



Koichiro Matsuura UNESCO

À défaut d'actions d'envergures nationales relevant de politiques de développement durable mettant l'accent l'effet de serre (protocole de Kyoto), y aura-t-il autre chose que des déclarations d'intention dans tous les pays du monde, au moins les plus riches ?

Un seul pays a eu une attitude politiquement responsable face à ce péril : le Japon, qui a beaucoup investi dans la recherche dans les énergies propres et la mise en œuvre de politiques efficaces. La Chine pourrait bien devenir le second. Mis à part deux ou trois pays de l'Europe du Nord, la Suède en particulier, l'Occident poursuit sa politique forcenée d'exploitation des ressources génératrices de gaz à effet de serre (GES), malgré les recommandations de la Commission Européenne.

Notons que si les émissions de GES continuent au rythme actuel, l'élévation de la température pourrait dépasser 4°C en 2100 alors que le maximum acceptable est de l'ordre de 2°C par rapport au niveau pré-industriel (+0,6°C pour le XXe siècle). Au-delà de cette valeur de +2°C, il semblerait que rien ne soit plus "gérable".

Mais, "Peut-être sommes-nous condamnés à voir que nous allons vers une catastrophe, sans pour autant pouvoir revenir sur notre chemin ?" (R. Kandel, Le devenir des climats).

Probablement trouverons-nous des personnes estimant que les conclusions des travaux de recherche des experts comme les recommandations des agences intergouvernementales sont

trop imprégnées de catastrophisme. Vont-ils aussi conclure que les 1650 experts qui ont rédigé un rapport (4 ans de travaux de recherche) à la demande des Nations Unies font aussi du catastrophisme ? En effet, leur conclusion est claire : "La capacité de la planète à répondre aux besoins des générations à venir ne peut plus être considérée comme acquise". "Des changements radicaux en matière de développement et d'éducation" sont préconisés.

"Nous savons, mais nous ne croyons pas ce que nous savons. Sur le réchauffement climatique par effet de serre, il n'y a pas d'incertitude sur le fait que nous allons droit dans le mur. Et pourtant, nous continuons d'agir comme si de rien n'était." (J.P. Dupuy. Professeur de philosophie sociale & politique à Polytechnique et à l'Université de Stanford, Pour un catastrophisme éclairé, Seuil, 2004).

«Nous n'avons pas le choix : soit l'humanité adapte ses comportements en vue d'un développement durable, c'est-à-dire qu'elle cesse de polluer l'environnement, permet le renouvellement des ressources naturelles et contribue à l'amélioration du bien-être de tous, soit elle signe, à plus ou moins brève échéance, son propre arrêt de mort.» (Koichiro

Matsuura, Directeur général de l'UNESCO).

Autrement dit l'humanité, surtout celle des pays riches, se trouve maintenant devant un choix : changer aujourd'hui ses modes de vie ou disparaître demain dans une tourmente qui sera sans commune mesure avec celle d'un cyclone.

Le 17 novembre 2006, des milliers de délégués, de scientifiques, de représentants d'organisations écologiques, des délégations politiques, se sont retrouvés à Nairobi, au Kenya, pour une nouvelle conférence mondiale sur le climat. Deux cents états étaient représentés. Les débats ont porté aussi sur le rapport de Nicholas Stern, à propos duquel Tony Blair a fait un solennel avertissement au monde. Est-ce que les gouvernements mettront en ligne les propositions de ce nouveau Sommet mondial dans une démarche de développement durable ?

«L'avenir de la planète est entièrement entre nos mains et si des catastrophes surviennent un jour, ce sera en raison de nos mauvaises décisions politiques ou de l'absence de décisions politiques». Olof Palme, 1972. ■

Smart Packaging Solutions de Rousset, les 15^{es} Trophées Créa 13

Créa 13 a, pour la 15^e fois, rendu son verdict en honorant 5 jeunes entreprises innovantes et en délivrant 6 mentions. Comme d'habitude, le choix fut très difficile pour un jury, pourtant très averti, après tous ces palmarès suffisamment judicieux pour que 85% des entreprises nominées depuis, sont en pleine activité en bénéficiant d'une évolution favorable et en créant des emplois. Cette année encore, grâce au Conseil Général et à son président Jean Noël Guérini et à ses partenaires, notamment Eurocopter qui s'est fortement engagé en faveur du développement de son environnement économique et industriel en contribuant directement au développement de l'emploi local, cette manifestation fut un très grand succès.

Les 5 récipiendaires ont reçu leur prix sous les ovations de plus de 300 personnes présentes dans

la grande salle du Conseil Général. La clôture du 15^e Créa 13 n'était pas encore arrivée que déjà on parlait du 16^e dans le rang des organisateurs et du jury. Un grand merci à tous ces bénévoles qui participent très active-

ment aux résultats et aux organisateurs du Conseil Général, emmenés par Jean Noël Guérini et Christophe Masse, délégué à l'économie, sans oublier Eurocopter qui depuis 6 ans déjà, s'implique complètement dans

cette action. Félicitations à Smart Packaging Solutions pour son premier prix, et à OZ Biosciences, Enovacom, Green Cap et Inodiag qui le suivent de près. Bon vent à tous et à l'An qué ven !! ■

Les lauréats Créa13 entourant Jean-Noël Guérini, Eric Arcamone et Jean-Christophe Masse



Another disturbing truth: the real cost of the greenhouse effect

logical choices, with an introduction on the subject "What will happen ... When? "

These reports clearly show that the cost of inactivity can be gigantic. In the case of the study of Nicholas Stern, the cost of inactivity / cost of the measures ratio could attain 20. In the case of the December 2004 Tsunami, this ratio was around 1000.

The climatic change is certainly the biggest threat that the world can fear... except for a meteorite with a diameter of 1 kilometre falling on the Planet Earth, which is most unlikely!

The answer must be worldwide and concerted, because if Great Britain alone immediately stopped all its gas emissions with the greenhouse effect, it would only take thirteen months for China to compensate them with its current economic activity.

"No country, however big it is, can resolve the problem alone. It is imperative to establish a long-term consensus on the common objectives and construct an international framework which will enable each country to give its full measure ... We must move into top gear now ... To delay the action, even a decade or two, would lead us onto dangerous ground ... If it is no longer possible to fight against the climatic change expected for the coming two or three decades, it is still possible to limit a little the effects on our economies and on our societies by a strong action. (Nicholas Stern) ".

According to Nicholas Stern, it is necessary to tax carbon dioxide emissions, to generalize the technologies with minor carbon emissions, and improve energy efficiency. In other words: strongly decarbonise the energy sector, greatly reduce the CO2 emissions caused by transport, and develop techniques for stopping and stocking CO2 (by beginning fighting against deforestation).

It will also be necessary to give responsibilities to the populations, to convince the politicians and the managerial staff of the public services to promote research for clean processes also efficient in energy supply, to implement a national policy to educate adults for the inescapable changes of life style, to systematically adopt the principle of precaution in urbanization ...

Without national scale actions of sustainable development policies emphasizing the greenhouse effect (protocol of Kyoto), will there be anything other than declarations of intention in all the countries of the world, at least the richest?

One single country showed a politically responsible attitude towards this danger: Japan, which invested a great amount in research for clean energies and the application of efficient policies. China could indeed become the second. Apart from two or three countries of Northern Europe, Sweden in particular, the West pursues its relentless policy of exploiting resources generating gas with the greenhouse

effect (GGE), in spite of the recommendations of the European Commission.

Let us note that if the GGE emissions continue at the current rate, the temperature increase could exceed 4°C in 2100 whereas the acceptable maximum is in the region of 2°C with regard to the pre-industrial level (+0,6°C for 20th century). Beyond this value of +2°C, it would appear that everything gets out of hand.

But, "perhaps we are condemned to see that we heading towards a disaster, without being able to go back on our road? " (R. Kandel, The future of climates).

Perhaps we shall find people who consider that the conclusions of the experts' research works and the recommendations of the inter-governmental agencies are much too catastrophic. Will they also conclude that 1650 experts who drafted a report (4 years of research works) at the request of the United Nations are also catastrophe predictors? Indeed, their conclusion is clear: "The capacity of the planet to meet the needs of generations to come can no longer be considered as acquired ". Radical changes in development and education are recommended.

"We know, but we do not believe what we know. On the climatic reheating by greenhouse effect, there is no uncertainty on the fact that we are heading into the wall. And nevertheless, we continue to act just like that." (J.P Dupuy. Professor of social and

political philosophy at Polytechnique and at Stanford University, "For enlightened doom", Seuil, 2004).

"We have no choice: either humanity adapts its behaviour in view of sustainable development, which implies that it stops polluting the environment, allows the renewal of natural resources and contributes to the improvement of the prosperity of all, or it will soon sign its own death sentence". Koïchiro Matsuura, General Manager of UNESCO.

In other words humanity, especially that of the rich countries, is now faced with a choice: either it changes its life style today, or tomorrow it will disappear in a storm that will largely exceed any cyclone.

On November 17th, 2006, thousands of delegates, scientists, representatives of ecological organizations and political delegations met in Nairobi, in Kenya, for a new world conference on the climate. Two hundred States were represented. The debates also concerned Nicholas Stern's report, following which Tony Blair declared a solemn warning for the world. Will the governments apply the propositions of this new world Summit to adopt a policy of sustainable development?

"The future of the planet is totally in our hands and if disasters arise one day, it will be because of our bad political decisions or the absence of political decisions." Olof Palme, 1972. ■

Smart Packaging Solutions in Rousset: 15th CREA 13 trophies

For the 15th time, CREA 13 pronounced its verdict by honouring 5 young innovative companies and awarding 6 mentions. As usual, the choice was very difficult for the jury, despite its experience, considering that 85 % of previous prize-winner companies are still in thriving activity, benefiting from a favourable evolution and creating employment. Once again this year, thanks to the County Council and its president Jean Noël Guérini, together with its partners, notably Eurocopter who is strongly committed in favour of the development of its economic and industrial environment by contributing directly to the development of local employ-

ment, this event was a very big success.

The 5 prize-winners received their award with the ovations of more than 300 persons present in the vast lounge of the County Council. Before the end of the 15th Crea13, the organisers and the jury were already discussing the 16th edition. We wish to thank all these volunteers who participate very actively, and the organizers of the County Council, led by Jean Noël Guérini and Christophe Masse, Economic delegate, without forgetting Eurocopter who is completely involved in this action since 6 years already.



Eric Arcamone, Directeur d'Eurocopter et Jean-Noël Guérini, Président du Conseil Général 13

Congratulations to Smart Packaging Solutions for his first prize, and to OZ Biosciences, Enovacom, Green Cap and

Indiag who were close runners-up. We wish you all good sailing, and see you again next year! ■

Fos-sur-Mer, un carrefour maritime et fluvial : de l'amphore aux conteneurs

Fos-sur-Mer est une ville connue sous de multiples facettes mais c'est aussi un lieu qui renferme des secrets bien gardés. Ceux-ci sont visibles lorsqu'on explore les fonds marins. Les richesses du patrimoine sont en effet révélatrices d'une activité commerciale maritime et fluviale passée intense. Quel genre de commerce, quel moyen de transport et pourquoi cette situation s'y prête - elle ? Des questions qui trouveront des réponses dans le passé. Aussi, nous sommes remontés dans le temps afin de mieux comprendre la situation actuelle.

Dans l'antiquité, on transportait les marchandises dans des amphores. Petit rappel sur cet "outil" en terre cuite caractéristique avec ses deux anses, qui apparaît au II^e millénaire av. J.-C. : " L'amphore est un objet utilitaire. C'est le conteneur par excellence des transports maritimes et fluviaux pour trois produits fondamentaux : le vin, l'huile d'olive et les sauces et conserves de poisson ; il arrive que des amphores contiennent d'autres produits (fruits, poix etc...) ". Vanessa Prades, archéologue à Fos-sur-Mer depuis 6 ans et spécialisée dans les vestiges antiques sous-marins du golfe de Fos depuis un an, acquiesce et renforce cette affirmation. " Les amphores contenaient le vin, l'huile, les saumures ... les restes d'amphores poissées attestent d'ailleurs de ce transport du vin. Elles pouvaient être bouchées par un bouchon de terre cuite ou de liège surmonté d'un opercule de chaux ou de pouzzolane pour assurer l'étanchéité. L'amphore est véritablement "le" grand emballage de l'antiquité. Elle était réemployée ou jetée une fois utilisée, comme on peut le faire actuellement avec nos bouteilles en plastique ".

Les amphores étaient chargées à dos d'homme dans les bateaux. Pour les maintenir en place dans le navire, on les installait verticalement et on calait la pointe d'une amphore dans l'espace produit par quatre amphores côte à côte qui se trouvaient sur la rangée du dessous,

composant parfois jusqu'à trois ou quatre niveaux d'amphores. Les amphores étaient encordées entre elles et calées avec des branchages (sapin, pin...), pour minimiser les risques de casse lors du transport. " Quelques fragments de dolia ont été retrouvés sur Fos. Ces grandes jarres d'une capacité pouvant atteindre les 2000 litres, soit l'équivalent de 100 amphores, ont été utilisées pour le transport du vin en vrac, créant véritablement des bateaux-citernes. Au niveau de sa contenance, le dolium est un peu l'ancêtre du conteneur ".

Commerce fluvial et maritime dans l'antiquité

" A la fin du II^e siècle av. J.-C., le Général Marius fait creuser à ses légions un canal, les Fossae Mariana, pour relier Arles à la mer, sans passer par l'embouchure du Rhône, sujette à l'ensablement et propice à l'échouage des navires ... Profitant de la perte d'importance de Marseille dans le commerce de l'Occident, Fos, avant-port d'Arles, prendra son essor dès la fin du I^{er} siècle av. J.-C. " Le port qui se crée au débouché du canal de Marius est signalé sur la Table de Peutinger, daté du III^e s. après J.-C., par une vignette de forme hémisphérique. On retrouve ce même arc de cercle pour représenter le port de Rome de l'époque (Fossa Trajana). Une similitude qui laisse supposer de l'ampleur et de l'importance du port de Fos dans l'antiquité. Martine Sciallano qualifie même les ports de Rome et Fos comme " les deux plaques tournantes du commerce antique ".

La mer est donc à cette époque le lieu par excellence des échanges commerciaux puisque plus rapide et moins coûteux que la voie terrestre. L'importance du rôle de Fos comme carrefour de deux routes fondamentales du commerce de l'occident romain est prouvée. " Fos se trouve au centre de deux grandes voies commerciales : l'une qui vient d'Italie et qui transporte essentiellement le vin ; l'autre qui vient d'Espagne et qui mène en Italie et surtout à Rome blé, vin, huile et conserves de poisson. De cette route maritime se détache une route fluviale qui, partant de Fos et remontant le Rhône puis d'autres rivières du Nord de la France, ravitaillait les armées du Nord de l'Empire Romain. " "L'étude des amphores permet de connaître leur contenu, leur provenance et leur datation. On a ainsi pu déterminer qu'il y avait une prépondérance du commerce du vin italien au I^{er} siècle av. J.-C., puis de l'huile et des saumures de poissons venus d'Espagne aux I^{er} et II^e siècles après J.-C.. Aux III^e et IV^e s. après J.-C., des produits venus d'Afrique apparaissent. Le trafic devient alors moins intense, mais un grand commerce perdurera tout de même jusqu'à la fin de l'antiquité. "

De nos jours, les vestiges antiques du golfe de Fos sont submergés sous 4 mètres d'eau et se trouvent à 400 m du rivage, alors que pour le reste de la côte, les vestiges se trouvent à seulement 15/30 cm sous l'eau. Martine Sciallano en explique l'origine : " par la suite d'un alluvionnement important apporté par le Rhône et consécutivement à l'affaissement du fond du golfe de Fos, la mer a envahi la terre

Port de Rome par Peutinger*



Veronique Boillot

recouvrant peu à peu les vestiges du port romain de Fos-sur-Mer ".

Le Canal " d'Arles à Bouc, ordonné par Napoléon Bonaparte en 1802 et ouvert à la navigation en 1834 ", reprend sensiblement le même tracé que le canal creusé par le Général Marius vingt siècles plus tôt, et qui permet de relier le Rhône à la mer Méditerranée. Il y a donc un parallèle à faire entre ces deux canaux. Même chose pour le golfe de Fos qui, 2200 ans après sa première vocation portuaire et commerciale, se retrouve à quelques centaines de mètres près, voué à la même fonction ". Vanessa Prades a raison d'insister sur ces analogies. Ce carrefour des routes commerciales maritimes de l'antiquité est devenu, de nos jours, le carrefour des routes commerciales au niveau mondial cette fois-ci. Fos-sur-Mer garde ce même rôle de plaque tournante économique et commerciale à plus de 2000 années d'intervalles. A l'époque, le commerce se faisait par le biais des amphores, et les vestiges de notre région en sont la plus belle preuve. De nos jours, les produits sont plus importants en terme de quantité, donc en poids, et demandent un transport conséquent. 2200 ans plus tard, nous passons de l'amphore aux conteneurs ...

De l'amphore aux conteneurs

Dans l'antiquité les navires transportaient en Méditerranée des amphores de diverses tailles, adaptées à la nature et au poids des marchandises.

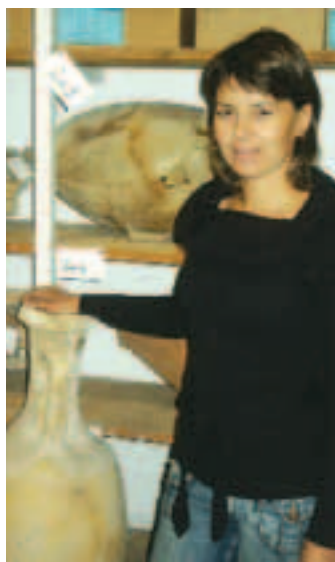
" Par la suite les emballages se sont diversifiés et les navires mettaient dans leurs cales des cartons, des palettes, des fûts, et même des marchandises sans emballage. Cette situation avait pour inconvénient de générer beaucoup de manipulations au cours de la chaîne de transport,

Fos-Sur-Mer, a fluvial and maritime crossroads: From amphoras to cargo containers

Fos-Sur-Mer is a city with many faces, but also a city that has many well kept secrets - readily visible when you explore the sea bed, for Fos-sur-Mer is steeped in commercial maritime and fluvial traditions. And so the question arises: What was traded, how was it transported and why was Fos-Sur-Mer such a propitious venue for maritime trade? The answers to these questions can be found in the annals of history. And so let's go back in time and see if we can shed some light on Fos-Sur-Mer as it is today.

In ancient times goods were transported in amphoras, which are two-handled ceramic storage jars that first appeared in the second millennia BC. Here is a brief description: "Amphoras were utilitarian objects. They were also the maritime and fluvial transport container of choice for several important products, namely wine, olive oil, fish sauces, and fermented fish - although amphoras were also used for other products such as fruit and tar." This view is shared by Vanessa Prades, who has been working as an archaeologist in Fos-Sur-Mer for the past six years and over the past 12 months has been focusing on artifacts of antiquity in the Gulf of Fos: "Amphoras contained wine, oil and brine. (...) The residual stickiness on the remains

Vanessa Prades



of amphoras also proves that amphoras were used for wine. The amphoras could be sealed with a ceramic or cork stopper with a lime or pozzolana seal for watertightness. Amphoras were truly the packaging of choice in antiquity, and like today's plastic packaging, were amenable to reuse or could be discarded after being used only once."

Men loaded amphoras onto ships by carrying the containers on their back. In order to prevent the amphoras from shifting around while in transit, they were stored in vertical rows. The bottom (narrow) ends of the amphoras were wedged into the spaces created by the row of four amphoras directly underneath, and in some cases the amphoras were arranged in stacks of three or four such rows. The amphoras were roped together and wedged with pine or fir branches so as to prevent breakage during the maritime journey. "Some fragments of dolia have been found in Fos. These casks could hold up to 2000 liters of wine - which is what they were used for - which means that each dolia had the capacity of 100 amphoras. From the standpoint of volume, the dolium was more or less the forerunner of the cargo container."

Fluvial and maritime commerce in antiquity

"At the end of the second century BC the Roman general Gaius Marius had his legions dig a canal, the Fossae Mariana, so as to create an outlet to the sea for Arles that avoided the mouth of the Rhone, which tended to get silted up and could easily cause a ship to founder. (...) Benefiting from the decline in Marseilles's trade with the West, Fos (which was Arles's outer harbor) began experiencing economic growth toward the end of the first century BC" The port that was created at the gateway to the Marius canal is indicated by a semicircle on the Peutinger map, which dates from the third century AD. This same semicircle represents the contemporaneous port of Rome (Fossa Trajana), which suggests that Fos was a large and important port in antiquity. Martine Sciallano even goes so far as to say that Rome and Fos were "the two hubs of commerce in antiquity."

Thus the sea was the principal commercial thoroughfare during



this period since it was less costly and time consuming than overland transport. The historical record proves that Fos stood at the crossroad of two key trade routes in the Western Roman Empire. "Fos was at the nexus of two major trade routes. The first started in Italy and was used mainly for the transport of wine, while the second started in Spain and was mainly used to bring wheat, wine, oil and fermented fish to Italy and above all to Rome. A fluvial route that branched off from this ocean route and began in Fos ramified up the Rhone and then into other rivers in Northern France, serving as the supply artery for the legions of the Northern Roman Empire."

"When you study amphoras you learn a great deal about their contents, provenance and timelines. For example, the amphoras reveal that the most widely traded commodity during the first century AD was Italian wine, and then came Spanish oil and fish brine in the first and second centuries BC. African products appeared in the two succeeding centuries, during which period the flow of trade tapered off somewhat, although its level remained robust throughout antiquity."

Today the vestiges of antiquity in the Gulf of Fos lie four meters under water and 400 meters from the coast, whereas they are only 15-30 cm under water along the rest of the coast. Martine Sciallano explains why this happened: "As the result of a major aggradation precipitated by the Rhone river and the subsidence of the ocean floor in the Gulf of Fos, the sea invaded the land and

gradually covered the remains of the Roman port at Fos-Sur-Mer."

The "Arles to Bouc canal, which was commissioned in 1802 and opened for navigation in 1834" and established a sea lane between the Rhone and Mediterranean, clearly follows the same route as the canal that was dug by the Roman general Gaius Marius 20 centuries previously. Thus these two canals definitely have something in common. This also holds true for the Gulf of Fos, which 2200 years after its first incarnation as a commercial port, is now serving the same purpose, just a few hundred meters away." Vanessa Prades is right to point out the importance of these parallels. Fos-Sur-Mer, which stood at the crossroads of key maritime trade routes in antiquity, is today a nexus of worldwide trade routes, and thus is again an economic hub on the world stage, more than two millennia later. During antiquity, goods were traded in amphoras, and the remains of these jugs in our region bear testimony to this fact. Nowadays a considerably larger volume - and thus weight - of goods is traded - and this necessitates heavy-duty means of transport. And so more than two millennia later, we have transitioned from the amphora to the cargo container.

From the amphoras to the cargo container

During antiquity, ships plied the Mediterranean carrying amphoras of various sizes, depending on the nature and weight of the goods concerned.

Fos-sur-Mer, un carrefour maritime et fluvial : de l'amphore aux conteneurs



Jean-François Mahé

et par conséquent beaucoup de détériorations et de vols de marchandise", précise Jean François Mahé, Directeur logistique conteneur à CGM-CMA. Une situation qui perdure jusqu'à ce que Malcom Lean, transporteur routier américain, décide de se lancer dans le transport maritime et propose de mettre toutes ces marchandises dans des boîtes : c'est la naissance du conteneur, dont la longueur est de 35 pieds. Nous sommes déjà bien loin du dolium d'origine.

" En 1960 l'International Standard Organisation fixe les normes du conteneur à 20 pieds ou 40 pieds. On utilise depuis une mesure des volumes d'activité en Teu, twenty foot equivalent unit, ou équivalent 20 pieds", continue M. Mahé. " Cette technique de transport s'est généralisée " poursuit-il, " plus de 80% des marchandises diverses sont maintenant transportés en conteneurs ". Un phénomène qui a entraîné une certaine standardisation des navires et une flexibilité demeurant un atout majeur de la mondialisation des échanges. A l'époque de Malcom Lean, la capacité de transport était de 156 conteneurs, de nos jours les navires les plus imposants offrent une capacité de 13000 Teus. Jean François Mahé met un accent sur une évolution colossale : " Pour ce qui concerne les volumes mondiaux transportés, ils étaient de moins de 30 Millions Teus en 1990 et sont passés à 70 Mteus en 2000 et 130 Mteus en 2006 ".

Des études réalisées sur une épave du milieu du IIe s. après J.-C. retrouvée à Fos ont révélé des données sur les proportions des navires : 17 m de long sur 7,50 m de large, avec un transport évalué à environ 80 Tonnes. Ce tonnage était tout de même

conséquent pour une époque où la plus grande jarre atteignait 2 Tonnes. Aujourd'hui, les navires CMA-CGM vont par exemple jusqu'à 350 m de long sur 43 m de large et peuvent transporter ainsi 100 000 Tonnes. La capacité de la flotte est de 642.300 Teus.

Evolution du trafic : de Marseille à Fos

Avant l'apparition du conteneur, l'essentiel des échanges maritimes de marchandises diverses se faisait sur Marseille et ce pour l'ensemble de la région. Le premier porte-conteneur a été reçu au terminal spécialisé de Fos en 1969. Le directeur logistique conteneur de CMA-CGM nous fournit quelques chiffres : "Aujourd'hui 2/3 des conteneurs de Marseille-Fos sont traités à Fos (soit 600 000 Teus sur un total de 900 000) ". Fos s'impose comme la porte d'entrée des trafics depuis le sud, le port d'accès regroupe également le site de Port St Louis. On note en septembre 2005 une augmentation du fluvial de 25% au départ de Fos mais le trafic routier reste au demeurant bien présent : 88% des conteneurs transportés à partir de Fos le sont en camion, 8% par barges fluviales et 4% par train. Le transport fluvial s'est réellement développé il y a 4 ans, avec la mise en place par CMA-CGM d'une filiale nommée RSC (River Shuttle Container) ou en version française (Rhône Saône Conteneurs). Résultat : une progression du trafic fluvial jusqu'à 50.000 Teus, un volume qui représente 8% de l'activité de Fos, la liaison fluviale Marseille-Rhône demeurant inexistante depuis l'effondrement du canal du Rove en 1970. Les barges fluviales ont été construites par contraintes environnementales

et économiques. C'est d'ailleurs pour cela qu'il existe un réel potentiel de croissance. Celui-ci est important dans la mesure où il faut prendre en considération " 2 contraintes à venir : d'une part la saturation progressive des routes et l'augmentation corrélative des coûts de camionnage, et d'autre part la pression environnementale (en matière d'émission de CO2 par tonne de marchandise et par kilomètre parcouru, un train pollue deux fois plus qu'une barge et un camion quatre fois plus qu'une barge) " reprend Jean François Mahé. Fos demeure une plaque tournante du commerce maritime ou pour reprendre les mots de M. Mahé, une plate-forme logistique. En effet, l'importance de cette zone se traduit par ces nouveaux métiers qui ont pour but de sécuriser le passage des flux de conteneurs par le port, flux définis en terme de nombreux circuits d'acheminements.

A l'instar de Fos : la création d'une plate-forme Marseille-Afrique du Nord. " A titre d'exemple sur Marseille (terminal à conteneur de Mourepiane), CMA-CGM a organisé depuis 3 ans une plate-forme de distribution de conteneurs à destination du Maghreb : chaque vendredi/samedi CMA-CGM fait converger à Marseille 4 navires et 7 trains ; les navires apportent des conteneurs d'Espagne et d'Italie, les trains amènent des conteneurs de Paris, du Nord de la France, de la Belgique et de l'Allemagne, et l'ensemble est réparti sur les 4 navires en fonction de leur destination finale au Maghreb ", explique M. Mahé. C'est dans ce même concept de plate-forme logistique que Fos se tourne vers l'avenir avec le projet Fos2XL ou " Fos to excel".

Projet de développement à Fos

Le projet Fos2XL renvoie à la création de 2 terminaux à conteneurs nouveaux à Fos, offrant une capacité annuelle maximale de 1.500.000 conteneurs. En tout, ce projet va créer 1300m de quai supplémentaire dans le prolongement du terminal existant. Sa localisation, le môle Graveleau, présente plusieurs avantages que nous avons mentionnés : une connexion routière directe, une connexion ferroviaire, un accès au réseau fluvial grand gabarit. Une trimodalité qui fait de Marseille-Fos " le port d'escale des plus grandes compagnies maritimes intercontinenta-

les qui assurent la desserte des pays d'Asie et d'extrême Orient". Marseille-Fos reste le seul port d'Europe à détenir ces privilèges ". Ce circuit d'acheminement est le vecteur d'une compétitivité stratégique. La gestion des nouveaux terminaux sera alors confiée à des opérateurs privés. La mise en service est prévue pour 2008. Un projet d'aménagement ambitieux, mené avec un enthousiasme que partage Jean François Mahé : " Ce nouveau mode d'exploitation permettra aux exploitants des terminaux de créer des circuits logistiques nouveaux et de donner une nouvelle impulsion au développement des volumes de conteneurs à Fos, puisque l'objectif est de tripler l'activité actuelle en quelques années seulement".

Nous venons d'énumérer les qualités que possède le port de Fos-sur-Mer et les corrélations existantes à vingt deux siècles d'intervalle, tant au niveau maritime que fluvial. Fos fait beaucoup parler d'elle par ses industries et reste au centre de préoccupations écologiques. Par cette comparaison de transport de marchandises entre deux époques et par les vestiges qui constituent les richesses du patrimoine de cette partie côtière, Fos n'est pas qu'un espace à prolifération industrielle. Nous mettrons donc l'accent sur une richesse patrimoniale mais surtout économique. Le transport de marchandises a suivi son évolution mais nous ne devons pas négliger la situation géographique sans laquelle le lieu n'aurait pas connu une telle ascension. Fos demeure une avancée économique bénéfique pour notre région, une ville marquée par un passé remarquable, mais une ville qui se tourne vers l'avenir.

Bibliographie

- Sciallano M. et Sibella P., *Amphores, comment les identifier?*, 1994
- Liou B. et Sciallano M., *Le trafic du port de Fos dans l'antiquité: essai d'évaluation à partir des amphores*, S.F.E.C.A.G., Actes du congrès de Lezoux, 1989
- Liou B. et Gassend J.-M., *L'épave Saint-Gervais 3 à Fos-sur-Mer (milieu du IIe s. après J.-C.). Inscriptions peintes sur amphores de Bétique. Vestiges de la coque*, *Archaeonautica*, 10, 1990
- Liou B. et Marichal R., *Les inscriptions peintes sur amphores de l'anse Saint-Gervais, à Fos-sur-Mer*, *Archaeonautica*, 2, 1978
- Fos ma ville
- Gassend J.-M. et Maillet B., *Structures immergées dans l'anse Saint-Gervais, Delta du Rhône, Camargue antique et médiévale*, *Bulletin Archéologique de Provence*, sous la direction de Landuré C. et Pasqualini M., Supplément 2, 2004
- * Lire le Latin 3^e de Mireille Ko - Hachette Livre 1998
- www.cma-cgm.fr
- www.marseille-port.fr

Fos-Sur-Mer, a fluvial and maritime crossroads: From amphoras to cargo containers

"Later on packaging diversified and ships' holds began carrying cartons, palettes, barrels, and even loose goods. The problem with this was that it necessitated numerous operations en route, which resulted in product degradation and theft," notes Jean François Mahé, CGM-CNA vice president for container logistics. This situation remained unchanged until an American trucking executive named Malcom McLean decided to go into the maritime transport business, putting forward the idea that all goods should be shipped in 35 foot long boxes, which came to be known as containers. And so we are a long way from the original dolium.

"In 1960 the ISO (International Standards Organization) defined standards for 20-40 foot containers. Ever since then, containers have been measured in TEU's (twenty foot equivalent units)," Mr. Mahé said. "This transport technology is now used all over the world and more than 80 percent of a broad range of goods are now transported in containers." This evolution has brought about a certain amount of cargo ship standardization, as well as logistics flexibility, which has turned out to be a major spur to world trade. During Malcom McLean's era ships could accommodate 156 containers, whereas today the largest ships can hold up to 13,000 TEU's. Mr. Mahé regards this exponential jump in capacity as a significant change: "In 1990 just under 30 million TEU's were transported. By 2000 the number had risen to 70, and today we've reached 130 TEU's."

Studies of a sunken ship from the mid-second century AD found in Fos harbor have shed some light on the dimensions of ships during antiquity: 17 meters long and 7.5 meters wide, with an estimated 80 tons of cargo capacity - which was actually quite hefty for a period when the largest amphoras weighed two tons. Nowadays, cargo ships such as those operated by CMA-CGM are up to 350 meters long and 43 meters wide, and can carry up to 100,000 tons of cargo. The company's total fleet capacity is 642,300 TEU's.

Ship traffic between Marseilles and Fos: ever brisker

Prior to the advent of the cargo container, most maritime trade was realized via Marseilles for

the entire region, with the first container ship berthing at a dedicated terminal in Fos in 1969. Some statistical background courtesy of Mr. Mahé: "Today two thirds of the containers that are shipped between Marseilles and Fos are processed in Fos, which translates into 600,000 of the 900,000 TEU's handled annually." Fos is the major port of entry for goods arriving from the south, and the access port also includes the site of Port St Louis. In September 2005 river shipments departing from Fos increased by 25 percent, although truck transport remained a major force: 88 percent of containers shipped from Fos go by truck, 8 percent by river barge and 4 percent by train. River transport began evolving very positively four years ago when CMA-CGM launched a new subsidiary called RSC (River Shuttle Container), or Rhône Saône Conteneurs. As a result, river transport increased to 50,000 TEU's, which represents 8 percent of all Fos shipments (the Marseilles-Rhône link has been out of commission since the collapse of the Rove Canal in 1970). The river barges were built out of environmental and economic necessity. And this is why there's substantial growth potential, which is important, although two limiting evolutions that are in the pipeline also have to be taken into consideration. The first is the increasing saturation of the available routes and the consequent rise in trucking costs; and the second is pollution in the form of carbon emissions per ton of goods and kilometers traveled. A train produces twice as much pollution as a barge and a truck produces four times as much," Mr. Mahé pointed out. Fos remains a hub of maritime commerce, or as Mr. Mahé puts it, a "logistics platform." The importance of this region is reflected by a series of new occupations that ensure the smooth transshipment of containers through the port, a flow that is defined in terms of numerous transportation routes.

Following the example of Fos, namely the creation of a Marseilles-North Africa platform. "Take the Mourepiane container terminal in Marseilles for example. For the past three years CMA-CGM has been developing a platform for shipping containers to North Africa. And so every Friday/Saturday, CMA-CGM has four ships and seven trains at the ready in Marseilles. The ships

arrive with containers from Spain and Italy, and the trains bring containers from Paris, Northern France, Belgium and Germany. All of these containers are then dispatched to their final destination in North African on four ships," explained Mr. Mahé. Fos intends to realize a logistics platform along these lines in the coming years via the Fos2XL or Fos to Excel project.

The Fos2XL development project

The project involves the establishment of two new container terminals in Fos that will provide annual capacity ranging up to 1,500,000 containers and will



Fossae Mariana - Source table Peutinger*

create 1300 meters of additional pier by extending the present terminal. The project site, Graveleau pier, has several advantages and rail access, as well as access to a major river network, thus making Marseilles-Fos "the port of call of the largest international maritime operators that service Asia and the Far East. The port of Marseilles-Fos continues to be the only European port that provides these advantages." This shipping route is the driver of a dynamic competitive strategy. Management of the new terminals will be outsourced. Rollout is slated for next year - an ambitious project that is being realized with an enthusiasm that is shared by Mr. Mahé: "This new activity will enable terminal operators to create new transportation routes and to up the volume of container traffic that is transshipped through Fos, the goal being to triple the current volume within the space of only a few years."

Thus as you can see Fos-Sur-Mer has advantages from both a river

and ocean shipping standpoint that hark back 22 centuries and are still very much alive and relevant today. Nowadays there's quite a lot of buzz about Fos's industries, which are also a focus of ecological concern. The comparison that has been drawn here between goods transport in the ancient and modern worlds and the attendant rich cultural, economic and historical heritage that is unique to Fos, makes the city much more than a rapidly growing industrial area. Hence the emphasis is being placed on a rich cultural heritage, but above all on the economic dimension. Goods transport in Fos has come a very long way over the course of 20 centuries, but we should

not lose sight of the geographic location that made it all possible. One thing is certain: Fos will always be a driver of economic growth in our region, and of course a city with an amazing history - but also a city with its sights set firmly on the future. ■

References

- Sciallano M. and Sibella P., *Amphores, comment les identifier?*, 1994
- Liou B. et Sciallano M., *Le trafic du port de Fos dans l'antiquité: essai d'évaluation à partir des amphores*, S.F.E.C.A.G., Actes du congrès de Lezoux, 1989
- Liou B. and Gassend J.-M., *L'épave Saint-Gervais 3 à Fos-sur-Mer (milieu du IIe s. après J.-C.). Inscriptions peintes sur amphores de Bétique. Vestiges de la coque*, *Archaeonautica*, 10, 1990
- Liou B. and Marichal R., *Les inscriptions peintes sur amphores de l'anse Saint-Gervais, à Fos-sur-Mer*, *Archaeonautica*, 2, 1978
- Fos ma ville
- Gassend J.-M. and Maillet B., *Structures immergées dans l'anse Saint-Gervais, Delta du Rhône, Camargue antique et médiévale*, *Bulletin Archéologique de Provence*, edited by Landuré C. and Pasqualini M., Supplément 2, 2004
- * Lire le Latin 3^e de Mireille Ko - Hachette Livre 1998
- www.cma-cgm.fr
- www.marseille-port.fr

IVCS 2006 : une nouvelle formule qui a trouvé ses marques

205 inscrits dont 50 industriels et 40 investisseurs ; 100 % de taux de satisfaction. Cette 10ème édition d'IVCS, International Venture Capital Summit co-organisée les 11 & 12 décembre derniers à Sophia Antipolis par Mar-Tech & Finance et la Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur, a indéniablement réussi son pari...

La nouvelle formule lancée en 2005 et centrée sur des rencontres d'affaires préprogrammées, agrémentées de conférences et de démonstrations a remporté l'adhésion générale. " Qualité des échanges, contacts enrichissants, professionnalisme, opportunité de business et "action plan" concret" les participants-sociétés innovantes, grands groupes et investisseurs en capital risque- ne tarissent pas d'éloges. Et si d'aucuns ont eu l'impression que les industriels ont été moins nombreux et les conférences quelque peu désertées,

c'est que la priorité de chacun a été de privilégier les " speed-meetings ", favorisant à travers des entretiens en tête-à-tête de 10 minutes business, partenariat et connexions entre organisations nationales et internationales pour envisager fusion - acquisition, build-up et plus, si affinités ! Les rendez-vous se sont enchaînés à un rythme effréné (370 business meetings sur 2 jours, soit une concentration exceptionnelle d'opportunités d'affaires, fruits en général de plusieurs mois de travail.). A voir les mines réjouies des speed-daters en fin de sessions, nul doute que ces rencontres se sont avérées fructueuses. Se positionnant comme un " entre-metteur à valeur ajoutée, " Emmanuel Libaudière, Directeur Associé de Mar-Tech & Finance, explique les objectifs prioritaires de l'édition 2006 : " Ce nouveau concept a pour ambition de booster des entreprises innovantes et de les aider à se développer en leur apportant des mesures et des financements pour leur permettre de devenir des PME pérennes. Il nous faut absolument combler le retard que nous avons par rapport à l'Allemagne

dont le tissu industriel est 4 fois plus riche en PME que le nôtre !". Bilan : les capitaux-risqueurs investissent désormais non plus au stade du concept comme ce fut le cas au temps de l'explosion de la bulle Internet mais à la phase de commercialisation du projet entrepreneurial, cocooné notamment par les grands groupes industriels.

Cette année, parmi les heureux lauréats, c'est la société sophilopolitaine Seemage qui est sortie du rang des starts-ups pour rentrer dans la Cour des Grands : celle des PME prometteuses. Créée en novembre 2002, la société propose aux grands groupes industriels et à leurs sous-traitants (secteurs automobiles, industrie aéronautique et spatiale, télécommunications et produits grand public) des solutions 3D de visualisation collaborative et de présentations interactives à partir de modèles CAO existants (maquette numérique, visualisation et publication technique opérationnelle (MVP). Elle répond ainsi aux besoins internes et externes de communication 3D (appels d'offres, brochures marketing, documentations techniques, etc.) et vise les mar-

chés européens. Hébergée de 2003 à 2005 par l'incubateur PACA Est, elle avait réalisé une 1ère levée de fonds de 1,5 M en 2004 et de 3 M en février 2006 auprès de Techfund Capital Europe associé à 123 Venture, Sophia Euro Lab et Primavera. Côté " tendances sectorielles " cette année, à l'honneur toujours les TIC avec un focus très net sur la mobilité, les télécommunications au sens large (services, contenus, applications) et la micro-électronique soutenue notamment par les majors du pôle de compétitivité SCS.

IVCS, qui capitalise sur la dimension internationale de Sophia Antipolis l'une des technopoles les plus actives en Europe avec 250 entreprises internationales représentant plus de 100 nationalités différentes, réussit à s'imposer comme un lieu d'échanges tripartites performant, répondant aux problématiques majeures des entreprises innovantes axées sur la croissance et le développement industriel.

**2590 entreprises
accompagnées depuis
le début de l'année
en PACA**



Pour financer et accompagner **les PME**

Création Innovation Développement International Transmission

oseo.fr



Marseille : 04 91 17 44 00 - 04 91 80 83 60

Nice : 04 92 29 42 80

IVCS 2006 : a new formula that has found its marks

205 subscribers among whom 50 manufacturers and 40 investors ; 100 % satisfaction rate. This 10th edition of IVCS, International Venture Capital Summit, co-organized on December 11th and 12th 2006 in Sophia Antipolis by Mar-Tech & Finance and the Nice Côte d'Azur chamber of commerce and industry, unmistakably won its bet

...

The new formula launched in 2005 and centred on prescheduled business meetings, enhanced with conferences and demonstrations, met with general approval. "Quality of the exchanges, enriching contacts, professionalism, business opportunities and concrete action plans" ... the participating innovative companies, big groups and investors in capital risk did not spare their praise. And if some had the impression that there were fewer manufacturers and not many participants in the conferences, it is due to the fact that priority was given to "speed-meetings", private business mee-

tings of 10 minutes, to favour partnerships and relations between national and international organizations to envisage fusion - acquisitions, build-ups and more, if affinities ! The meetings followed at a wild rhythm (370 business meetings on 2 days, which is an exceptional concentration of business opportunities, generally the fruits of several months of work). Judging from the cheerful expressions of speed-daters at the end of the sessions, there is no doubt that these meetings proved to be fruitful. Positioning himself as a "go-between with added value," Emmanuel Libaudière, Director Partner de Mar-Tech & Finance, explains the priority objectives of the 2006 edition : " The ambition of this new concept is to boost innovative companies and to help them to develop by offering them the necessary means and financing to enable them to become long lasting SME's. We must absolutely catch up on the delay we have with regard to Germany, whose industrial fabric is 4 times richer in SME's than ours! ". As a result, the capital-riskers henceforth no longer invest at the concept stage as they did at the time of the explosion of the Internet bubble, but

in the phase of marketing of the entrepreneurial project, notably cocooned by the big industrial groups.

This year, among the happy prize-winners, the company Seemage in Sophia Antipolis rose up from the rank of start-ups to go into the Court of the Big : that of the promising SME's. Created in November 2002, this company proposes 3D solutions of collaborative visualization and interactive presentations from existing CAD models (digital models, visualization and MVP (operational technical publication) to the big industrial groups and their subcontractors (motor sectors, aircraft and spatial industry, telecommunications and consumer products). It thereby answers the internal and external needs of 3D communication (invitations to tender, marketing brochures, technical documentation, etc.) and aims at the European markets. Initially accommodated by the PACA incubator from 2003 till 2005, in 2004 it achieved a first levying of capital of 1,5 M euros, and then 3 M euros in February 2006 with Techfund Capital Europe associated to 123 Venture, Sophia Euro Lab and Primavera.



Emmanuel Libaudière

As far as "sector-based tendencies" are concerned this year, the TIC still hit the top, clearly focusing on mobility, telecommunications in the wide sense (services, contents, applications) and microelectronics supported notably by the majors of the SCS (secured communication solutions) pole of competitiveness.

IVCS, who capitalizes on the international dimension of Sophia Antipolis, one of the most active technopoles in Europe with 250 multinationals representing more than 100 different nationalities, manages to stand out as a successful tripartite place of exchanges, answering the major problems of the innovative companies centred on growth and industrial development. ■

Intermed accélère le business en Méditerranée

Le Crédit Agricole Alpes Provence facilite l'international aux entreprises. Il leur propose un accompagnement global avec plate-forme d'informations, services Internet dédiés (www.intermed.com) et interlocuteur unique pour leurs projets de développement dans les 15 pays de la Méditerranée.



Depuis la création d'Intermed, les entreprises ne perdent plus de temps à trouver une réponse rapide et fiable à leur projet de business avec les 15 pays de la Méditerranée. Avec Intermed, elles peuvent aller droit au but. Définir un marché porteur, trouver des clients, des fournisseurs, investir, développer les opérations internationales, optimiser le traitement des opérations, choisir un montage financier etc. autant de questions auxquelles l'entreprise trouve des réponses à haute valeur ajoutée.

Fort de son réseau de banques partenaires, le Crédit Agricole Alpes Provence, va plus loin avec les entreprises. Il réalise des études de marché, organise des missions de prospection, les aide à recruter du personnel, à qualifier leurs clients, à procéder à des opérations d'acquisition etc. 4 mois après son lancement le site www.intermed.com a attiré 1727 visiteurs différents, enregistré un nombre croissant d'abonnements à ses services experts et accompagne 32 projets nouveaux à l'international.

L'équipe d'Intermed, installée à Marseille au sein du nouveau centre d'affaires Crédit Agricole de la rue de la République, organise également tout au long de l'année les "Ateliers de l'international". Ces sessions d'information et d'échange sont destinées aux collaborateurs des entreprises. Au programme : les nouvelles règles et usances relatives au crédit documentaire, la réglementation des changes dans la zone sud-Méditerranée suivie de deux journées de rendez-vous individuels avec les représentants des banques partenaires, la logistique et la réglementation douanière en Méditerranée, et comment s'implanter au Maghreb.

Pour vous inscrire aux Ateliers de l'international :

Isabelle Frédéric 04 91 13 52 11

isabelle.frederic@ca-alpesprovence.fr

Pierre-Marie Masson 0 810 815 175

pierremarie.masson@ca-alpesprovence.fr



ALPES PROVENCE
BANQUE & ASSURANCES

Tourism@ & ILTM : deux concepts-tendances pour une nouvelle vision du voyage

Ces deux salons dédiés aux professionnels de l'industrie du tourisme qui se tiennent chaque année, début décembre à Cannes, se distinguent par leurs thématiques spécifiques : le 1er est spécialisé dans le e-tourisme, le second est voué au tourisme de luxe. Ils ont en commun, une réussite croissante sur l'international, témoignant de l'engouement de la sphère loisirs à travers le monde.

La 7ème édition de Tourism@ 2006, manifestation co-organisée le 5 décembre par la Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur et l'Association Telecom Valley qui regroupe l'ensemble des entreprises high tech des Alpes-Maritimes se positionne comme un véritable observatoire et la vitrine technologique internationale des technologies de pointe dans le secteur du tourisme développées par des grands groupes (IBM, Amadeus, France Telecom...) et des start-ups innovantes. Agences de voyages, hôteliers, offices de tourisme et institutionnels peuvent ainsi découvrir les derniers outils lancés sur le marché à usage de leurs clients internautes et suivre l'évolution des usages. Un salon visionnaire qui permet aux voyageurs à travers ateliers, conférences et démonstrations sur les stands de mieux appréhender les profils et besoins des consommateurs de demain.

Alors, quid des nouvelles tendances dans le secteur à forte valeur ajoutée des nouvelles technologies ? 2006 est marquée par la fièvre Internet qui a gagné tous les secteurs professionnels. La généralisation de l'ADSL des informations touristiques géolocalisées sur les mobiles bouleversent la communication électronique de forme parlée à la fois en temps réel ou différé. La destination doit dès les premiers clics " inviter au voyage " et convaincre professionnels et grand public. En Europe occidentale, ce sont ainsi 142 millions de personnes qui ont préparé leur voyage en ligne et 87 millions qui ont réservé sur Internet au moins une prestation de leur séjour en 2005. Selon une étude réalisée par le cabinet Guy

Raffour interactif en janvier 2006 auprès de 1000 personnes représentatives de la population française pour évaluer l'impact du e-tourisme, 5,7 millions de français contre 3,9 millions en 2004 ont préparé l'an passé leurs séjours touristiques exclusivement sur Internet, soit un montant de 3,5 milliards d'euros de ventes en ligne. La tendance générale d'une plus grande confiance dans le e-commerce et la croissance du nombre de cyberacheteurs expliquent ce volume d'affaires en hausse. La progression des réservations en ligne est d'autre part justifiée par l'accroissement des ventes directes des acteurs touristiques, proposant de l'hébergement, des activités de loisirs, du transport. Depuis 2005, les offres thématiques et désaisonnalisées, autour d'un événement culturel, ou d'une fête comme la Saint-Valentin, se substituent progressivement à l'approche traditionnelle haute et basse saison. Désormais, les consommateurs prennent trois semaines de vacances l'été, réparties entre

une semaine dans la famille ou chez des amis, une autre dans un séjour sportif et quelques jours dans une destination culturelle.

Un tournant décisif pour l'industrie du voyage. L'avènement des e-services sur mobiles

Tourism@ 2006 a révélé la prééminence des services de géolocalisation, niche porteuse vers laquelle s'est engouffré le géant américain Google, présent à Tourism@ qui se classe au 1er rang mondial des métamoteurs de recherche sur le Net. Désireux de renforcer son leadership, il multiplie le lancement de logiciels : Google Earth, basé sur les archives du National Geographic, qui offre une vue en trois dimensions de la terre sous toutes ses coutures, Google Maps, service gratuit de cartes géographiques et de plans en ligne, qui permet, à partir de l'échelle d'un pays, d'agrandir un



Dominique Thibault

quartier précis à l'échelle d'une rue, Reservemycom qui permet aux voyageurs de sélectionner avec précision l'hôtel qui convient le mieux à leurs besoins, sans compter le système de réservations de voyages qui met en contact les internautes et les agences de voyages en ligne et enfin son dernier bébé pour cellulaire, le Google local for Mobile (GLM). On assiste également à l'explosion de guides multimédias pour tous types de publics : GPS pour conducteurs avec ViaMichelin avec base de contenus pan-européenne (cartes routières, itinéraires gastronomi-

Mobile Signal, Lauréat Tourism@ 2006

Mobile Signal, basée à Londres, Grand Prix de l'Innovation Technologique, a séduit le jury de Tourism@ 2006, par le caractère particulièrement innovant de sa solution qui combine une technologie pointue (intelligence artificielle, plate-forme distribuée, etc.) et une recherche sociologique avancée basée sur des analyses comportementales sociétales affinées associées au tourisme et au monde du voyage. Mobile Signal a développé une technologie révolutionnaire : " Travel Signal® ". Simple d'utilisation et d'accès sur le web via mobiles à partir des sites du tour opérateur ou de l'agence organisatrice, elle permet ainsi à tout voyageur de préparer son voyage en amont. Dès sa réservation, puis sur place, ce dernier peut ainsi visualiser tous ceux qui seront sur le même vol touristique ou business susceptibles de partager à l'arrivée loisirs et intérêts professionnels. Contacts et échanges sont initialisés par un simple SMS. Accessible à tous les professionnels du tourisme, elle est totalement personnalisable. " Notre technologie est "plug-in", explique Dan J.Ake, CEO de Mobil Signal. Elle s'adapte aux besoins de n'importe quel voyageur en quelques heures. Elle est connectée à des plateformes de réservations informatiques aussi sophistiquées que celles d'une compagnie aérienne ou d'Amadeus. Dans quelques mois, quand vous réserverez un vol, si vous demandez à utiliser votre Travel Signal, on vous demandera si vous désirez être placé à côté d'un golfeur émérite ou un passionné des civilisations anciennes comme vous. Pendant son voyage, l'homme d'affaires pourra ainsi activer son Signal professionnel le lundi matin lors d'une conférence, son Signal passion pour découvrir des personnes partageant ses hobbies, le mardi soir en arrivant au club de gym, le mercredi soir dans le train en rentrant chez lui. Contrairement à nos tendances individualistes actuelles, selon l'avis des experts, notamment l'éminent professeur en sociologie à la Sorbonne, Michel Mafesolli, qui nous conseille, l'avenir à court terme promet le grand retour des socio-groupes et rapprochements par affinités. Ce Trophée est un réel encouragement pour le déploiement de notre solution disponible en France."



The Tourism@ and ILTM trade shows - two different paths to breakthrough travel modalities

Tourism@ and ILTM - annual tourism trade shows that are both held in Cannes in early December - have differing focuses: Tourism@ is all about e-tourism, whereas ILTM centers around high-end travel. What the two events share in common, however, is their growing international success, which bears testimony to robust leisure sector demand across the globe.

Sponsored jointly by the Chamber of Commerce and Industry of Nice/Cote d'Azur and the Telecom Valley association (the umbrella organization for high-tech companies in the Alpes-Maritimes region) and held this past December 5th for the seventh successive time, Tourism@ provides a genuine international showcase for latest generation tourism industry technologies from major players such as IBM, Amadeus, and France Telecom, as well as innovative

startups. The event affords travel agencies, hotels, tourist offices, and government agencies the opportunity to get a taste of the most recently launched tools that are being used by their online customers, and to see how these tools are employed. Tourism@ is a visionary show that enables tourism professionals to gain greater insight into consumers' profiles and needs, through the various workshops, lectures, and demonstrations that are offered at exhibitors' stands.

And so, whither the latest trends in the rapidly growing new technologies sector? 2006 was marked by Internet fever, which affected all industries. The wide availability of geolocalized tourist information via DSL mobile telephony has turned the synchronous and asynchronous voice communication domains upside down. If a tourism professional or customer clicks on a destination, it has to win them over right off the bat. In 2005 142 million Western Europeans made travel arrangements online, and 87 million purchased at least one service for their vacation

online. According to a survey of the impact of e-tourism conducted in January 2006 by Guy Raffour Interactif (based on a representative sample of 1000 French people), in 2005 5.7 million French Internet users (up from 3.9 million in 2004) made all their vacation travel arrangements online, and in so doing spent a total of 3.5 billion euros. This increase in sales is attributable to rapidly growing consumer confidence in e-business, the attendant increase in the numbers of online purchasers, and a rise in direct online sales of travel tickets, accommodations and leisure time activities. Moreover, since 2005 there has been a growing tendency toward thematic and non-seasonal products that center around a cultural event, or an international one such as St-Valentine's day. Such offerings are gradually displacing the classic high and low season model. Consumers now tend to take three weeks of summer vacation, one of which is spent with family or friends, another week doing a sports activity, and a few days at a cultural destination.

travel oriented software modules: Google Earth, which is based on the National Geographic archives and provides a range of three dimensional views of Planet Earth; Google Maps, which enables the user to enlarge a specific area of a region on a geographical map or road map, including individual streets; Reservemycom, where travelers can select the hotel that most closely meets their needs; a travel reservation service that puts users in direct contact with online travel agencies; and finally Google's most recent (mobile telephony) product, Google Local for Mobile (GLM). The tourism industry is also seeing exponential growth in the multimedia travel guide domain for all target groups: GPS for drivers in conjunction with ViaMichelin, which is based on pan-European content (road maps, gastronomic itineraries), available in online and offline mode; B2B and B2C; and from Taocity, hand-held computers equipped with a pedestrian GPS receiver and an urban database comprising 1400 clickable files that make it easier for travelers to find their way around unfamiliar cities and enjoy the sites, unfettered by paper maps or the need to ask directions in a foreign language. Another particularly promising technology is the voice synthesis-enabled multilingual audio-guide, which promotes accessibility for all travelers. And that's not all. There's the Readspeak Podcaster, which is the first European ASP application that allows for automatic conversion of RSS feeds into podcasts thanks to latest generation voice synthesis technology; city guides for the handicapped via the European Spatioguide from

Mobile Signal, winner of the Tourism@ 2006 prize

London based Mobile Signal was awarded the Technological Innovation first prize at this year's Tourism@ for the particularly innovative nature of a solution that combines cutting edge technology (artificial intelligence, distributed platform etc.) and sophisticated sociological research based on a keen analysis of social behaviors associated with tourism and travel. Mobile Signal's revolutionary and user friendly Travel Signal® technology allows easy Internet access via mobile phone from the tour operator's or sponsoring travel agency's Web site, thus enabling any user to plan their upcoming trip. Once the user has made his plane reservations, he can see the names of all fellow passengers that might want to partake of the same free time or business related activities upon arrival. The user can then contact any of these passengers via SMS. The service, which is available to all tourist industry professionals, is completely personalizable. "Our technology is plug-in," noted Mobile Signal CEO Dan J. Ake. "It can be adapted to the needs of any traveler in a matter of hours. The module is connected to a computerized reservation platform that is as sophisticated as those operated by airlines or Amadeus. A few months from now, when you reserve a flight, if you ask to use your Travel Signal, you will be asked if you would like to be seated next to an accomplished golfer or antiquities enthusiast like yourself. While on a business trip, the user can activate (a) his Professional signal on Monday morning during a conference; (b) his Enthusiasms signal, on arriving at the gym on Tuesday evening, to find people that have the same interests he does; and (c) and again on the way home in the train on Wednesday evening. According to experts - most notably prominent Sorbonne sociology professor Michel Mafesolli, who is also our consultant - in contrast to our current individualistic folkways, in the near future we will see a resurgence of affinity-based social groups and relationships. This prize provides real encouragement for us to deploy our solution, which is currently available in France."

This evolution marks a watershed in the tourism industry. The advent of e-services via mobile phone

This year's edition of Tourism@ clearly revealed the preeminence of geolocalization, a promising niche to which Google - the world's number one online information provider and a Tourism@ exhibitor - has made a strong commitment. With view to strengthening its market leadership, Google has launched a series of

Via Michelin



Tourism@ & ILTM : deux concepts-tendances pour une nouvelle vision du voyage

ques) " on-line et off-line ", B2B et B2C ", ordinateurs de poche, équipé d'un récepteur GPS piéton et doté d'une base de données urbaines (soit 1400 fiches d'information cliquables) pour faciliter les visites et permettre de mieux profiter de leur patrimoine " l'esprit libre " (Taocity). A l'honneur particulièrement également les audioguides multilingues à synthèse vocale favorisant l'accessibilité pour tous. Citons Readspeaker Podcaster, 1ère application européenne en mode ASP qui permet de convertir automatiquement les fils RSS en podcasts grâce à des synthèses vocales de dernière génération et le guidage des personnes handicapées en ville grâce au spatioguide européen de l'Association Accès Cible Production. Les métropoles sont désormais modélisées en 3D (l'Israélien Geosim) pour permettre aux touristes de mieux préparer leur séjour en repérant les lieux et les monuments qu'ils souhaitent visiter. Les parcours culturels virtuels peuvent s'effectuer de façon ludique à partir de jeux d'énigmes via portables, PDA, smart phone (Enigm@ tour). Une révolution technologique marquée également par l'approche du Web 2.0 qui privilégie les échanges directs communautaires au succès grandissant comme l'en atteste la société lauréate : Mobile Signal.

Course à l'innovation technologique : les industriels s'adaptent

L'association Telecom Valley, sous l'impulsion de son Vice-Président, Jacques Gros, initiateur du projet m-Tourisme® breveté en 2005 et labellisé pôle de " Solutions Communicantes Sécurisées " (SCS) annonce en 2007, la création d'un laboratoire des usages pour tester, créer, développer de nouvelles utilisations dans les métiers du tourisme s'appuyant sur les nouvelles technologies, au sein du site d'IBM la Gaude. Le groupe vient par ailleurs de lancer la TV sur Mobiles intégrant la technologie "broadband" sur les téléphones cellulaires. Ses solutions permettent ainsi aux agences de voyage de fournir un contenu attractif, animé et personnalisé à leurs clients. France Télécom de son côté capte les touristes sur Internet en amont et propose un large éventail de e-services fédérant, grâce à Haut Débit mobile et notamment à

"Mobivisit ", véritable guide de voyage sur réseau mobile les contenus de proximité, les informations temps réel, événementielles et logistiques. Le Système d'information et centrale de réservation d'Amadeus, utilisé par près de 79 500 agences de voyages, et plus de 25 900 bureaux de vente de compagnies aériennes et " low cost " avec billetterie électronique dans plus de 217 marchés à travers le monde, confirme son leadership mondial. Son moteur de recherche ultra-performant offre en quasi temps réel une liste de tarifs très exhaustive. " Notre vision prospective est celle d'un voyageur connecté en permanence, confirme François Laburthe, Directeur de la Division "Operational Research & Innovation " pouvant à tout instant être mis en relation avec quelques acteurs cherchant à lui rendre son voyage plus simple, plus agréable, plus riche tout en étant très soucieux de la confidentialité de ses données. Notre objectif prioritaire dès 2007 va être de changer de génération de systèmes centraux (en basculant des gros serveurs propriétaires à des systèmes ouverts sur des PC linux banalisés), de développer de nouveaux produits à destination de l'ensemble des acteurs de l'industrie du voyage et du tourisme et d'offrir à l'ensemble des utilisateurs via le terminal mobile, un accompagnement personnalisé tout au long du voyage. ". On pourrait aussi imaginer une offre affinée et complétée par les services mobiles personnalisés dédiés aux compagnies aériennes et à usage de leurs clients-voyageurs développés par le Grand Prix Tourism@ dans la catégorie Meilleure utilisation des technologies : l'Italien 01 Design. Ce dernier propose un large éventail d'informations actualisées grâce à des systèmes de gestion de contenus : tableau des vols avec identification des compagnies, réservation ou annulation via SMS ou technologie Wap, offres spéciales, enregistrement, m-magazine et TV news de la compagnie aérienne.

Les institutionnels rattrapent leur retard

L'Amérique latine, très présente cette année avec le Canada a pu démontrer également son savoir-faire à travers des actions exemplaires. Le Ministère du Brésil a développé un système d'information fiable et efficace à usage

des touristes pour les sécuriser grâce à son logiciel "Cadastur" qui recense, classe et contrôle tout type d'information touristique : agences de voyages, hôtels, organismes de transports, salons et manifestations, écoles spécialisées dans le tourisme, guides, tour opérateurs, prestataires de services spécialisés. Ce système est mis en œuvre dans 27 départements et rassemble dans sa phase pilote 350.000 inscrits. Grâce à sa plateforme J2EE et son architecture ouverte, son actualisation est aisée et peu coûteuse.

Au plan régional, le Parc National du Mercantour donne le ton en lançant en avant-première mondiale lors du salon Tourism@ son site Internet en modélisation numérique 3D qui permet de visualiser un survol virtuel du parc. L'Italie voisine devrait s'inspirer de son modèle.

La CCI Nice Côte d'Azur met également de son côté en œuvre avec ses partenaires, les outils innovants nécessaires pour accompagner les professionnels azuréens de l'industrie touristique. Outre la création du " French Riviera Cruise Club " pour mieux promouvoir et accueillir les croisiéristes, marché particulièrement dynamique, elle affine pour cette clientèle un système de réservation en ligne et finalise la mise en place d'une centrale de réservation pour une gestion portuaire optimisée dans le secteur de la plaisance, à l'image du système SYREN développé par la société varoise nommée : Insilio.

ILTM : le luxe fait son show

Aux antipodes de la fébrilité de Tourism@, ambiance chic et feutrée au Palais des Festivals où ILTM (International Luxury Market) tient son salon pour la 5ème année consécutive.

Les plus grands acheteurs dans le domaine des loisirs de luxe viennent y rencontrer les plus grands organisateurs et fournisseurs de voyages et séjours à la carte à travers le monde.

Près de 280 exposants (palaces et destinations lointaines) et 2000 acheteurs représentant les TO internationaux les plus importants, venus de 64 pays ont répondu présents et se sont avérés enchantés par la qualité et le nombre des contacts préprogrammés durant 3 jours par l'organisateur Reed Exhibit (du 5 au 7 décembre). Là, tout n'est que faste, exotisme et exclusivité !

L'inédit est de mise, l'aventure encadrée. Car chacun ne vise que la clientèle à fort pouvoir d'achat, soit un segment étroit de 3% de grandes fortunes mondiales qui contribuent néanmoins à 20% des dépenses somptuaires réalisées dans les complexes hôteliers de luxe implantés dans des endroits de rêve aux quatre coins de la planète. Parmi les produits haut de gamme inédits proposés, on trouve aussi bien un circuit en Ferrari de Rome à Florence, exclusivité de l'agence Red Travel (prix confidentiel), des séjours thalasso aux soins complets en vinotherapie (Afrique du Sud), week-end personnalisé à New York en jet privé pour la modique somme de 80 000 €, immersion dans des hôtels subaquatiques à Dubaï, dans la même veine, une île à louer pour les " people " fuyant les paparazzis ou plus raisonnable (à 9300 €) mais tout aussi mythique, une lune de miel en Orient-Express jusqu'à Venise. Le Tourisme de luxe affiche une santé florissante...

Et, si en toile de fond, le leader européen TUI, en raison d'une gestion chaotique (perte nette en 2006 d'environ 1 milliard d'euros), se voit contraint de supprimer 3600 emplois dans sa division tourisme (2.600 en Grande-Bretagne, 400 en Allemagne et 200 en France au sein notamment de Corsair) pour redresser la barre, il n'en relance pas moins l'optimisme. Le groupe prévoit ainsi de créer en parallèle 3.300 emplois dans les hôtels, les compagnies aériennes et les sites de tourisme et renfloue sa filiale française Nouvelles Frontières à hauteur de 160 millions d'euros afin d'éponger une perte d'exploitation de l'ordre de 30 à 40 millions d'euros. Le groupe va parallèlement céder des actifs pour réduire sa dette : un terminal portuaire à Montréal au Canada, un petit navire détenu par CP Ships et "des actifs immobiliers non nécessaires à l'exploitation". Le groupe chiffre le potentiel de liquidités global à 1 milliard d'euros, ce qui lui permettrait d'entériner sa commande de 65 appareils, d'une valeur de 2 milliards d'euros, à l'avionneur américain Boeing...

Bref, à l'exception de naufrages passagers, le secteur tourisme a plus que jamais le vent en poupe !

The Tourism@ and ILTM trade shows - two different paths to breakthrough travel modalities

Association Acces Cible Production; and Israel-based Geosim's urban models and geo-visualizations, which make travel planning more efficient by enabling travelers to find the locations and monuments they wish to visit. Virtual cultural itineraries can be realized in game mode via mystery games, cell-phone, PDA, and smartphones (Enigm@tour). This technological revolution is also marked by the advent of the Web 2.0, which allows for direct community exchanges and whose resounding success is demonstrated by Tourism@2006 prize winner Mobile Signal.

The race for technological innovation: vendors make the requisite adjustments

At the urging of its vice president Jacques Gros (originator of m-Tourisme®, which was patented in 2005 and offers a series of "Secure Communication Solutions"), the Telecom Valley association has announced plans to establish an R&D lab at the IBM la Gaude site that will test, create and develop new tourism industry applications based on new technologies. IBM recently launched mobile phone TV, which integrates broadband technology into mobile phones, thus enabling travel agencies to provide their customers with appealing, lively and personalized content. Meanwhile France Telecom is capturing tourists' attention upstream via a broad change of e-services, which thanks to high speed mobile data transfer and notably Mobivisit technology, provides a genuine mobile network-based travel guide that integrates proximity content and real time information, as well as event and logistics information. France Telecom's worldwide leadership in this sector is reflected by its centralized Amadeus information and reservation system, which is used by some 79,500 travel agencies and approximately 25,900 airline and low-cost ticket providers, allowing for electronic ticketing in more than 217 markets worldwide. Amadeus's lightning fast search engine provides exhaustive lists of airline tariffs almost synchronously. "We aim to serve a putative user who is online all the time," notes Amadeus Operational Research and Innovation head François Laburthe, "in such a way that the

user can be put into contact with a handful of providers who want to make his or her upcoming trip simpler, more pleasant and more compelling, while at the same ensuring that the user's data will be kept strictly confidential. Our goal for 2007 is to migrate to next-generation central systems (by migrating our large servers to open systems on Linux computers with standardized configurations); develop new products aimed at all travel and tourism industry stakeholders; and provide all users with optimized mobile telephony-based support throughout their travels." Yet another promising technology is a personalized and dedicated mobile services solution for airlines and their customers known as fly60, from Italy-based O1 Design. The service, which was awarded the Tourism@ Best Use of Technologies prize, provides a broad spectrum of services and updated information (thanks to the use of content management systems), including tabular lists of flights (and the attendant airlines); reservation or cancellation via SMS or WAP; special offers; registering; m-magazine; and TV news from airlines.

Government agencies play catch-up

Latin American countries, which had a strong presence at Tourism@ this year (along with Canada), also demonstrated their acumen via a series of exemplary offerings. The Brazilian Ministry of Tourism has developed a highly reliable and efficient information system known as Cadastur that makes life easier for tourists by capturing, classifying and updating information on travel agencies, hotels, transportation, trade shows, tourism training schools, guides, tour operators, and specialized service providers. The service, now in its pilot phase, is available in 27 Brazilian provinces and currently has 350,000 subscribers. Thanks to its J2EE platform and open architecture, Cadastur is easy and inexpensive to update.

At the regional level, the Mercantour National Park has set the tone by launching on its Web site (for Tourism@) a preview of Mercantour via a digital 3D model that allows the user to experience a virtual flyover of the park. Italy, which is virtually next door to the park, will no doubt be inspired by the latter's action.

CCI Nice Cote d'Azur has also launched innovative tools that



Le stand ILTM

provide tourism professionals in southern France with welcome support. In addition to their new French Riviera Cruise Club, which aims to provide optimized promotion and welcoming services for guests in this fast growing market, CCI Nice also supplies this same clientele with Syren, a central reservation system developed by Insilio for optimized port management in the pleasure cruise sector.

ILTM: luxury carries the day

The fifth consecutive edition of the International Luxury Travel Market (ILTM) at Palais des Festivals (December 5-7) featured an upscale and subdued atmosphere that was the antithesis of the hectic ambience that reigned at Tourism@.

At this event, the most important buyers specializing in luxury travel at the highest level of the leisure, corporate, incentive and events industries meet exclusively with worldwide luxury travel suppliers.

Nearly 280 exhibitors (luxury hotels and distant destinations) and 2000 buyers from 64 countries converged on the Palais for the event, which they said they found to be wonderful in terms of the quality and quantity of the contacts that were prescheduled by the organizer Reed Exhibitions for the three days of the fair. At ILTM, everything is luxurious, exotic and exclusive. Whatever's new is de rigueur, and adventures are superbly organized, since all providers are aiming for a clientele that has gargantuan purchasing power in the guise of 3 percent of the world's largest fortunes, which alone account for 20 percent of the extravagant expenditures realized at the luxury hotels and resorts in the world's most

idyllic vacation spots. Among the new ultra high-end products on offer at ILTM were Red Tour's exclusive "Rome and Tuscany Ferrari Experience" (price available on request only); thalasso/vinotherapy cures in South Africa; a personalized weekend in New York via private jet for a mere €80,000; immersion in underwater hotels in Dubai; an island for rent for people who need to get away from pursuing paparazzi; or, more reasonably priced (€9300) but every bit as idyllic, a honeymoon on the Orient Express, the last stop being Venice. And so it would seem that high end tourism is alive and well.

And although disorganized management practices (net loss in 2006 approximately one billion euros) have forced the European market leader TUI AG to set things aright by laying off 3600 people in its tourism division (2600 staff in the UK, 400 in Germany and 200 at Corsair in France), the company remains optimistic about the future and plans to create 3300 new jobs in the hotel, airline, and tourism site sectors - plus bail out its French affiliate Nouvelles Frontières to the tune of €160 million, with a view to expunging a €30-40 million operating loss. TUI also plans to reduce its debt burden by selling a marine cargo terminal in Montreal, a small vessel owned by CP ships, and "real estate assets that are not needed for current operations." TUI puts its potential global liquidity at one billion euros, which would allow the company to confirm the two billion euro Boeing that's currently on hold.

In short, with the exception of a few transient collapses, the tourism sector is in an all systems go mode. ■

Intermed, une porte unique pour booster l'entreprise

La nouvelle action concoctée par le Crédit Agricole Alpes Provence, associé au Crédit du Maroc, se veut-elle "l'accélérateur du business en Méditerranée". Cette initiative, parti d'une idée basée sur les pays de la Méditerranée comme territoire d'investigation, est une réponse à la question "Comment accompagner différemment les clients sur le bassin méditerranéen ?" Comme le précise, Isabelle Frédéric, responsable Intermed, c'est un outil de business qui se doit de répondre aux attentes de l'entreprise, notamment en terme de conseil et d'accompagnement que les phases de découverte et de développement à l'international.

Naturellement, cette approche doit aussi comporter une rapidité dans l'exécution et ainsi qu'un volet fiabilité primordial pour le bon déroulement de l'action, sans omettre la sécurisation des relations, qui est très importante lors du démarrage d'une éventuelle négociation. Ce service, qui comporte 6 personnes dédiées, s'est fixé comme objectif de couvrir les besoins, à l'international, des TPE et PME, en suivant et animant les relations de proximité sur la durée, avec l'aide de ses partenaires, en l'occurrence avec le Crédit du Maroc sur le territoire marocain dans un premier temps, ce territoire ayant été choisi pour met-

tre en place et peaufiner ce concept, avant de le décliner sur les 14 pays méditerranéens pour lequel il est conçu.

En effet, le Crédit Agricole Alpes Provence, souhaite développer l'offre Intermed sur l'ensemble des pays de la Méditerranée. Il espère que bientôt, grâce à cette initiative, les TPE et les PME de notre région pourront développer leurs affaires indifféremment, vers l'Algérie, l'Egypte, Chypre, l'Espagne, la Grèce, Israël, l'Italie, le Liban, Malte, le Portugal, la Tunisie et la Turquie. Si une certaine partie des services sur le site sera gratuite, comme les pages d'infos, il en coûtera 400

euros par an d'abonnement pour ceux qui en voudront plus et qui auront ainsi accès à tous les services leur permettant de mieux intégrer leurs démarches de développement.

L'ensemble des services Intermed seront bientôt réunis sur la plate forme République, à côté du Vieux Port, un lieu de passage fortement recommandé pour toute entreprise voulant faire un pas vers l'international en commençant par la Méditerranée. Il ne faut pas hésiter à visiter le site www.intermed-trade.com pour mieux s'informer.

La Chevrolet Lacetti construite en Russie

General Motors et Avtotor ont signé un accord afin de pouvoir produire la Chevrolet Lacetti dans l'usine de Kaliningrad (Russie) à partir du premier trimestre 2008. Dédiées exclusivement au marché russe, près de 15 000 voitures de ce modèle pourront sortir de cette usine chaque année. Aujourd'hui, l'usine Avtotor de Kaliningrad assemble déjà les Aveo, Lacetti et Epica de la firme américaine, celles-ci arrivant en kits pré-assemblés. Le fabricant russe élargit donc son domaine de compétences par la construction totale du modèle "Lacetti". Cette initiative a été commentée par Warren P. Brown, président de GM CIS, expliquant à ce sujet : " Cet accord est une nouvelle étape dans notre collaboration avec Avtotor, car cette opportunité va lui permettre d'exploiter pleinement les investissements effectués récemment en terme de capacité de production et de mettre à profit le niveau de qualification élevée des employés de l'usine. Cela s'inscrit parfaitement dans la stratégie de notre groupe, visant à élargir les possibilités de l'usine russe. "

Sur le marché russe, la Chevrolet Lacetti est disponible en versions 4 portes et break (comparables aux modèles Nubira et Nubira SW) et en version 5 portes, semblable au modèle Lacetti. Seules cette dernière et la version 4 portes seront construites à Kaliningrad, la version SW restant assemblée à partir de kits. Le marché concernant l'automobile est en plein essor en Russie et le groupe américain y est omniprésent. Il est représenté par 5

de ses marques et a réalisé la progression la plus significative de ces dernières années. En effet, de janvier à octobre 2006, le fabricant américain a vendu

100 000 véhicules en Russie, dont 80 000 de la marque Chevrolet. Cette dernière totalise 5,4% de parts de marché, et pour conforter le tout, 15% des

ventes de la Général Motors en Russie sont des Chevrolet Lacetti, ce qui explique ce nouvel engagement.



Le 5^e forum de l'Industrie Azuréeenne continue sa percée

Organisé par les associations industrielles APPIM et UIMM du 06 et la CCI Nice Côte d'Azur, ce 5^{ème} rendez-vous soutenu par la Caisse d'Epargne Côte d'Azur s'est déroulé le 23 novembre dernier à l'hippodrome de Cagnes-sur-mer et poursuit sur la voie du succès : 93 exposants soit 10% de plus qu'en 2005 et près de 700 visiteurs contre 500 l'an passé. Signe d'une montée en puissance progressive de l'industrie azuréeenne qui représente 15% de l'activité économique des

Alpes-Maritimes et 12% des actifs, soit 6200 établissements industriels, 45 500 emplois et un CA de 7,2 milliards d'euros (dont 609 millions d'euros pour le seul secteur de la sous-traitance). Dominique Estève, Président de la CCI Nice Côte d'Azur a souligné " l'importance de ce salon, véritable vitrine technologique du savoir-faire industriel régional, secteur de pointe qui contribue fortement à la croissance économique du département des Alpes-Maritimes. "

Patrick Allemand, 1^{er} vice-président de la Région PACA, a de son côté confirmé le soutien de la Région qui a voté un budget de 4 millions d'euros pour labelliser de nouveaux projets et appuyer notamment les projets innovants de TPE régionales à l'international, " afin d'impulser une dynamique de création et enrayer le phénomène de délocalisation massive vers la Chine. "

Intermed: one door to boost companies

The new action concocted by the Credit Agricole Alps Provence, associated to the Credit of Morocco, intends to be "the accelerator of business in the Mediterranean." "This initiative, based on the idea of the Mediterranean as a territory of investigation, is an answer to the question "How to accompany Mediterranean customers in a different way? "

Isabelle Frédéric, in charge of Intermed, explains that it is a business device that endeavours to satisfy companies' expectations, notably concerning advice, and accompanying them in the phases of discovery and deve-

lopment on international markets. Naturally, this approach must also be quick and efficient, and assure reliability that is essential for the good progress of the action, without omitting secured relations, which is very important at the beginning of possible negotiations. This service, composed of 6 specialised persons, has set the target to cover the international requirements of the small and very small companies (SME's) by assuring relations of proximity throughout the necessary period, thanks to its partners: in this particular case with the Credit of Morocco on the Moroccan territory at first, since

this country has been chosen to set up and perfect this concept, before installing it in the 14 Mediterranean countries for which it is conceived.

Indeed, the Credit Agricole Alps Provence wishes to develop Intermed in all the Mediterranean countries. Thanks to this initiative, it hopes that the SME's of our region will soon be able to develop their business indifferently towards Algeria, Egypt, Cyprus, Spain, Greece, Israel, Italy, Lebanon, Malta, Portugal, Tunisia and Turkey. If some of the services on the site are free of charge, such as the pages of information, it will cost 400 euros

a year for those who want more; this yearly subscription will offer them access to all the services, enabling them to better integrate their development.

All the Intermed services will soon be reunited on the premises in the Rue de la République, near to the Old Port of Marseille: a strongly recommended stop-off for any company that wants to evolve towards international business, beginning with the Mediterranean countries. Don't hesitate to visit the site www.intermed-trade.com to inquire for further details. ■

Chevrolet Lacetti made in Russia

General Motors and Avtotor have signed an agreement to produce the Chevrolet Lacetti in the factory of Kaliningrad (Russia) as from the first quarter of 2008. This factory will produce roughly 15 000 cars of this model per year, exclusively for the Russian market. Today, the Avtotor factory in Kaliningrad already assembles the Aveo, Lacetti and Epica of the American firm, which arrive in pre-assembled kits. The Russian manufacturer consequently widens his domain of compe-

tence by the total construction of the "Lacetti" model. Warren P. Brown, president of General Motors CIS, commented this initiative by explaining: "This agreement is a new stage in our collaboration with Avtotor, because this opportunity will enable him to totally exploit the investments made recently regarding the production capacity and turn to good account the high level of qualification of the factory employees. It adheres perfectly to the strategy of our group, aiming at wide-

ning the possibilities of the Russian factory."

On the Russian market, Chevrolet Lacetti is available in 4-door and break versions (comparable to the Nubira and Nubira SW models) and in a 5-door version, similar to the Lacetti model. Only the latter and the 4-door version will be made in Kaliningrad; the SW version will be assembled from kits. The automobile market is rapidly expanding in Russia and the American group is omni-

present there. It is represented by 5 of its brands and has achieved the most significant progress over these last years. Indeed, from January till October 2006, the American manufacturer sold 100 000 vehicles in Russia, among which 80 000 of the Chevrolet trademark. The latter represents 5.4 % of market shares, and to complete the picture, 15 % of General Motors' sales in Russia are Chevrolet Lacetti, which explains this new commitment. ■

The 5th Riviera Industry Forum continues its breakthrough

Organized by the industrial associations APPIM and UIMM of 06 department (Maritime Alps) and Nice Côte d'Azur Chamber of Commerce and Industry (CCI), this 5th meeting, supported by the Côte d'Azur Savings Bank,

took place on November 23rd 2006 at the Cagnes-sur-mer racecourse, continuing on the road to success: 93 exhibitors, that is 10 % more than in 2005 and about 700 guests against 500 the previous year. It is a sign of



5^e Forum azuréen de l'Industrie



Dominique Estève et Patrick Allemand au 5^e Forum

the progressive ascent of the French Riviera industries, which represent 15 % of the economic activity of the Maritime Alps and 12 % of active persons, that is 6200 industrial firms, 45 500 employments and a 7.2 billion euro turnover (of which 609 million euro for the subcontracting sector alone). Dominique Estève, President of the Nice Côte d'Azur CCI stressed "the importance of this show, a real technological shop window of the regional industrial know-how, a highly advanced sector that contribu-

tes strongly to the economic growth of the Maritime Alps department. "

Patrick Allemand, 1st vice-president of the Provence-Alpes-Côte d'Azur Regional council, confirmed the Region's support, since it voted for a 4-million euros budget for the quality label of new projects and to support the innovative projects of regional SME's in international business, "in order to spur creativeness and curb the phenomenon of massive relocation towards China." ■

L'industrie textile rhônalpine en pole position

Le textile en Rhône-Alpes : une pratique séculaire alliée à un esprit d'innovation, pour relever le défi qu'imposent les nouveaux formats de l'économie mondiale. Engagées depuis le 16ème siècle dans des échanges commerciaux avec l'Extrême-Orient via la Route de la Soie, Lyon et sa région se situent également au carrefour de l'Europe du Nord, de l'Est, de l'Ouest et de la Méditerranée. Des atouts qui permettent à la filière textile rhônalpine de conforter sa position d'acteur de premier plan.

Face à la concurrence internationale, la filière textile rhônalpine met en place une stratégie pour maintenir ses effectifs en accompagnant les entreprises dans leur mutation volontaire. Un programme qui prévoit la montée en gamme de la production textile par l'innovation technologique, l'intégration au supply chain euro-méditerranéen et Asie, et le développement à l'export. " Les industriels sont mobilisés et de

nouveaux schémas se mettent en route " fait remarquer Pierrick Chalvin, Secrétaire Général d'UNITEX- Union Inter-Entreprises TEXTile Lyon et Région. A l'instar de Habillement Rhône-Alpes, le groupement professionnel des entreprises de ce secteur qui prépare un plan export régional à destination de Moscou, Dubaï, Shanghai et l'Europe, pour 2007.

S'adapter pour résister aux bouleversements économiques

L'industrie textile aura connu de profonds bouleversements depuis 2001, avec l'accession de la Chine à l'OMC, l'élargissement de l'Union européenne aux pays d'Europe centrale et orientale (PECO) en 2004 et, en 2005, la fin de l'accord multifibre qui limitait les exportations de textile des pays en développement vers l'Europe et les Etats-Unis. La concurrence s'est accrue, avec des fabricants européens (Italie et Europe de l'Est), mais surtout avec la Chine et l'Inde. La gageure pour les acteurs de la filière : séduire les consommateurs des marchés de proximité et les consommateurs de haut de gamme des pays émer-

gents et concurrents par une production innovante et créative. Et préserver l'avance technologique dans les textiles techniques pour conserver des marchés de niche.

L'organisation d'un supply-chain euroméditerranéen

La filière textile rhônalpine, à l'origine structurée autour des soyeux lyonnais et des routes commerciales de la Soie, se positionne à présent sur l'axe Paris Capitale de la mode - Lyon Capitale du textile - Marseille Capitale de l'habillement, sans oublier le partenariat avec le Nord pour les textiles techniques. Un axe textile et habillement dont la visée est bien d'organiser un grand supply-chain avec les zones paneuroméditerranéenne, et Asie. Une nouvelle organisation de la production axée sur l'importance des délais et de la réactivité qui se développe notamment avec les pays tiers méditerranéens (PTM). " Rhône-Alpes doit inscrire le développement de son activité textile au sein de cet espace et se doter d'une force de frappe commune " peut-on lire dans le contrat d'objectif Ecotextile 2007/2009 produit par Techtera, le pôle de compétitivité des textiles techniques et fonctionnels en Rhône Alpes.

Un défi que la Cité Euro-méditerranéenne de la Mode sise à Marseille entend bien relever, pour la filière mode-textile-habillement. " Le secteur textile, c'est 4 millions d'emplois sur la façade méditerranéenne à conserver, en transférant des savoir-faire, en passant d'une logique de co-traitance à une logique de co-fabrication " souligne l'initiatrice du projet, Maryline Bellieud Vigouroux, également Présidente de l'Institut Mode Méditerranée. " La Cité s'est donnée pour objectifs de consolider l'ensemble de la chaîne de production proche du marché européen. " Une zone de libre-échange entre la France, le Maroc, la Tunisie, l'Italie et le Liban, qui accueillera la Turquie et le Portugal en janvier 2007, l'Egypte, la Grèce et l'Espagne dans le courant de l'année. Et par la suite les PECO, via l'Italie.

Du ver à soie... à la fibre de verre

Côte production textile, là aussi, la filière s'organise. Au fil du



Véronique Terkmani

temps, elle s'est diversifiée. Si le prestige de la soie lyonnaise demeure, dans ses luxueux appareils, elle partage à présent l'affiche avec le textile fonctionnel et le textile technique et industriel. Une gamme étendue d'activités dédiées pour moitié au tissage (habillement, ameublement et usages techniques), qui gage sur l'expérience et la performance. " Le seul développement textile régional possible est directement lié à l'apport d'un maximum de valeur ajoutée aux produits " est-il souligné par Techtera. Résolument engagée dans cette voie, la région est leader français dans la catégorie Textiles Techniques avec 70 % du CA national et concentre 18% de la production européenne. L'Innovation technologique permet le développement de microfibrilles, de fibres bio actives, de coutures thermiques...

Quelques chiffres sur le textile en Rhône-Alpes

24% des effectifs nationaux
30% des entreprises françaises
35% du chiffre d'affaires national

Agenda

UNITEX organise un concours européen de création d'imprimé textile "la mode s'exprime, elle s'imprime". 60 maquettes seront présélectionnées et la sélection des 5 finalistes aura lieu sur le salon PREMIERE VISION à Paris, le mercredi 21 février. La soirée finale départageant les 5 lauréats se déroulera en mai, à l'Hôtel de Ville de LYON.
<http://www.setlr.org/concours/>



Un rouge de bonne texture

The Rhone-Alps textile industry in pole position

The textile industry in Rhone-Alps : a secular practice allied to a spirit of innovation, to take up the challenge imposed by the new forms of world economy. Lyon and its region trade with the Far East via the Silk route since the 16th century; they are also situated at the crossroads between northern, eastern and western Europe, and the Mediterranean. These assets enable the Rhone-Alps textile industry to consolidate its position among the leaders.

Faced with international competition, the Rhone-Alps textile industry is setting up a strategy to maintain its workforce by accompanying companies in their voluntary mutation. This program aims to increase the quality of the textile industry by technological innovation, to integrate in the Euro-Mediterranean and Asian supply chain, and develop export. " The manufacturers are mobilized and new plans are beginning " explains Pierrick Chalvin, General Secretary of UNITEX (the inter-company textile union for Lyon and its region), following the example of Rhone-Alps Clothing, the professional organization of the companies of this sector which is preparing a regional export programme to

Moscow, Dubaï, Shanghai and Europe, for 2007.

Adapting to resist to the economic turmoil

The textile industry has experienced many upheavals since 2001, with the entry of China in the WTO, the extension of the European Union to the countries of central and Eastern Europe (PECO) in 2004, and in 2005, the end of the multi fibre agreement which limited the textile exports of developing countries towards Europe and the United States. Competition increased with European manufacturers (Italy and Eastern Europe), but especially with China and India. The actors of the field took on the challenge to seduce the consumers of the neighbouring markets and the up-market consumers of the emerging and rival countries by an innovative and creative production, and protect the technological progress in the textile techniques to preserve niche markets.

Organisation of a Euro-Mediterranean supply chain

The Rhone-Alps textile industry, originally structured around the Lyon silk manufacturers and the commercial roads of the Silk, is now present on the axis between



Essorage du tissu

Paris, the capital of fashion - Lyon, capital of the textile industry - and Marseille, the capital of clothing, without forgetting the partnership with the North for the textile techniques. This textile and clothing axis aims at organising a big supply-chain with Pan-Euro-Mediterranean areas, and Asia. A new organization of the production centred on the importance of delays and the ability to react, which is notably developing with the Mediterranean third countries. "The Rhone-Alps textile industry must develop within this space and fight with equal weapons" one can read in the Ecotextile 2007/2009 aim contract produced by Techtera, the pole of competitiveness of technical and functional textiles in the Rhone-Alps region.

The Euro-Mediterranean Fashion City based in Marseille certainly intends taking up this challenge. " The textile sector represents 4 million jobs on the Mediterranean façade, which must be maintained by transferring expertise, by evolving from a logic of co-contracting to co-manufacturing " stressed the initiator of the project, Maryline Bellieud Vigouroux, also President of the Mediterranean Fashion Institute. "The Euro-Med. Fashion City has set the target to strengthen the whole production line close to the European market." A free trade area between France, Morocco, Tunisia, Italy and the Lebanon, which will welcome Turkey and Portugal in January 2007, Egypt, Greece and Spain during the course of the year, and ultimately the PECO, via Italy.

From the silkworm to fibreglass

The textile production is also re-organising. It has diversified its

activities in the course of time. Although the prestige of Lyon silk still thrives, today it shares its luxurious garments with functional textiles and the technical and industrial textiles. A vast range of activities, half of which are dedicated to weaving (clothing, furnishing and technical methods), which is based on experience and efficiency. " The only possible regional textile development is directly bound to the contribution of a maximum of added value in products " stresses Techtera. Determined to follow this route, the region is the French leader in the Textile Techniques category representing 70 % of the national turnover, and concentrates 18 % of the European production. The technological innovation allows the development of micro-fibres, bioactive fibres and thermal stitching. ■

Some figures on the Rhone-Alps textile industry

24 % of the national workforce
30 % of the French companies
35 % of the national turnover

Diary

UNITEX is organizing a European competition of creation of printed fabrics " Fashion expresses itself, it is printed ". 60 models will be preset and the selection of the 5 finalists will take place in the FIRST VISION Lounge in Paris on Wednesday, February 21st. The grand finale evening for choosing between the 5 prize-winners will take place in May, in the Town Hall of Lyon.

<http://www.setlr.org/concours/>

Stockage des tissus



Optimiser le potentiel forestier de la région Rhône-Alpes

Rhône-Alpes est la deuxième région forestière de France pour la production de sciages. Sa forêt très diversifiée en essences appartient à 75 % à des propriétaires privés. Ces ressources la place en tête des régions françaises employeuses dans la filière bois en nombre d'établissements et en effectifs salariés (12, 2 % établissements et 10,7 % salariés en Rhône-Alpes contre 6,6 % et 3,6 % en PACA), avec 12 000 entreprises (PME et TPE) générant 60 000 emplois dans ce secteur, pour un chiffre d'affaires de plus de 2,74 milliards d'Euros. La région concentre en outre 11 % des exportations de produits de la filière bois française (seconde place des régions exportatrices).

Mais, paradoxalement, elle n'occupe que le 17ème rang national pour l'importance de la filière au sein de l'économie régionale (3 %). Les raisons ? Elles sont multiples. Des marges très faibles sur la matière première, une récession de la production, une filière atomisée avec quantité de PME/TPE (scieurs, charpentiers, menuisiers), et la perte de certains marchés, comme les meu-

bles, le contreplaqué et la fabrication de machine à bois.

Réorganiser la filière...

La concurrence avec le géant d'Asie (leader des produits manufacturés) et les PECO a en effet conduit les acteurs de la filière bois à réorganiser la gestion et l'exploitation de ce patrimoine. En mutualisant leurs savoir-faire pour maintenir l'outil industriel, en soutenant l'innovation dans les secteurs de la pâte à papier pour l'industrie, du séchage des bois, de la construction, de l'artisanat. Ou encore en trouvant de nouveaux marchés à l'export, pour le bois de feu ou le bois d'œuvre dont certaines essences (chêne, noyer) sont très prisées en Asie.

" Contribuer à la compétitivité durable du secteur forêt-bois-papier en France " tel est le projet soutenu par le Comité National du Développement du Bois (CNDB) et la Région Rhône-Alpes qui s'est ainsi dotée de moyens pour aider les entreprises à recourir à des conseils

extérieurs et à des spécialistes, au moyen de plusieurs aides.

... Et développer l'usage du bois

" Le bois, l'une des principales ressources renouvelables, est fortement présent dans la région qui dispose d'une surface boisée qui a triplé en un siècle. La forêt s'étend et évolue " souligne FIBRA, la filière bois en Rhône-Alpes. " Un patrimoine à valoriser, à l'instar de ce qui se fait dans les pays d'Europe du Nord, de Russie, du Canada ou d'Asie, qui utilisent le bois de façon optimale " fait remarquer Bernard Dussurgey, Expert près la Cour d'Appel de Lyon, Membre de la Wood Experts Society.

En regroupant les énergies au sein de la filière, par des incitations fiscales pour résister à la pression du marché mondial, et en innovant. " La filière bois a besoin de nouveaux débouchés et d'une valorisation plus forte " assure Michel Petit-Conil, Coordinateur du pôle de compétence rhônalpin In Tech Fibres. Un pari en passe d'être confirmé avec l'optimisation des ressour-

ces fibreuses pour la fabrication de la pâte à papier ou pour l'industrie du papier-carton dont un tiers du CA est réalisé à l'export.

Le marché de la maison bois en Rhône-Alpes

La part de la construction de maison bois sur la région représente 9 % (1 550 maisons) de l'ensemble du marché, soit 5 points de plus qu'au niveau national. Plus de la moitié des entreprises proposent des chalets (sources enquête Fibra, CNDB, 2002.) Le marché se développe donc doucement au regard des pratiques en usage dans les pays d'Europe du Nord, de l'Autriche ou de l'Allemagne, et c'est pourquoi il a fallu importer les savoir-faire de ces pays pour optimiser l'utilisation des ressources forestières. " Le potentiel du bois matériau de construction est considérable et la part de son utilisation doit s'accroître de 25 % d'ici 2010, grâce au développement de la charte bois-construction-environnement " précise Florent Suplisson d'Eurobois.

Forêt Rhône Alpes



Une énergie renouvelable

" La consommation du bois bûche est répartie après le 1er choc pétrolier (1974) et depuis une dizaine d'années, le bois énergie s'est développé, avec la production de granulés ou de bûchettes issues de l'industrie papier ou des scieries " commente Jean-Marc Pauget, Délégué Régional du CNDB. Une alternative aux énergies fossiles qui a conduit les acteurs de la filière à innover dans la conception de chaudières collectives ou industrielles à bois. ■

Agenda

14 au 17 février à Eurexpo Lyon : Eurobois, salon de la machine à bois et composants bois.

Optimize the forestry potential of the Rhone-Alps region

Rhone-Alps is the second forested region of France for the sawing production. 75% of its forests, with a wide diversity of species, belong to private owners. These resources place it as the leading region in France for employment in the wood sector based on the number of establishments and employees (12, 2 % establishments and 10,7 % employees in Rhone-Alps against 6,6 % and 3,6 % in PACA), with 12 000 companies (small and very small) generating 60 000 jobs in this sector, for a 2,74 billion euro turnover. Furthermore, the region concentrates 11 % of the exports of products of the French wood industry (second place of the exporting regions). But paradoxically, it only ranks 17th in France for the importance of the sector within the regional economy (3 %). There are many reasons for this: very weak margins on raw material, recession of the production, the sector is greatly weakened by the quantity of SME and tiny companies (sawyers, carpenters...), and the loss of certain markets, such as furniture, plywood and the manufacture of wood machines.

Reorganize the field ...

The competition with the giant, Asia (leader of manufactured goods) and the PECO countries indeed led the actors of the wood sector to reorganize the management and the exploitation of this patrimony, by mutualising their expertise to maintain the industrial tool, by supporting innovation in the sectors of paper mass for industry, drying wood, construction, craft... Or by finding new markets for export, for firewood or certain "noble" woods (oak, walnut) that are greatly appreciated in Asia.

The National Committee of Wood Development (CNDB) and the Rhone-Alps region support a project " to contribute to the durable competitiveness of the forest-wood-paper sector in France ", offering assistance to companies to seek external advice and specialists.

... And develop the use of wood

" Wood, one of the main renewable resources, is strongly present in this region where the forested lands have tripled within a cen-



Exemple de construction avec le bois : la Maison de la musique à Crolles dans l'Isère

tury. Forests are extending and developing" explains FIBRA, the Rhone-Alps wood industry. " We must valorise this patrimony, following the example of the countries of Northern Europe, Russia, Canada or Asia, which make an optimal use of wood" pointed out Bernard Dussurgey, Expert at the Lyon Court of Appeal, and Member of the Wood Experts Society.

By grouping together the energies within the field, by fiscal investigations to resist to the pressure of the world market, and by innovating. " The wood sector needs new outlets and a stronger valuation " assures Michel Petit-Conil, Coordinator of the Rhone-Alps pole of competence "In Tech Fibres". This wager is being confirmed with the optimization of the fibrous resources for the manufacture of paper mass or the paper-box industry, which assures a third of its turnover in exports.

The market of wooden houses in Rhone-Alps

The construction of wooden houses in the region represents 9 % (1 550 houses) of the whole market, that is 5 points more than the national level. More than half of the companies propose chalets (sources: Fibra, CNDB enquiries, 2002.) The market thus develops slowly towards the methods used in the countries of Northern Europe, Austria or

Germany, and that is why it was necessary to import the expertise of these countries to optimize the use of forest resources. " The wood construction material represents a considerable potential, and its use must increase by 25 % before 2010, thanks to the development of the wood - construction - environment charter" clarifies Florent Suplisson of the company Eurobois.

A renewable energy

" The consumption of logs increased after the 1st oil crisis (1974)

and since about ten years, energy wood has developed, with the production of granules or little logs from the paper industry or the sawmills, " commented Jean-Marc Pauget, Regional Delegate of the CNDB. An alternative to the fossil fuels which led the actors of the field to innovate in the conception of collective or industrial boilers with wood. ■

Diary

From 14th to 17th February at Eurexpo Lyon: "Eurobois", the wood and machinery exhibition.



Thon rouge : l'Europe bleue broie du noir

Depuis l'Empire romain, la pêche du thon rouge est l'une des activités économiques les plus rentables de la Méditerranée. Mais aujourd'hui, la surexploitation des réserves, la multiplication des fermes d'engraissement, les pratiques illégales constituent des menaces sérieuses pour le futur de l'espèce ainsi que pour les milliers d'emplois de pêcheurs méditerranéens. Les dernières recommandations de la Cicta (Commission Internationale pour la Conservation des Thonidés de l'Atlantique) et les mesures adoptées par Le Conseil des ministres de la Pêche de l'Union européenne fin 2006, suffiront-elles à assurer la durabilité de la ressource ?

Bienvenue en Méditerranée, au pays du Thon rouge, une "marmite" de 2,5 millions de kilomètres carrés qui attire toutes les convoitises. On vient du monde entier, d'Extrême-Orient, d'Océanie... pour ramasser l'or rouge de la grande bleue à pleins filets. Ce grand poisson (il peut faire jusqu'à trois mètres de longueur) est victime de ses qualités gustatives. Dans les années 80, on a assisté à l'essor du marché du sushi-sashimi qui a propulsé notre bon vieux "steak de la mer" au rang de "foie gras", chez nous, car dans la hiérarchie culinaire de l'archipel, le thon rouge s'est toujours situé au sommet. C'est le nec plus ultra en matière de gastronomie. Sa belle couleur rouge rappelle peut-être aux Japonais la couleur du "soleil levant", emblème que l'on retrouve sur le drapeau de leur pays ? A Tokyo, les amateurs les plus fortunés sont prêts à payer jusqu'à 25 \$ pour un simple dé de "Maguro*". Ils ont fait des émules ; sur tous les continents on trouve des centres de dégustation de sushi-sashimi. Aujourd'hui, l'espèce vaut de l'or et la demande mondiale affecte les stocks, elle explose et les cours du thon rouge atteignent des sommets... Alors, pour satisfaire des appétits sans fin, on traque le thon rouge sans relâche, tout particulièrement en Méditerranée où il est encore abondant. On voit aussi fleurir

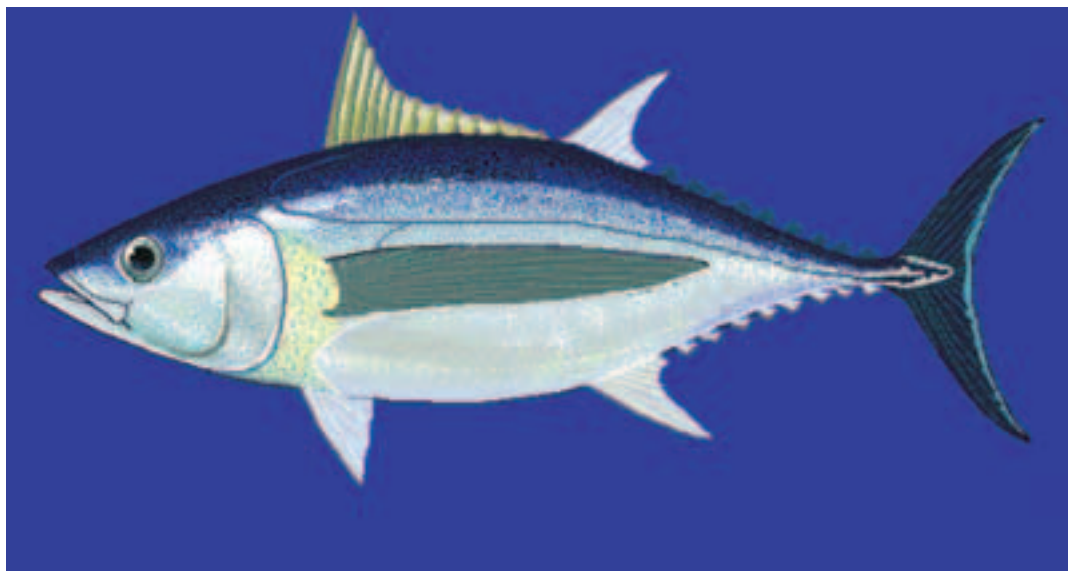
toute une littérature aux chiffres extraordinaires pour décrire la pêche et son aspect financier ; on voit des thoniers senneurs qui tournent autour de bancs de thons, leurs bateaux entraînant une senne, un filet circulaire qui peut atteindre "1,4 km de circonférence et peser à lui seul 30 tonnes" ; les thoniers l'encerclent puis referment les mailles du filet sur la prise à la manière d'une bourse. Un coup de filet, c'est alors "une bourse de 300 tonnes, poids net, qui vaut 1 million 800 000 euros." Congélation directe ou direction les fermes d'engraissement. Un marché mythique : le "Japon", bien sûr. En 2001, à la première vente aux enchères de l'année sur le marché de Tokyo, qui donne le "thon", un beau spécimen de 214 kilos et de plus 3 mètres de long s'est vendu "plus cher qu'une Ferrari 456 GT: 230 000 €, soit 1 074 € le kilo !" Il s'agissait sans doute des premières enchères de l'année, surmédialisée, mais même à 60 € le kilo, c'est "nippon ni mauvais", n'est-ce pas ? Pour autant, les chiffres que nous donnons ici pour la taille du filet et la quantité capturée représentent-ils des normes en Méditerranée ? Cette senne est-elle courante au large de nos côtes azurées ? "Ici, on ne pêche pas du thon pour la conserve !" commente, abasourdi, Mourad Kaoul, président du Syndicat des Thoniers Méditerranéen. "Ce n'est pas avec des navires de 30 à 42 mètres que nous pouvons pêcher ces quantités astronomiques. Notre flotte de thoniers senneurs a bien été modernisée à la fin des années 90, nos vieux thoniers en bois n'étaient pas aux

normes européennes, mais les puissances motrices ont peu évoluées d'une flotte à l'autre, vous vous rendez compte de ce que ça représente de mouvoir la masse que vous me décrivez. Rien qu'avec le filet, il y en a déjà pour 30 tonnes... alors 300 tonnes ! Vous savez pour nous, il ne s'agit pas de pêcher plus mais de pêcher mieux. Les Japonais exigent un thon rouge d'une qualité irréprochable, une chair d'une fraîcheur exceptionnelle, il est donc important de le capturer sans l'abîmer et sans le stresser... alors 300 tonnes de thons serrés comme des sardines, vous voyez les dégâts ? " Pourtant ces chiffres, nous ne les avons pas inventés. On les trouve sur Internet, sur le site "l'Express.fr" avec un reportage de Georges Dupuy "Menace sur le thon rouge"; la vente mythique de 2001 est aussi citée par les chercheurs de l'Ifremer, dont les rapports sont consultables sur la toile ; avec les sites des écologistes, nous plongeons dans des maelstroms vertigineux. On compte aussi un grand nombre de blogs qui reprennent toutes ces données, les amplifient, en y ajoutant parfois des commentaires intéressants... Que faut-il en penser ? Où se trouve la part de "l'info" et celle de "l'into" ? "Tous ces chiffres sont à manier avec précaution", met en garde Bertrand Wendling, de La Société Coopérative Maritime des Pêcheurs de Sète Môle. C'est un directeur expérimenté, reconnu pour son expertise par tous les professionnels du secteur des pêches. "Le Thon rouge, du fait de sa haute valeur ajoutée et la pression du marché, représente un important enjeu économique,



Philippe Léger

autant pour les États, les grands groupes que les lobbies ... " Selon Greenpeace, "le thon rouge est ciblé en Méditerranée par quelques armements à l'aide de moyens ultra-sophistiqués (avons de repérage, senneurs dernier cri, bateaux transbordeurs). Tous les pays riverains (France, Italie, Espagne, Tunisie, Libye...) sont présents sur cette pêcherie ultra-rentable en raison de la pêche illégale qui s'y pratique." Des études réalisées par la FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations - Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) menées en 1999 et 2000 modèrent le discours des écologistes : "les activités de pêche des senneurs méditerranéens qui ciblent le thon rouge ont presque toujours été rentables et réalisent de bonnes performances économiques au moment de l'étude". Dans la "marmite" méditerranéenne, la pêche d'une flottille internationale de 250 thoniers senneurs entre en compétition avec la pêche traditionnelle, celle pratiquée par plus d'un millier d'exploitants de madragues ou de matenzas, thonailleurs, palangriers... qui proclament que "depuis des milliers d'années le thon rouge est une



Trouble in bluefin tuna paradise

Bluefin tuna fishing has been one of the most lucrative economic activities in the Mediterranean region ever since Roman times. But today overfishing, the prevalence of tuna farming, and pirate fishing pose a serious threat to the future of the species, as well as the livelihood of thousands of Mediterranean fishermen. The question is: Will the most recent recommendations made by ICCAT (International Commission for the Conservation of Atlantic Tunas) and the measures adopted by the EU Fisheries Council in late 2006 be enough to ensure the long term survival of this vital marine resource?

Welcome to the Mediterranean region and the land of bluefin tuna - a 2.5 million square kilometer "melting pot" that attracts human greed in all its manifold forms. People descend on this region from the four corners of the globe to "pan" for nets brimming with bluefin tuna, which range up to three meters in length and are the unfortunate victims of their outstanding and universal gastronomic appeal. In the 1980s the sushi and sashimi market elevated bluefin tuna to the status of a coveted delicacy, particularly in Japan where the fish has always reigned supreme in the Japanese gastronomic hierarchy. Perhaps its lovely red color reminds the Japanese of the color of the "rising sun" emblem on the Japanese flag.

Be this as it may, many a well heeled Tokyo aficionado is willing to fork out up to \$25 for an unassuming cube of maguro. And not only in Tokyo: sushi bars have spread to the four corners of the globe - to the point where bluefin tuna are worth their weight in gold, and exploding worldwide demand is depleting stocks and driving prices through the roof. Result: in order to satisfy the seemingly inexhaustible demand for bluefin tuna, they are hunted down relentlessly, particularly in the Mediterranean, where they are still found in relatively large numbers.

This phenomenon has also spawned an entire literature replete with astonishing statistics des-

cribing the bluefin tuna fishing industry and its financial dynamics, an evolution spawned by tuna purse seiners that circle around schools of bluefin tuna with up to 30 ton and 1.4 kilometer in circumference purse-seine nets, which are then enclosed around the tuna like a purse snapping shut. Which means that in effect a seine net is a 300 ton purse that is worth 1.8 million euros.

Whether the tuna are flash frozen or produced on a tuna farm, they fetch the highest prices in (where else?) Japan, where in 2001 a three meter long, 214 kg specimen was sold at auction for €230,000 (€1074 per kg) - more than the price of a Ferrari 456 GT. This was undoubtedly the first auction of the year and was drowning in media hype - but even €60 per kg would have been over the top.

But the question arises: do the aforementioned net size and quantities of bluefin tuna caught represent the norm in the Mediterranean region? Are gargantuan seine nets like this really used along our sparkling azure shores? "Our fishermen aren't out there looking for huge, canning-factory quantities of tuna," notes Mourad Kaoul, president of the Union of Mediterranean Tuna Fishermen. "You simply aren't going to get a gargantuan catch with a 30-42 meter long tuna boat. Our fleet of purse seiners was modernized in the late 1990s. Our old wooden tuna boats didn't meet European standards, but engine horsepower hasn't changed much from one fleet to another. Do you realize how much power you need to move the mass that you described to me? The net alone weighs



Un bateau sennier

30 tons, so you're talking 300 tons. You know, we're interested in optimizing our quality, not our quantity. The Japanese demand impeccable quality and exceptionally fresh bluefin tuna, which means that you have to catch the fish without damaging them or stressing them out. So imagine the kind of carnage you get with 300 tons of tuna crammed into a net like in a sardine can."

These figures weren't just pulled out of a hat. You can find them online at lexpress.fr in an article by Georges Dupuy called *Menace sur le thon rouge* ["Bluefin tuna - a threatened species?"]. The astronomical sales of 2001 are also mentioned in Ifremer (French Oceanographic Institute) reports, which are likewise available online. And as for environmental groups' Web sites...well suffice it to say that they're vertiginous maelstroms of bluefin tuna statistics. And let us not forget the

numerous blogs devoted to the bluefin tuna that take you through all the figures, expand on them and sometimes contain some interesting comments as well.

So what should one make of all this? How much of this is hard facts, and how much is hype - or hysteria? "All these figures should be taken with a grain of salt," notes Bertrand Wendling of the Maritime Cooperative of Sete Pier Fishermen (Société Coopérative Maritime des Pêcheurs de Sète Môle), who is a seasoned manager whose expertise is widely acknowledged in the fishing industry. "Because of its substantial market value and the prevailing market pressures, bluefin tuna are a major economic factor both for countries and for large lobbying groups."

According to Greenpeace, "Bluefin tuna are being targeted by a handful of operators that use ultra sophisticated technology such as reconnaissance planes, high tech purse seiners, and ferries. All Mediterranean countries - France, Italy, Spain, Tunisia and so on - are involved in this type of ultra-lucrative fishing via the pirate fishing that is realized in this domain."

But FAO (UN Food and Agriculture Organization) studies realized in 1999 and 2000 calm the troubled waters of environmental groups' rhetoric: "Bluefin tuna fishing activities realized by Mediterranean purse seiner fishermen have almost always been profitable in the past and were performing well economically at the time the study was realized."

Mourad Kahoul, Président du Syndicat des Thoniers Méditerranéen



Thon rouge : l'Europe bleue broie du noir

ressource partagée par tous les peuples de la Méditerranée au gré de ses migrations". En témoigne une fresque rupestre datée de 2000 ans avant notre ère découverte dans une grotte de l'île Levanzo (Sicile). On y voit un poisson dont la silhouette évoque inmanquablement l'anatomie caractéristique du thon et l'ébauche d'un filet qui s'apparente à une madrague (filet droit posé en épi depuis la côte qui rabat les thons vers le bord). Sur une fresque d'une tombe de Tarquinia (Italie), cinq siècles avant Jésus-Christ, on aperçoit, à bord d'une longue barque, un Etrusque tirant un thon hors de l'eau. Aristote (4^e siècle avant J.C.) a décrit la migration accomplie par les thons qui naîtraient selon lui en Mer Noire, entreprendraient un périple circumméditerranéen (dans le sens contraire des aiguilles d'une montre), franchiraient le détroit de Gibraltar pour se nourrir en Atlantique, d'où ils reviendraient au printemps suivant pour achever leur périple. Observant que les thons conservent la côte à leur droite au cours de leurs migrations en Méditerranée, il imagine qu'ils possèdent une mauvaise vision de l'œil gauche, et qu'ils ne peuvent se repérer qu'avec l'œil droit ! La pêche traditionnelle avait encore le vent en poupe sur nos côtes jusqu'à une époque pas si éloignée. Au début du XX^e siècle, on comptait encore près de 200 embarcations dans les seuls petits ports du vallon des Auffes à Marseille et dans les communes proches de Sausset, Carro et Martigues. Aujourd'hui, elle subsiste encore, vaille que vaille, avec la pêche à la thonaille, mais la décision de l'Union Européenne d'interdire les filets maillants dérivants et plus récemment les filets flottants ancrés, sous la pression de Greenpeace, condamne à terme cette pêche française pratiquée par une flottille de 80 bateaux, l'ensemble des artisans de cette pêche spécifique disposant d'un quota de 300 tonnes pour l'année... La Commission européenne justifie cette décision par la volonté d'empêcher les captures "accessoiries" qui peuvent inclure "dauphins, baleines, tortues et oiseaux marins", notamment à l'intérieur du sanctuaire Pélagos, la zone de protection qui s'étend entre le bassin nord-est de la Méditerranée, Monaco et la Corse. Pour Josette Sportiello-Bertrand, élue du Conseil Régional PACA, déléguée aux affaires relevant de la mer, "la



Josette Sportiello

décision de l'UE est aberrante car elle mélange les problématiques de pêche en Atlantique et en Méditerranée... Ici, la thonaille, c'est 300 familles et un pan important du patrimoine culturel. L'Union cherche-t-elle la destruction totale de nos flottes ?"

Les scientifiques s'inquiètent aujourd'hui de l'avenir du Thon rouge

Le "Thunnus thynnus" pour les ichtyologistes est en danger de surexploitation, même si la pêche de ce grand prédateur, qui peut atteindre 3 m et peser plus de

600 kg, ne représente qu'une petite partie - 60 000 tonnes sur 3,5 millions de tonnes - des captures mondiales de thonidés. Mais ces prélèvements importants, notamment en Méditerranée, font craindre une baisse importante de ses effectifs car il est actuellement l'objet de grandes manœuvres économiques. En Méditerranée, les scientifiques ne possèdent pas sur le thon Rouge de données fiables et craignent que sous l'effet de la pression du marché, l'espèce soit déjà surexploitée. Comment arrêter le mouvement ? Coincés entre les écologistes qui exigent un moratoire et la fin de la "pêche pirate", les pays émergents de la rive Sud et les mareyeurs hispano-nippons qui, forts de leur pouvoir financier, veulent coloniser la Méditerranée, les thoniers seneurs français réclament "un plan équitable et responsable." Non discriminatoire. La "diversité des conditions d'exploitation engendre selon eux une distorsion de la concurrence qui encourage tous les excès", et ne permet pas de lutter efficacement contre la pêche pirate. Ils protestent "contre la capture de poissons pêchés de plus en plus jeunes, mis en cage pour l'engraissement et consommés avant qu'ils n'aient eu le temps de se reproduire." Comme la plupart de leurs collègues méditerranéens, les pêcheurs français, souvent marins de père en fils

depuis plusieurs générations, qu'ils soient de la senne ou de la thonaille, sont de farouches partisans de la pêche durable, d'une gestion rationnelle et d'une exploitation sage des ressources, car "ils en vivent." C'est vrai, avec le système actuel, les pêcheurs sont mis en concurrence. Des voix commencent à s'élever pour demander que "l'Europe considère la ressource halieutique comme son patrimoine et qu'elle le confie aux pêcheurs. Il faut en finir avec un mode d'administration bureaucratique qui déresponsabilise les pêcheurs, il faut que les exploitants soient les gestionnaires de la ressource !" C'était cette voie, semble-il, que l'Union Européenne avait pris lors de la conférence de Venise. Aujourd'hui, à entendre Mourad Kahoul, "la Commission européenne favorise les pêcheurs non communautaires au détriment des pêcheurs communautaires (en particulier Français et Italiens)." On avait mieux auguré du partenariat euro-méditerranéen !

Campagne anti-pêche écologiste dans le port de Marseille

On en parle encore à Marseille sur un ton réprobateur ou celui de la galéjade. En août 2006, la métropole phocéenne a été propulsée au-devant de l'actualité

Le Rainbow Warrior toutes voiles dehors - Photo Lucas, Greenpeace



Trouble in bluefin tuna paradise

In the Mediterranean, fishing realized by an international fleet of 250 purse seiners compete with the classic fishing practiced by some 1000 fishermen that employ pound nets (madragues), matenzas, longliners, driftnets and the like and who argue that for thousands of years bluefin tuna has been a resource that has been shared by Mediterranean peoples as they migrated within the region." This phenomenon is documented by a 2000 year old rock painting in a grotto on the Sicilian islet of Levanzo. The painting depicts a fish whose silhouette is unmistakably that of a bluefin tuna, as well as the outline of a net that resembles a madrague or pound net (a net supported by anchored poles that stick out above the water. The fish are funneled into an enclosed area where they are lifted out by the fishermen). A tomb fresco in Tarquinia (Italy) dating from 500 BC shows an Etruscan on a long boat pulling a tuna out of the water.

In 400 BC Aristotle described the migration realized by tuna which, according to his account, are born in the Black Sea and then set off on a journey that takes them around the Mediterranean (counterclockwise), through the Straits of Gibraltar into their feeding grounds, the Atlantic, whence they return the following spring, thus completing their "itinerary." Amusingly, Aristotle also speculated that the tuna keep the coastline on their right during their Mediterranean travels because they don't see well out of their left eyes and can only orient themselves with their right eyes.

Traditional fishing thrived in the Mediterranean until relatively recently. In the early 20th century the lilliputian ports in Marseilles's Auffes valley and the nearby villages of Sausset, Carro and Martigues had nearly 200 fishing boats. These communities still subsist on driftnet fishing, but the EU's decision (hastened by pressure from Greenpeace) to outlaw gill nets and, more recently, anchored driftnets, is the death knell for traditional French fishing, which is currently realized by 80 boats whose owners are subject to a 300 ton per year quota. The European Commission justifies this decision on the grounds that it wants to prevent potential "incidental" captures of "dolphins, whales, tortoises and marine birds," particularly in the Pelagos Sanctuary for Mediterranean Marine



Le Rainbow Warrior devant les thoniers du sud - Photo Manso, Greenpeace

Animals, a vast marine protected area extending over 87,500 km² of sea surface in a portion of the north-western Mediterranean comprised between south-eastern France, Monaco, north-western Italy and northern Sardinia, and encompassing Corsica and the Tuscan Archipelago.

According to Josette Sportiello-Bertrand, the member of PACA Regional Council in charge of ocean related affairs, "The EU's decision is aberrant because it conflates the fishery problems in the Atlantic and Mediterranean. In the latter, driftnet fishing involves 300 families and is an important element of our cultural heritage. The EU is trying to expunge our fishing fleets."

Experts are concerned about the future of bluefin tuna

Bluefin tuna (*Thunnus thynnus*) are in danger of being overfished, despite the fact that catches of these large predators (which can be up to 3 meters long and weigh up to 600 kgs) account for only 60,000 of the 3.5 million tons of tuna that are caught annually worldwide. But these large catches, particularly in the Mediterranean, have raised fears of a drastic reduction in bluefin tuna stocks, since this species is currently the subject of major economic maneuvering. Experts lack reliable data on bluefin tuna stocks and are concerned that the species is already being overfished owing to market demand. How can this juggernaut be stopped? French purse seiner fisher-

men, who advocate a "fair and responsible" plan," have been painted into a corner by a confluence of factors: environmental groups, who have called for a moratorium on pirate fishing; the emerging nations of the southern Mediterranean, and Hispano-Japanese consortiums, which would like to use their considerable financial clout to colonize the entire Mediterranean. French fishermen also allege that "differences in operating conditions result in distortions of competition that lead to all kinds of dubious practices," and frustrate efforts to fight pirate fishing efficiently. They also protest against the "capture of increasingly young fish that are caged for fattening and are eaten before they have had a chance to reproduce."

Like most of their fellow Mediterranean fishermen, French fishermen are often from families that have been fishing for generations using driftnets ("thonaille") or seine nets, and are diehard advocates of sustainable fishing, efficient management and intelligent use of the resources that "are their bread and butter." And there is no denying the fact that the present system forces the various fishermen to compete with each other. Some stakeholders are beginning to insist that "Europe regards fisheries as a cultural resource and that this resource be entrusted to fishermen. The time has come to put an end to bureaucratic governance that fails to make fisherman accountable for their acts, whereas fishermen should take managerial responsibility for the resource." It would appear

that the EU adopted this stance during last November's Venice Ministerial Conference dedicated to Mediterranean Fishing. According to Union of Mediterranean Tuna Fishermen president Mourad Kahouk, "The EU is showing favoritism toward non-EU fishing enterprises at the expense of EU fishermen, particularly French and Italian ones." One would have hoped for better from the EU-Mediterranean partnership.

Anti-fishing protest by Greenpeace in the port of Marseilles

This protest is still being talked about either in disapproving tones or as a tall story. In August 2006 Marseilles was thrust into the media spotlight by a blockade of the port realized by 32 of the 40 tuna French purse seiners. Greenpeace's flagship, Rainbow Warrior II, tried to dock at Marseilles's Old Port in order to "enter into a dialogue" with purse seiner fishermen "with a view to saving bluefin tuna," which according to environmentalists are headed for "extinction." But Union of Mediterranean Tuna Fishermen president and Marseilles native Mourad Kahoul says that it is out of the question to negotiate with Greenpeace militants, who he regards as "hoodlums." And indeed, "Warrior" may be an apt moniker for the Greenpeace vessel. Mr. Kahoul pointed out that "The ecologists slander us, and harass our crews while they're fishing, which is always risky. This is not a very civilized way of trying to initiate a dialogue."

Thon rouge : l'Europe bleue broie du noir

lors du blocus du Port provoqué par 32 des 40 thoniers senners français. Le Rainbow Warrior II, navire amiral de Greenpeace, a tenté en vain d'accoster dans le Vieux Port afin "d'engager le dialogue" avec les thoniers senners "pour sauver le Thon rouge", menacé selon les écologistes de "disparition." Pour le patron des Thoniers senners, le Marseillais Mourad Kahoul, il est hors de question de discuter avec les militants de Greenpeace pendant les opérations de pêche, toujours risquées ... C'est une manière peu élégante de procéder au lancement d'un débat. C'est vrai que Greenpeace aurait pu trouver mieux pour éclairer l'opinion publique... mais était-il légitime de refuser l'accostage à son navire et "élégant" de bloquer le port autonome avec pour conséquences : un millier de passagers vers la Corse et le Maghreb obligés de camper dans leur véhicule ou de rester sur le trottoir avec femmes et enfants, six navires de passagers détournés vers Toulon, cinq navires de marchandises en attente au large et quatre coincés dans le port ? Mais pourquoi diable les écologistes rendent-ils nos pêcheurs coupables d'une "pêche pirate" qu'ils ne pratiquent pas et viennent-ils... engager le dialogue ? Prenant acte que l'affaire aller "virer au pastis", le gouvernement français donna sagement un ultimatum au commandant du Rainbow Warrior : celui de quitter nos eaux territoriales, de son plein gré, si l'on peut dire, escorté par un navire de la Marine Nationale française. C'est ainsi que le Rainbow Warrior II - le premier fut coulé il y a un peu plus de vingt ans par les services secrets français en baie d'Auckland dans des conditions rocambolesques - réussit à s'extirper de la nasse phocéenne. Il n'y a pas eu mort d'homme, mais une campagne médiatique orchestrée de main de maître par Greenpeace, dénonçant la "collusion entre les pêcheurs et les autorités françaises", les accusant de "censurer un débat public sur la disparition du Thon rouge en Méditerranée"; cependant que nos pêcheurs ont stigmatisé la "désinformation" des écolo-activistes et manifesté leur refus de devenir les bouc-émissaires de cette nouvelle campa-

gne anti-pêche écologiste. Principale mérite de cette opération : le grand public a pris enfin conscience d'un sérieux problème de conservation des ressources halieutiques, à commencer par celle du thon rouge en Méditerranée... il était temps ! Les scientifiques, relayés par les organisations écologistes, envoient des signaux d'alarme dans sa direction depuis maintenant dix ans. Remarquons qu'il y a vingt ans déjà, ils prévenaient les pêcheurs d'un effondrement brutal de la ressource "dans les cinq ans"... Depuis dix ans, on pêche chaque année "50 000 tonnes" de thon rouge dans la Méditerranée, si l'on se fie à leurs chiffres ! Il serait temps qu'ils se mettent au diapason avec plus de réalisme.

Le "foie gras de la mer" est en danger

Le Thon rouge représente aujourd'hui une valeur marchande, d'autant plus élevée qu'il se fait rare dans le monde, à l'exception notable de l'Atlantique Est, zone de gestion définie d'après les ères de reproduction supposées. Dans cette zone qui inclut la Méditerranée et la Mer Noire, l'espèce est encore gailarde. Pour combien de temps ? Quel avenir pour cette espèce dont on est loin de connaître tous les secrets, notamment celui de ses migrations qui conservent encore une part de mystère ? Les scientifiques de l'Ifremer, l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer, disent que plusieurs traits de sa biologie restent encore à découvrir. "C'est un animal magnifique, un athlète qui pousse des pointes de 70 km/h, plonge jusqu'à mille mètres de profondeur. Il mange tout ce qui passe à sa portée, jusqu'à 10% de son poids. Il devient adulte à l'âge de 4 ans dans l'Atlantique Est contre 8 ans dans l'Atlantique Ouest (une zone qui s'étend jusqu'au Golfe du Mexique). Ils n'excluent pas l'existence d'autres zones de reproduction. "En Atlantique Est, un thon rouge né en juin atteint 30 cm en octobre et pèse 1 kg. À l'âge de 1 an, il mesure 60 cm et pèse 4 kg. À l'âge de 20 ans, sa longueur est d'environ 3 m et son poids de 400 kg et quelquefois davantage. On admet qu'une femelle pond une fois par an (en mai à l'Ouest et en juin à l'Est). Mais, selon l'Ifremer, s'il existe bien une saison de ponte annuelle, plusieurs observations suggèrent qu'une



Hissage du filet

femelle ne pondrait pas chaque année, mais tous les deux ou trois ans." La capture des individus âgés, "plus aptes à trouver des lieux de ponte sécurisés", rend les espèces fragiles aux variations de leur environnement selon une étude récente d'une équipe américano-britannique, effectuée sur 29 populations de poissons vivant au large de la Californie. Ne pêcher que le gros serait donc une erreur : pour gérer efficacement les stocks de poissons, il faudrait donc surveiller les effectifs... mais aussi la pyramide des âges. Quelle confiance accordée à cette étude publiée dans la revue scientifique américaine "Science magazine" ? Une thèse ou juste une hypothèse ? Comment se faire une idée ? Justement, le thon rouge fait partie des poissons recherchés par les pêcheurs récréatifs au gros et les captures, le plus souvent relâchées, sont suivies année par année. La Fédération Française des Pêcheurs en Mer fournit des statistiques intéressantes. De 2001 à 2005, le nombre annuel de captures de spécimens de plus de 100 kg sur les dernières années ne cesse de décroître. "En 2001 : 299 poissons pour un poids total de 47 790 kg (poids moyen par poisson de 159 kg). En 2002 : 153 poissons pour un poids total de 21 705 kg (poids moyen par poisson de 141 kg). En 2003 : 98 poissons pour un poids total de 9 808 kg (poids moyen par poisson de 100 kg). En 2004 : 27 poissons pour un poids total de 2 767 kg (poids moyen par poisson de 102 kg). En 2005 : 3 poissons pour un poids total de 405 kg (poids moyen par poisson de 135 kg)." Ces statistiques semblent indiquer qu'il y a de moins en moins de thons "expérimen-

tés", c'est à dire aptes à trouver des lieux de reproduction "ad hoc"... et de moins en moins de thons tout court ! Le poids moyen par thon rouge a chuté comme celui du nombre de prises... Voilà un indicateur qui semble en phase avec les observations des scientifiques : "En 20 ans, la biomasse des thons rouges adultes a diminué de 80%, tandis que la capture de spécimens à la taille inférieure aux normes autorisées s'est amplifiée." Depuis 1995, ils évaluent à "50 000 tonnes par an" les prélèvements pour la seule zone de l'Atlantique Est, soit deux fois l'estimation du niveau de reproduction de l'espèce. Ils précisent : "50 000 tonnes de capture effective pour un quota légal... de 32.000 tonnes !" Désormais, ils n'hésitent plus à faire part de leurs inquiétudes aux autorités.

C'est à se demander qui les mange, peut-être les Martiens !

Le thon rouge de Méditerranée connaîtrait donc un des taux de pêche illégale les plus élevés au monde. Avec ses 15 000 tonnes, au bas mot, elle représenterait la moitié du quota légal ! Ils ont alerté la Cicta qui possède son propre comité scientifique. La "Cicta", c'est l'Organisation Régionale de Pêche en charge depuis 1969 de la gestion des "thonidés" de l'Atlantique, c'est à dire de la gestion des thons et des espèces apparentées comme l'Espadon. On dit "régionale", parce que l'Atlantique Est (zone qui inclut la Méditerranée et la mer Noire), à l'échelle de la planète, ce n'est qu'une région du monde. Mais là encore, on se

Trouble in bluefin tuna paradise

And indeed, it would seem that Greenpeace could have found a better way to raise public awareness of the bluefin tuna crisis. But on the other hand, was the refusal to allow Rainbow Warrior II to dock justified? And was the blockade of the port of Marseilles "civilized," in light of the ensuing consequences: one thousand passengers headed for Corsica or the Maghreb were forced to sleep in their vehicles or on the sidewalk, women and children included; six passenger ships were rerouted to Toulon; five cargo ships were unable to dock and had to wait outside the harbor, and four cargo ships that were docked at the port were unable to depart on schedule.

And why on earth do environmental groups insist on falsely alleging that our fishermen engage in "pirate fishing," and then in the same breath claim to be interested in "dialogue?" Having realized that the protest was going to "end badly," the French government wisely ordered Rainbow Warrior to leave French territorial waters "voluntarily," with a French navy escort.

Thus Rainbow Warrior II (its predecessor having been sunk some two decades ago by the French secret service in Auckland Bay under surreal circumstances) managed to extricate itself from the port of Marseilles. Although there were no fatalities, what we got instead was a media campaign masterfully orchestrated by Greenpeace denouncing the "collusion between fishermen and French authorities," accusing the latter of "censoring the public debate on the disappearance of bluefin tuna fishing in

the Mediterranean." In response to this, French fishermen characterized Greenpeace's statements as "disinformation" and strenuously objected to being scapegoated by this latest Greenpeace anti-fishing campaign.

The main virtue of this entire incident was that the public finally became aware of the fisheries crisis, starting with bluefin tuna in the Mediterranean. And it was high time they did.

Experts and environmental groups have been raising the alarm about this crisis for a decade. However, it should be borne in mind that two decades ago, these groups predicted that bluefin tuna stocks would plummet drastically "within five years," whereas according to their own figures, 50,000 tons of bluefin tuna have been caught in the Mediterranean over the past decade. So it seems that environmental groups and experts should get more in sync with reality.

The "caviar of the sea" is under threat

The market value of bluefin tuna is rising as stocks become more depleted, with the notable exception of the Eastern Atlantic (which includes the Mediterranean and Black Sea), a management area where bluefin tuna are still plentiful and that is defined according to presumed spawning periods. But how long will these plentiful supplies last? What does the future hold for this species about which much still remains unknown, particularly concerning its migratory patterns?

Researchers at the French oceanographic institute Ifremer say that a number of biological characteristics of bluefin tuna have yet to be described. "The bluefin tuna is a magnificent, athletic creature that plunges to a depth of up to 1000 meters after doing 70 km per hour leaps into the air. The fish eat anything that comes their way, up to 10 percent of their body weight. They mature at age four in the Eastern Atlantic, and at age eight in the Western Atlantic (which extends to the Gulf of Mexico)." Scientists suspect that bluefin tuna have other spawning areas. "An Eastern Atlantic bluefin tuna is 30 cm long at birth, weighs 1 kg five months later, and measures 60 cm and weighs 4 kg by the time it is one year old. At age 20, the fish is some 3 meters long, and can weigh upwards of 400 kg." The females are thought to lay eggs in May and June in the Eastern and Western Atlantic respectively.

However, according to scientists at French oceanographic institute Ifremer, "if female bluefin tuna really do lay eggs at a specific time of year, some evidence suggests that they do it every two or three years rather than every year." According to a recent Anglo-American study of 29 fish populations living off the coast of California, the capture of bluefin tuna that "have a greater capacity to find secure spawning areas" renders the species vulnerable to changes in their environment.

Hence capturing only large bluefin tuna would be detrimental to efficient fisheries management, which necessitates stock monitoring, as well as fostering a sound age structure.

The question arises as to how reliable this study from the prestigious American journal Science really is. Is it a sound thesis or a working hypothesis? Is there any way to tell for sure?

Fortunately, bluefin tuna are also researched by deep sea fishermen, who tag the fish and then monitor them year in and year out. The French Federation of Deep Sea Fishermen has gathered some interesting statistics in this regard. Between 2001 and 2005 the annual number of bluefin tuna captured weighing more than 100 kg decreased steadily, as follows: "2001: 299 fish; total weight 47,790 kg; average weight per fish: 159 kg 2002: 153 fish; total weight 21,705 kg; average weight per fish: 141 kg 2003: 98

fish; total weight 9,808 kg; average weight per fish: 100 kg 2004: 27 fish; total weight 2,767 kg; average weight per fish: 102 kg 2005: 3 fish; total weight 405 kg; average weight per fish: 135 kg".

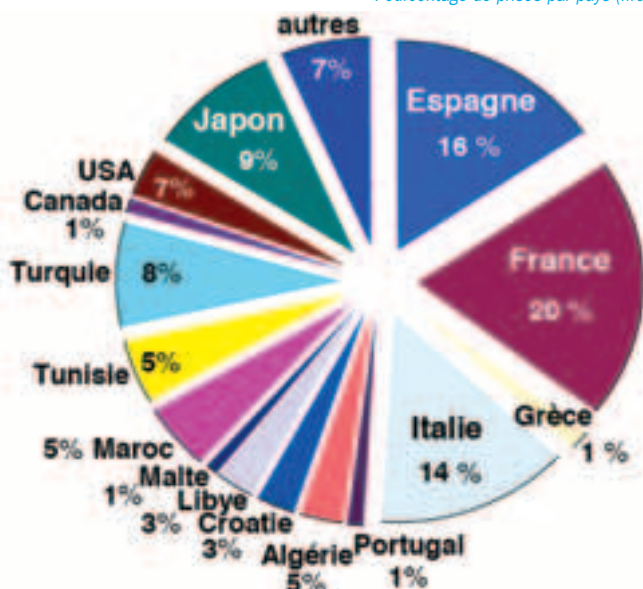
These statistics appear to indicate that the number of fish able to find spawning grounds "on the spur of the moment" is declining, as are the absolute numbers of bluefin tuna. The average weight per specimen captured has also fallen - an indicator that appears to be in sync with scientific results: "Over the past two decades, the biomass of adult bluefin tuna has decreased by 80 percent, while the number of specimens that are smaller than the legal standards has increased." The French Federation of Deep Sea Fishermen also estimates that (a) each year 50,000 tons of bluefin tuna are captured in the Eastern Atlantic area alone, which is twice the species' estimated reproduction level; and (b) 50,000 tons of fish are captured whereas the statutory quota is 32,000 tons. The Federation plans to begin communicating its concerns about this crisis to government authorities.

Who eats all these fish, anyway? Martians?

Mediterranean bluefin tuna are subject to one of the world's highest pirate fishing rates. 15,000 tons caught would represent 50 percent of the legal quota. The Federation has alerted the regional fishing organization ICCAT, which has its own scientific advisory board and since 1969 has been in charge of managing Atlantic tuna and related species such as swordfish. ICCAT is called a "regional" organization due to the fact that the Eastern Atlantic region (which includes the Mediterranean and Black Sea) is only a region vis-à-vis the earth as a whole.

But here again the question arises as to whether the 50,000 tons posited by experts and echoed by environmental groups is accurate. This figure is difficult to verify since by definition the catches resulting from pirate fishing are not officially declared. French fisherman say: "Why should this tonnage be any more reliable than the tonnage calculated by Japanese government ministries and customs authorities?" According to an article that appeared in the newspaper Le

Pourcentage de prises par pays (Ifremer)



Thon rouge : l'Europe bleue broie du noir

demande si ce chiffre de 50 000 tonnes, avancé par les scientifiques et repris par les écologistes, est vrai. Comment le vérifier puisque par définition les captures de la pêche pirate ne sont pas déclarées ? "Pourquoi ce tonnage serait-il plus fiable, disent les pêcheurs français, que celui qui correspond à la somme des tonnages collectés par la direction des douanes et les ministères japonais ? Le journal Le Marin, dans son édition du 13 octobre 2006, fait part de la colère de Jean-Louis Donnarel, vice-président du Syndicat des thoniers. "D'après cette source, que tout le monde considère comme fiable, seulement 16 000 tonnes de poissons éviscérés et étêtés (NDLR : ajouter 20 % pour avoir le poids vif, soit moins de 20 000 tonnes) venant de la Méditerranée ont été importés au Japon en 2005, au prix moyen de 2 800 yens le kilo (environ 20 euros). Or le Japon importerait 90 % environ du thon rouge provenant des cages, qui lui-même représenterait 90 % des captures (cette proportion, vraie il y a dix ans, a peut-être diminué avec le développement de la consommation de thon rouge en Europe). Et on nous parle de 50 000 tonnes ! Qui les mange ? Les Martiens !"

Danger d'effondrement du stock Est : un thon sur deux serait pêché en toute illégalité

Les scientifiques sont inquiets pour la survie du Thon rouge, car ils craignent un effondrement brutal du stock de l'Atlantique Est. Il y a des précédents. En 1963, dans l'Atlantique septentrionale, effondrement brutal des pêcheries (surpêche norvégienne). Exploitation nord-brésilienne apparue au début des années 60 : on n'a toujours pas élucidé les raisons de l'extinction de la pêcherie de palangriers japonais en 1970. Dans l'Atlantique Ouest, la ressource ne s'est pas remise de la folie américaine de la pêche au gros et depuis plus de 20 ans les captures oscillent entre 2000 à 3000 tonnes/an. Dans le Pacifique, en juillet 2006, les autorités australiennes accusent les armements japonais d'avoir mené le thon rouge à la quasi extinction ces vingt dernières années par une surpêche qui confine au pillage de la ressource, comme si les hordes

d'Attila avaient déferlé dans les mers du Sud. Alors qu'ils disposaient d'un quota de 6 000 tonnes annuelles, les captures des pêcheurs japonais sur cette période ont oscillé entre 12 000 et 20 000 tonnes par an, le préjudice est chiffré à 2 milliards de dollars australiens. Comme en Méditerranée, le thon rouge du Pacifique est capturé à la senne et transféré dans des fermes d'engraissement. Les armateurs japonais n'acceptent à bord de leurs bateaux que des observateurs japonais et les patrons pêcheurs refusent la mise en place de VMS (système de surveillance par satellite). Pour la mise sur le marché, les Japonais changent les dénominations : plusieurs milliers de tonnes de thon rouge du Pacifique ont été vendues sous l'appellation "thon rouge du Nord" (Atlantique et Méditerranée) ou encore "Big eye tuna". Plus de thons rouges ou presque dans le Pacifique ! On peut craindre que l'espèce en Méditerranée ne suive le même sort, dans cette zone la FAO vient de classer le Thon rouge dans la catégorie des espèces "surexploitées" et donc en danger. C'est un signal d'alarme à prendre au sérieux. Il faut réagir, mais comment ? C'est à la Cicta, l'organisme de gestion de la pêche au thon rouge de l'Atlantique, créé en 1964, qu'il revient d'énoncer des "recommandations".

Effets négatifs des taux autorisés de capture

La Cicta est une organisation multilatérale qui regroupe à ce jour 43 parties contractantes (la France fait partie des membres fondateurs) venues de cinq continents. Cette organisation intergouvernementale régle le "stock Est" sur la base du "RMS" (ren-

dement maximal soutenable ; en anglais "MSY" - Maximum Sustainable Yield). Les scientifiques de l'IFREMER, définissent le RMS comme "la plus grande quantité de biomasse que l'on peut en moyenne extraire de manière continue d'un stock halieutique dans les conditions environnementales existantes, sans affecter sa capacité de reproduction". Elle fixe le TAC (Taux Autorisé de Capture) pour chaque zone. Les TAC se traduisent aussi par des coûts non négligeables, et une étude rédigée à l'intention du Groupe d'experts de l'OCDE par l'Université du Rhodes Island (1998) a montré qu'ils entraînent une course au poisson, avec d'importants effets secondaires négatifs, tels qu'un suréquipement de la flotte, un accroissement des coûts de capture et la recherche exacerbée de la rentabilité. Voilà une critique qui donne du crédit aux Thoniers senneurs de Méditerranée qui dénoncent justement "une distorsion de la concurrence qui encourage tous les excès." Le système des TAC et quotas a souvent été critiqué pour sa faible contribution à la régulation de la ressource. Chose qui intrigue l'observateur qui veut rester impartial, Greenpeace et le Fonds mondial pour la nature (WWF - World Wildlife Fund) chantent depuis des mois la même antienne qui désigne les pêcheurs français à la vindicte de l'opinion publique. Pourtant, dans toute la Méditerranée, les Français sont réputés "pour être ceux qui trichent le moins"... ils déclarent la totalité de leurs captures à la Cicta ! Selon les écologistes, "Les quotas officiels affectés à la France pour la pêche au thon rouge de Méditerranée étaient fixés à 6,192 tonnes en 2005. Mais les flottes françaises ont déclaré officiellement 9 455 tonnes, ce qui signifie qu'en 2005 elles ont capturé

plus de 3000 tonnes de thons rouges dans l'illégalité." En juillet dernier, le WWF avait déjà alerté l'Union Européenne d'une "surpêche illégale" pratiquée en 2004 par les pêcheries françaises (à peu près dans les mêmes proportions que celle constatée en 2005). Parmi les flottes européennes qui pêchent le thon, la France bénéficie d'un des quotas de pêche les plus importants ; cette "surpêche" française risque donc fort de se traduire par un dépassement "notoire" (et "noté" grâce aux "annotations" de nos pêcheurs) du quota global de l'UE. Quand ils s'adressent aux hautes autorités européennes, les écologistes utilisent pour désigner la pêche des Français l'expression appropriée de "surpêche" et pas celle de "pêche pirate" qui induit le public en erreur. "En clair, concluent les ONG (organisations non gouvernementales) écologistes qui s'adressent à l'UE, les pêcheries françaises annoncent officiellement pêcher illégalement. Par contre, nous soupçonnons que les autres flottes européennes, comme la flotte italienne par exemple, ne déclarent pas leur capture réelle." Ce n'est pourtant pas aux autres pêcheurs que Greenpeace s'en prend, faute de preuves... écrites. "La Cicta a le devoir de stopper cette piraterie" a déclaré Paolo Lombardi, responsable du WWF Méditerranée. "C'est un exemple de plus qui atteste des comportements qui ont conduit à la grave menace d'effondrement que nous connaissons aujourd'hui." Les Thoniers senneurs français déclarent leurs captures reconnaît explicitement le WWF. Personne n'a jamais reproché aux Français de capturer des juvéniles ou de pêcher en période de fraie. Chacun sait bien que les Français comme les autres Européens s'exposent à des sanctions de la Cicta et de leurs propres autorités européennes et nationales. Sinon à des mesures draconiennes de régulation qui ont valeur de sanction, comme celles qui viennent d'être adoptées par le Conseil des ministres de la pêche de l'UE. Ce n'est pas le cas pour tout le monde... Loin de là !

Pêche japonaise en période de fraie

"Les captures illégales proviennent quasiment exclusivement de Méditerranée." La plupart des armements cachent ou falsifient leurs chiffres. En filigrane, der-

Une poche de 180 tonnes



Trouble in bluefin tuna paradise

Marin on October 13, 2006, Jean-Louis Donnarel, vice president of the Tuna Fishers Union, is not at all happy about the state of the statistics. "According to this source, which all and sundry regard as reliable, only 16,000 tons of eviscerated and decapitated Mediterranean fish [editor's note: plus 20 percent to obtain the living weight, which works out to less than 20,000 tons] were exported to Japan in 2005, at an average price of 2800 yens (about € 20) per kilo. But Japan imports about 90 % of the bluefin tuna that are fattened in cages, which represents 90% of the fish captured (this figure, which applied 10 years ago, has probably dropped as bluefin tuna consumption has risen in Europe). And they talk to us about 50,000 tons! Who eats all these fish anyway? Martians?

Eastern Atlantic fisheries under threat: half of the current captures are completely illegal

Experts are concerned about a possible collapse of bluefin tuna stocks in the Eastern Atlantic and that the species may ultimately disappear from the region altogether. Unfortunately, we've been here before.

Back in 1963 fish stocks in the North Atlantic plummeted as the result of Norwegian overfishing. The advent of Northern Brazilian fishing in the 1960s: the reasons for the disappearance of Japanese longliners in 1970 has never been explained. The Eastern Atlantic never recovered from the American craze for deep sea fishing, with the result that captures have ranged between 2000 and 3000 tons for the past 20 years. In July 2006, Australian authorities alleged that fishing by a handful of Japanese operators has brought bluefin tuna to the brink of extinction over the past 20 years owing to overfishing that aims solely to pillage the resource, as if the hordes of Attila the Hun had been unleashed on the seas of the southern hemisphere.

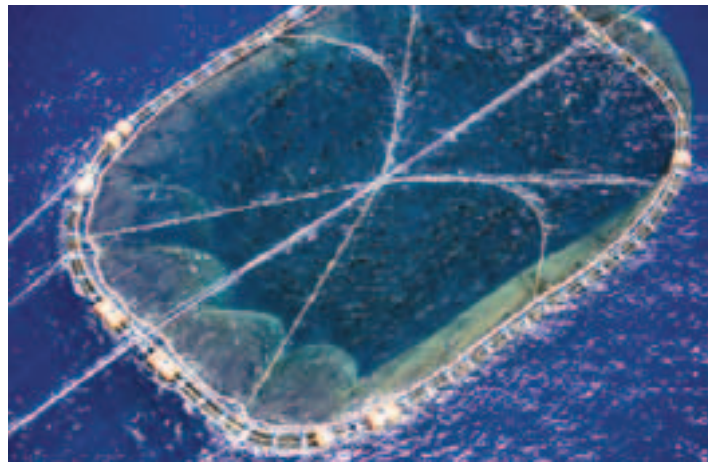
Although Japanese fishermen have a 6000 ton annual quota, their captures during the aforementioned period ranged from 12,000-20,000 tons annually, which translated into a loss of two billion Australian dollars for other Pacific fishermen. As in the Mediterranean, bluefin tuna are captured in the Pacific using

seine nets and are then transferred to tuna farms. Japanese shipowners only allow observers from their own country to board their ships, and Japanese fishing enterprises refuse to install satellite-based vessel monitoring systems (VMS) on their vessels. The Japanese change the name of the product for marketing purpose, with the result that thousands of tons of Pacific bluefin tuna are sold as "Northern bluefin tuna (Atlantic and Mediterranean) or as so called bigeye.

The result of all this is that bluefin tuna have almost completely disappeared from the Pacific Ocean. There is reason to fear that Mediterranean bluefin tuna will meet the same fate, particularly since the species was recently classified by the FAO as "overfished" and therefore under threat. This is an alarm signal that should be taken very seriously. Something needs to be done. But what? It's up to ICCAT (International Commission for the Conservation of Atlantic Tunas), which was established in 1964, to elaborate "recommendations."

Deleterious effects of authorized capture quotas

ICCAT is a multilateral and inter-governmental organization that currently comprises 43 member countries from all five continents (France is one of the 12 founding members) and regulates "Eastern stocks" on the basis of maximum sustainable yield (MSY), which is defined by France's oceanographic institute Ifremer as "the maximum average biomass quantity that can be continuously extracted from a fishery under existing environmental conditions without adversely affecting reproduction capacity." ICCAT defines capture quotas for each area, but they



Une seine bien remplie prête à être hissée

also engender substantial costs. A study realized by OECD experts in 1998 at the University of Rhodes Island showed that the capture quotas provoke intense competition for fishery resources and major secondary effects such as fleet overequipping, increased capture costs, and increased efforts to optimize profitability.

This indictment of the capture quota system shows that Mediterranean seine netters are right to denounce "distortions of competition that lead to all kinds of dubious practices." Capture quotas have often been criticized for doing little to regulate fish stocks. It is intriguing for anyone that wants to remain impartial that for months now Greenpeace and the World Wildlife Fund (WWF) have both made repeated allegations concerning French fishermen that are making them the scapegoats in the court of public opinion. And this despite the fact that French fishermen in the Mediterranean are widely regarded as the stakeholders that "do the least cheating" - and they report all of their captures to ICCAT. According to environmental groups, "The official quota allocated to France for bluefin tuna fishing in the Mediterranean was 6192 tons in 2005. But

French fleets officially upped this to 9455 tons, which means that in 2005 they illegally captured more than 3000 tons of bluefin tuna."

This past July WWF alerted the EU concerning "illegal overfishing" in French fisheries in 2004 (approximately the same level as in 2005). The French tuna fleet has one of the highest quotas in Europe, and this French "overfishing" may well drive the overall EU quota far beyond its defined limit.

When environmental groups describe French fishing to European authorities, they use the term "overfishing," which is accurate, while "illegal fishing" is not - and is misleading for the general public. The ecology groups that have alerted the EU to the crisis say the following: "French fishing fleets are simply declaring their illegal activity officially. And we suspect that other EU fleets - such as Italy, for example - are not declaring their real catches." But in the absence of a smoking gun, Greenpeace only targets the French fleet, leaving all other fleets out of the picture. "ICCAT has the duty to stop this piracy," says Paolo Lombardi, Director of WWF Mediterranean. "This is yet one more example of the conduct that has led to the serious threat of collapse that we see today." Thus WWF explicitly acknowledges that French purse seiners declare their captures. The French have never been accused of capturing juvenile fish or fishing during the spawning season. Other European fleets could be sanctioned by ICCAT (as well as by French and EU authorities), and could also be subject to draconian regulatory measures that would be tantamount to sanctions, such as the measures that were recently adopted by the EU Fisheries Council and that are



Sennes

Thon rouge : l'Europe bleue broie du noir

rière les niveaux actuels de pêche non déclarée ou illégale", on trouve selon Greenpeace "une activité récemment apparue en Méditerranée, l'élevage du thon. Les thons sont capturés et transportés vivants vers des fermes où ils sont engraisés pendant plusieurs mois avant d'être exportés, principalement vers le Japon." Une activité très lucrative; il est vrai, on le sait même si les fermes méditerranéennes ne claironnent pas leurs bénéfices. Des fermes américaines en donnent une idée : Stolt Sea Farm, un des poids lourds de l'aquaculture et de l'embouche de thon rouge a annoncé des bénéfices records pour le troisième trimestre 2006 : 4,5 millions d'Euros contre 1,4 millions au troisième trimestre 2005. Le prix du thon rouge a augmenté de 40% en un an ! La complexité des opérations qui se succèdent entre le lieu de pêche et la ferme, le fait qu'elles aient lieu en pleine mer, "l'indigence de la réglementation" et l'ampleur des activités commerciales qui y sont liées (qui concernent généralement plusieurs pays, ce qui ne facilite ni la traçabilité ni la tenue des statistiques) constituent autant de facteurs qui contribuent à masquer le volume réel des captures, et donc celui des captures illégales. Greenpeace dénombre 58 élevages d'une capacité totale de 51 000 tonnes de thon engraisé qui jalonnent le pourtour méditerranéen. On en trouve principalement au large des côtes espagnoles, turques, croates... mais pas au large des côtes françaises. "Leur développement rapide a été très peu, voire pas du tout encadré et a conduit à une capacité d'élevage qui dépasse de plus de 20 000 tonnes le volume total de thons dont la capture est autorisée dans cette zone." Les importants volumes de poissons nécessaires pour nourrir et engraisser les thons sont aussi un sujet d'inquiétude car, reconnaît Greenpeace, "ils représentent un facteur incitant à la surpêche en Méditerranée. Ils constituent un risque potentiel de contamination accidentelle via le poisson fourrage (un accident de ce type a été signalé dans une ferme d'engraissement australienne)." Des subventions publiques importantes (près de 34 millions de dollars depuis 1997 dans le cas de l'Union Européenne), ajoutées aux investissements japonais et australiens, ont eu un rôle déterminant dans la surpêche du Thon rouge. L'ONG déplore "qu'une

poignée d'investisseurs contrôle actuellement ce qui était auparavant une ressource commune partagée par l'ensemble des populations qui vivent de la pêche sur le pourtour méditerranéen." D'autres problèmes graves affectant également cette pêche ont été documentés par Greenpeace. Des chalutiers japonais ont ainsi été observés pêchant au sud de la Sicile en juin, période pendant laquelle la pêche au thon est interdite. Dans le cadre de l'expédition "Défendons nos océans", le navire de Greenpeace "My Esperanza" a passé un mois en 2006 à documenter la "gestion catastrophique" des stocks de thon en Méditerranée. Comme on le voit, les pêcheurs français ne sont pas des pirates, loin de là ! Ni les seuls responsables de la surpêche, leur filière étant contrairement à beaucoup d'autres pays, particulièrement surveillée. Alors, pourquoi les avoir désigné comme bouc-émissaires aux yeux du monde entier ?

Les fermes d'engraissement sont-elles les moteurs de la pêche pirate ?

Pour faire face à la demande et contourner le déclin de cette ressource, de multiples projets de fermes d'engraissement ont vu le jour. "Le principe est apparemment simple : on capture des thons vivants et on les transfère dans des cages flottantes où on les gave. Cette méthode pose un énorme problème de déséquilibre écologique dans la mesure où pour fabriquer un kg de chair de thon en cage, il faut entre 12 et 20 kg de poisson-fourrage. Ce dernier est traqué partout et en particulier, selon certaines sources, sur les côtes de l'Afrique de l'Ouest où la généralisation de ces pratiques pourrait engendrer des crises alimentaires localisées." La filière de l'engraissement a été initiée par les Japonais dans les années 90, ce sont eux qui ont appris le métier aux Espagnols. Elle est dominée aujourd'hui par des consortiums hispano-japonais : Fuentes - Hijos (90 millions de chiffres d'affaires en 2001), occupe la première position en Méditerranée avec des associés clients, les sociétés Mitsubishi, Maruha et Mitsui (44% du marché nippon à eux trois). Suivent les entreprises des Espagnols Albaladejo (60 millions d'euros) et Mendes (32 millions d'euros) associés avec les Japonais



Cage d'élevage

Takayama et Kayo. Il est difficile d'y voir plus clair dans les comptes car le métier est avare de chiffres. Selon Greenpeace, une ferme ne serait pas rentable au-dessous de 600 tonnes de poissons engraisés. Avant d'avoir encaissé le premier sou, le mareyeur doit payer les cages de transport (80 000 € pièce), un remorquage qui peut durer plus d'un mois (vitesse 1,5 nœud car s'agit d'éviter le stress aux thons), à raison de 3 500 €. Le jour de mer, il faut aussi payer les plongeurs, les bateaux d'assistance ou de surveillance, les opérations de transferts dans les fermes... Les écologistes mettent en cause ces fermes d'engraissement (les côtes françaises n'en abritent pas) comme moteurs de la "pêche pirate". Sébastien Losada de Greenpeace Espagne à bord du Rainbow Warrior II n'hésite pas à affirmer que "ces fermes représentent une industrie directement responsable de la disparition du thon rouge en Méditerranée. Une poignée d'acteurs économiques, aidés et financés par l'Union Européenne, emploie actuellement des flottilles de pêche pirates pour engraisser le thon rouge dans le seul but de faire fructifier leurs investissements. Cette stratégie à court terme est à la fois dangereuse pour la ressource et pour les pêcheurs artisanaux, premières victimes de cette surexploitation." Ainsi formulée, les accusations de Greenpeace peuvent induire le public en erreur : on pourrait penser que l'Union Européenne a investi dans des fermes d'embouche, que la Commission européenne a partie liée avec de grands groupes japonais... Il n'en est rien ! "L'Union, souligne Mourad Kahoul, a accordé des aides

pour la modernisation des flottilles de pêche, pour mettre les navires aux normes européennes (pour la sécurité et le confort des équipages : cabines, douches etc.) Pour le reste, "les thoniers se sont endettés, quelques fois lourdement et pour longtemps, pour équiper leurs navires". Il y a eu aussi des reconversions puisque la pêche aux thonidés à l'aide de filets dérivants (ou filets maillants) a suscité l'hostilité des associations écologistes, et notamment de Greenpeace. C'est ainsi que nos pêcheurs, comme les autres pêcheurs communautaires ont eu accès notamment aux "aides disponibles grâce aux fonds structurels" que proposait la commissaire européenne Emma Bonino, chargée de la pêche dans la Commission Santer (1995-1999). Les écologistes réclament "la fermeture immédiate de la pêche au Thon rouge dans l'Atlantique Est, des mesures strictes d'encadrement et un plan de reconstitution" des stocks. Sinon, "il faut s'attendre à une extinction totale du thon rouge en Méditerranée et dans l'Atlantique Est". Selon le WWF, les pêcheurs traditionnels opérant dans le détroit de Gibraltar ont pris 80% de poisson en moins ces trois dernières années par rapport aux années 1990. "Dans la course pour s'emparer de stocks de thon en diminution, les flottilles de pêche industrielle délaissent leurs territoires habituels en faveur des dernières zones de reproduction en Méditerranée orientale et dans les eaux libyennes", explique l'auteur du rapport, Roberto Mielgo Bregazzi. Il dénonce "les prises clandestines, souvent traitées et transformées en mer avant d'être livrées au marché japonais". Tandis que Greenpeace renou-

Trouble in bluefin tuna paradise

not directed at all European fishers - far from it.

Japanese fishing during the spawning season

Virtually all illegal captures are realized in the Mediterranean. According to Greenpeace, "Most operators either conceal or falsify their figures. Implicitly, behind current levels of non-declared or illegal catches, you find an activity that has recently begun in the Mediterranean, which is tuna farming. The tuna are captured and are transported live to farms where they're fattened for a period of months before being exported, mainly to Japan." This is known to be a highly lucrative activity, despite the fact that Mediterranean fish farms don't shout their revenue statistics from the rooftops.

However, figures from American fish farms provide a reliable general indicator of the state of the industry. U.S. aquaculture and tuna fattening industry leader Stole Sea Farm reported record sales for the third quarter of 2006: 4.5 million, up from 1.4 million for the same period in the prior year, which means that the price of bluefin tuna rose 40 percent in only 12 months.

Actual (and thus illegal) capture levels are camouflaged by a number of factors: the complexity of the operations that take place between the fishing site and the farm; the fact that these operations are realized on the open sea; and "the fact that regulations are few and far between" and the scope of the consequent activities, which generally involve a number of countries, thus making the statistics difficult to trace or document. According to Greenpeace, 58 tuna farms can be found around the periphery of the Mediterranean with a total capacity of 51,000 tons of fattened tuna. These farms are mainly located off the coasts of Spain, Turkey and Croatia - but not France.

"These farms have evolved without any regulatory framework to speak of, resulting in fattening capacity exceeding 20,000 tons of tuna whose capture is authorized in this area." The large quantities of fish that are needed for the tuna fattening process are also a cause for concern, notes Greenpeace: "These fish represent a factor that foments overfishing in the Mediterranean. They also consti-

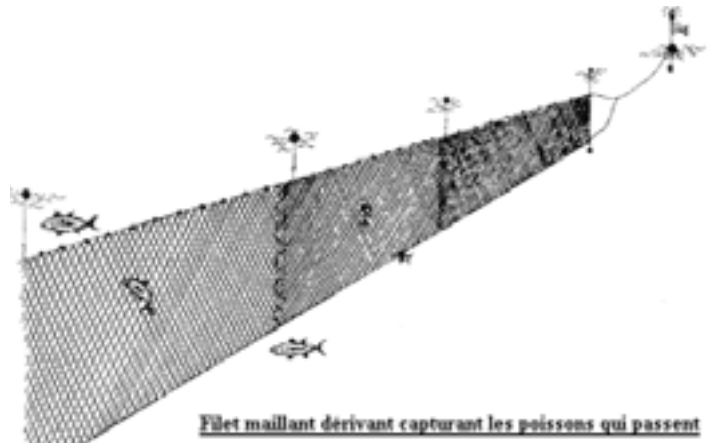
tute a potential risk of accidental contamination via fish fattening (one such incident was reported at an Australian tuna farm)."

Substantial government subsidies (e.g. nearly USD34 million from the EU since 1997) in conjunction with Japanese and Australian investments have been major drivers of overexploitation of bluefin tuna in the Mediterranean. Greenpeace deplores the fact that "a handful of investors currently control what was once a resource that was shared by all Mediterranean groups that earn their livelihood from fishing."

Greenpeace has documented other serious problems that afflict bluefin tuna fishing such as the Japanese trawlers that have been observed fishing south of Sicily in June, a period during which bluefin tuna fishing is prohibited. As part of its year-long Defend our Oceans expedition, the Greenpeace ship My Esperanza spent four weeks in 2006 documenting the "catastrophic management" of tuna stocks in the Mediterranean. This project clearly showed that French fishermen are anything but pirates. Why is it that French tuna fishing activities are being monitored so much more closely than those of other countries? French fishermen are certainly not the only cause of overfishing in the Mediterranean, and yet the whole world appears to be blaming them for it.

Are tuna farms the drivers of pirate fishing?

A host of fish farms have been established with a view to meeting rising demand and compensating for shrinking fish stocks. "The basic principle is deceptively simple. After capturing the tuna, you transfer them live to floating cages, where they are fattened. But this activity completely deranges the ecobalance



Filet maillant dérivant capturant les poissons qui passent

since it takes 12-20 kg of forage fish to produce one kg of fattened fish. Forage fish are hunted down everywhere, particularly (according to some sources) off the West African coast, where large scale realization of this activity could precipitate local food crises." The Japanese established the first fish farms in the 1990s and then taught the Spanish the technique. The fish farming industry is dominated today by Hispano-Japanese consortiums. Fuentes Hijos is the market leader in the Mediterranean (2001 revenue: €90 million) along with its partners Mitsubishi, Maruha and Mitsui, which control 44% of the Japanese market. They are followed by the Spanish operators Albaladejo and Mendes (€60 and €32 million in sales respectively) whose partners are Takayama and Kayo in Japan.

It is difficult to glean any further financial information in this domain since the companies in this industry release few figures. According to Greenpeace, fish farms only break even after fattening more than 600 tons of fish. Before a single eurocent of profit has been earned, the operator has to invest in transport cages (€80,000 each), as well as in towing, which can take up to four weeks, costs €3500 per day, and has to be realized at a snail's pace (1.5 knots) to avoid stressing the fish. And then

there's the cost of divers, support or monitoring vessels, and transfer operations to the farms.

Environmental groups allege that fish farms (of which there are none along the French coast) are the drivers of "pirate fishing." According to Greenpeace's Sébastien Losada (speaking from aboard Rainbow Warrior II): "These farms represent an industry that is directly responsible for the disappearance of bluefin tuna from the Mediterranean. Currently, a handful of players that are subsidized and supported by the EU use pirate fishing fleets to fatten bluefin tuna for the sole purpose of enhancing their ROI. This short term strategy has a negative impact on fish stocks as well as artisanal fishermen, who are the primary victims of this overexploitation."

These allegations could give the general public the false impression that the EU has invested in fish farms and that the European Commission is in league with major Japanese consortiums. But nothing could be further from the truth. According to Mourad Kahoul, "The EU has granted subsidies for fishing fleet modernization and to bring the vessels up to European standards in terms of safety, as well as crew amenities (cabins, showers etc.)." Apart from this, he says, "French tuna fishermen have to borrow money to outfit their



Filet maillant dérivant avec le navire auquel il est attaché

Thon rouge : l'Europe bleue broie du noir

velle "sa demande de moratoire sur l'exploitation du Thon rouge en Méditerranée et l'établissement d'un réseau de réserves marines afin de protéger 40 % de cette mer et permettre ainsi la régénération des stocks de poissons." Les ONG écologistes ne distinguent pas les pêches illégales et elles procèdent à un amalgame qui permet de mettre au même rang tous les pêcheurs de Thon rouge et d'exiger un moratoire sur la ressource... en compromettant l'Union Européenne. De plus, leur vision ne tient pas du tout compte d'une réalité économique et sociale complexe, à l'échelle de la planète : la vraie pêche pirate. Contrairement à une autre idée propagée par les responsables écologistes, il ne revient pas à la Cicta de "stopper cette piraterie". Ce n'est pas son rôle. Elle n'en a pas les moyens. Cette organisation, pour intergouvernementale qu'elle soit, ne commande pas aux inspecteurs des États ou de l'Union Européenne et ni les corps des douanes, ni les forces militaires ne sont à ses ordres. L'application effective des mesures de gestion relève de l'autorité des États.

Pêche pirate : pêche INN

Cette "pêche pirate" que dénoncent les ONG, possède une définition légale, internationale, qu'elles ne donnent pas au public : c'est la pêche "INN". I comme "Illégale". NN comme "Non déclarée et Non Réglementée". Cette pêche INN représente un problème d'envergure mondiale qui ne disparaîtra pas avec un moratoire... ni même avec la disparition de la ressource (les pirates pêcheront d'autres espèces émergentes, commercialement

intéressantes). De récents rapports des Nations Unies estiment la valeur annuelle mondiale des captures INN entre 4 et 9 milliards de dollars. Près de 30% des captures dans le monde ressortent de la pêche INN... presque 50% en Méditerranée pour la seule pêche au Thon rouge ! Cette pêche, la seule qu'on est en droit de qualifier de pirate, ne respecte pas les frontières nationales. De plus, elle exerce une pression insoutenable sur les stocks halieutiques, la flore et la faune marine et les habitats sous-marins, car elle porte atteinte aux normes du travail et dénature les lois du marché. Elle impose un coût important sur les pays défavorisés dans le monde et compromet des structures de gouvernance. Ce coût économique est lié à des pressions sociales considérables. Nous sommes tous affectés par la pêche INN, même si nous n'en sommes pas conscients, et en dépit de tous ses efforts, la communauté internationale n'a pas réussi à l'éradiquer. L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) propose de saper le moteur de cette pêche qui serait le profit rapide escompté par les pirates. Selon elle, de très lourdes amendes devraient dissuader ces pillards qui se défilent de toutes responsabilités environnementales, sociales et économiques. Une des caractéristiques de la pêche INN, on l'a compris, c'est l'absence de déclaration qui compromet la bonne gestion de la ressource, elle affecte la fiabilité des évaluations du stock Est ; elle compromet la durabilité de la pêche. C'est à dire la durabilité de la ressource bien sûr, mais aussi celle économique et sociale pour toutes les collectivités du bassin méditerranéen et de

l'Atlantique qui en dépendent. Autres caractéristiques de cette pêche, ce sont les menaces qu'elle fait peser sur la sécurité et la sûreté maritimes. La sécurité concerne la prévention des accidents de mer et le traitement des conséquences de ces accidents (en particulier la sauvegarde des vies humaines, la lutte contre les pollutions marines) ; la sûreté vise d'une façon générale la lutte contre les actions et trafics illicites (contrebande, trafics de drogue, immigration clandestine, terrorisme, piraterie etc.). Selon un rapport de Greenpeace, "les conditions de vie et de travail sur les bateaux pirates sont dangereuses. Les matelots et les pêcheurs, embauchés dans les pays en voie de développement, travaillent pour des salaires de misère, dans de mauvaises conditions de travail, les navires ne répondent pas aux normes de sécurité, le faible niveau d'instruction des pêcheurs compromettent la sécurité des équipages et des bateaux". On ne reconnaît pas dans cette description le style de vie des équipages français qui naviguent sur des navires "ultra-modernes et très bien équipés", comme leur reprochent assez souvent les organisations écologistes ! Les armateurs et les exploitants des navires pirates s'engagent avec d'autant plus de facilités dans cette forme de pêche qu'ils obtiennent sans difficulté des pavillons de complaisance afin d'être mis sous la législation des pays qui les délivrent. En Méditerranée, on compte plus de 250 flottilles pour traquer le thon rouge, parmi elles, combien de pirates ? La pêche pirate est aussi obligatoirement liée aux trafics interlopes et au blanchiment d'argent, on apprécierait que nos États commencent à s'en occuper sérieusement avant que des terroristes ne mettent la main dessus... si ce n'est déjà fait ! La pêche INN a des impacts directs sur la quantité de thons rouges pouvant être capturée par les pêcheurs de l'Union, elle pénalise les pêcheurs qui agissent en toute légalité et dont les revenus dépendent de cette activité (les thoniers senneurs français de Méditerranée sont endettés pour 25 ans et leurs navires sont hypothéqués, raison de plus pour eux de ne pas tuer la ressource !). Diminuer le volume des captures sans combattre la pêche INN, instaurer un "moratoire" comme le réclament les écologistes, c'est les ruiner mais aussi donner une prime aux pira-

tes, aux gangs mafieux qui écumment la Méditerranée. Car la pêche pirate ne finira pas avec un moratoire, bien au contraire ! À tout le moins, la pêche INN ignore par définition les périodes d'ouverture et de fermeture de la pêche décrétée par la Cicta, elle saura tirer profit des efforts faits pour assurer la durabilité de la ressource par cette organisation et les institutions européennes.

Il n'est plus question d'utiliser l'avion pour repérer les thons

La Cicta, l'organisation responsable de la gestion de l'espèce (une "gestion catastrophique" selon Greenpeace) s'est réunie en séance plénière à Dubrovnik du 17 au 26 novembre 2006. Le plan adopté doit entrer en application le 1er janvier 2007 pour une durée de quinze ans. Il prévoit une réduction progressive des quotas annuels de pêche, de 32 000 tonnes aujourd'hui à 25 500 tonnes en 2010 (les scientifiques préconisaient 15 000 tonnes) ; un allongement significatif des périodes de fermeture, variable selon les modes de pêche, et une augmentation du poids minimal de la prise qui passe de 10 à 30 kg. Pour repérer les bancs de pêche, l'utilisation de l'avion est désormais bannie. L'accord prévoit tout un ensemble de dispositions visant à renforcer les inspections et les contrôles, aujourd'hui notoirement défectueux. Pour Joe Borg, Commissaire européen pour la Pêche, "Ces mesures sont indispensables pour la reconstitution du thon rouge, elle-même essentielle à la durabilité écologique, économique et sociale des pêcheries dont dépend leur avenir." Cet accord a reçu le soutien de toutes les Parties contractantes qui prennent part aux pêches concernées. Il prévoit aussi une extension importante des fermetures durant lesquelles les pêcheries de thon rouge seront interdites. Pour les grands palangriers pélagiques de plus de 24 mètres, du 1er juin au 31 décembre, pour les senneurs, du 1er juillet au 31 décembre, pour les canneurs, du 15 novembre au 15 mai, pour les chalutiers pélagiques, du 15 novembre au 15 mai, ainsi qu'une importante augmentation de la taille minimale autorisée de 10 à 30 Kg. Un schéma de contrôle global qui couvrira toutes les étapes de la chaîne, de la capture au marché, en pas-

Inspection des mailles du filet



Trouble in bluefin tuna paradise

boats, and they are often heavily in debt for many years." Some boats have been converted owing to the fact that driftnet and gill-net fishing have provoked the ire of ecology organizations, particularly Greenpeace. As a result, French and other EU fishermen have gained access to the "support available from structural funds" that was recommended by Emma Bonino, who was the member of the Santer Commission (1995-1999) responsible for fisheries and maritime affairs. Environmental groups have demanded that "the bluefin tuna fisheries in the Eastern Atlantic be closed immediately and that measures be taken to replenish and manage current stocks." If this is not done, "bluefin tuna in the Mediterranean and Eastern Atlantic will be threatened with extinction."

According to a recent WWF report, the catches realized by traditional fishermen in the Straits of Gibraltar have decreased by 80% over the past three years relative to the 1990s. "In the race to catch shrinking tuna stocks, industrial fleets are switching from traditional fishing grounds to the last breeding refuges in the eastern Mediterranean and Libyan waters," notes Roberto Milego Bregazzi, author of the report, which also states that unreported tuna catches are increasingly slaughtered and processed at sea before being transhipped on board enormous vessels destined for the lucrative Japanese market.

Meanwhile, Greenpeace has again called for "a moratorium on bluefin tuna fishing in the Mediterranean and the establishment of a network of marine reserves with a view to protecting 40% of this sea, thus allowing for the regeneration of fish stocks."

Environmental groups commit the fallacy of conflating illegal and legal fishing in a manner that places all tuna fishing operations on the same moral level, leading to a demand for a moratorium that would be detrimental to the EU as a whole. And what's more, environmentalists' view of the situation fails to take into account a complex worldwide social and global reality: genuine pirate fishing. Contrary to another idea put forward by environmental groups, it's not ICCAT's responsibility to "put a stop to this piracy" for the simple reason that this isn't their job and they in any

case lack the resources for a task of this magnitude. Moreover, intergovernmental though ICCAT may be, national inspectors, EU inspectors, customs officers and military personnel are not under ICCAT's command. Hence, the implementation of fishery management measures falls within the purview of national governments.

Pirate/IUU fishing

The "pirate fishing" that is denounced by environmentalists is actually called illegal, unreported and unregulated (IUU) fishing, although environmentalists withhold this legal and international definition from the general public. IUU bluefin tuna fishing is a problem of global scope that no moratorium can possibly eradicate, even if bluefin tuna completely disappear (since pirate fishermen would simply turn their attention to other emerging and commercializable species). According to recent UN reports, annual worldwide IUU captures are worth anywhere from USD 4 to 9 billion, account for nearly 30% of all catches and for nearly 50% of all bluefin tuna captures in the Mediterranean. This kind of fishing - which is the only kind that can be rightfully called pirate fishing - is a cross-border activity, one that exerts unsustainable pressure on fish stocks, marine flora and fauna, and marine habitats since it flaunts the tenets of good professional practice and distorts market mechanisms. IUU fishing also costs the world's most disadvantaged countries a great deal of money and compromises governance structures. This economic cost gives rise to substantial social pressures. IUU fishing has an impact on all of us, unaware of it though we may be. Despite the extensive efforts the international community has undertaken to eradicate IUU fishing, it still persists.

The OECD has put forward a program that is designed to undermine the main driver of IUU fishing: the quick profits earned by the pirates. The OECD feels that heavy fines would dissuade these pillagers, who are never held accountable for the environmental, social and economic consequences of their acts.

One of the characteristics of IUU fishing is that its "practitioners" never report their catches, which greatly complicates the task of fishery management, renders Eastern Atlantic stock assessments unreliable, and jeopardizes fishery sustainability. This



Le bateau de controle de l'Union Européenne va inspecter le thonier

means not only the resource itself, but also the economic and social sustainability of all the communities of the Mediterranean and Atlantic regions that depend on the fisheries for their livelihoods.

IUU fishing also jeopardizes maritime safety and security efforts, i.e. preventing accidents and mitigating their consequences (particularly when it comes to saving human lives and the fight against ocean pollution), and the fight against illegal activities such as contraband and drug trafficking, illegal immigration, piracy and terrorism.

According to a Greenpeace report, "working conditions on pirate boats are hazardous. The crew and fishermen come from developing countries, work under terrible conditions, and are paid a pittance. The boats themselves do not meet the required safety standards and the fishermen's low level of training constitutes a safety risk for the ship and its crew." This is worlds apart from the "ultramodern and extremely well equipped" boats that French crews work on (although environmental groups often find fault with this).

Another problem is that IUU fishing is facilitated by "flag of convenience" (FOC) fleets, which enable shipowners and fishing operators to carry out their activities under the laws of the country that provides the attendant ships. There are more than 250 bluefin tuna fishing fleets in the Mediterranean, of which an unknown number are IUU operators. Pirate fishing is inevitably associated with trafficking activities and money laundering, which EU countries are finally beginning to

pay serious attention to before the terrorists get the upper hand.

IUU fishing has a direct impact on the quality of bluefin tuna that EU fishermen catch, since it penalizes fishermen who obey the law and earn their livelihood from fishing (French Mediterranean purse seiner fishermen take out 25 year loans and their boats are mortgaged - which is all the more reason to prevent the extinction of the source of their livelihood). Any reduction in capture quotas without a concomitant fight against IUU fishing, in conjunction with implementation of the kind of moratorium environmental groups are demanding would not only result in the financial ruin of French fishermen but would also constitute a de facto subsidy for pirates and mafioso gangs in the Mediterranean. For the fact of the matters is that a moratorium would not eliminate pirate fishing - it would simply facilitate it.

And at any rate, by definition pirate fishermen blithely ignore the fishing periods defined by ICCAT and would surely find ways to profit from the efforts made by the organization and others like it to assure the sustainability of bluefin tuna stocks in the Mediterranean.

The use of aircraft to locate schools of tuna should be banned

At its general assembly meeting held in November of last year in Dubrovnik, ICCAT - which is responsible for the management of bluefin tuna stocks (and whose management performance Greenpeace characterizes as "catastrophic") - adopted a 15-

Thon rouge : l'Europe bleue broie du noir

sant par le débarquement, le transbordement et le transport aux cages. L'application d'un système international conjoint d'inspection qui, pour la toute première fois, permettra à une Partie contractante d'effectuer des inspections à bord des navires des autres Parties contractantes en haute mer, l'enregistrement de tous les navires et des madragues pêchant du thon rouge afin d'obtenir une idée précise de la capacité de pêche existante, ainsi que l'extension de l'interdiction d'utiliser des avions ou hélicoptères pour repérer les agrégations de thon rouge du mois de juin à toute l'année. L'interdiction, pour les senneurs, de transborder du thon rouge en mer. En outre, tous les débarquements de thon rouge vers des cages seront soumis à des obligations de notification préalable et à des mesures de contrôle strictes. La réglementation de la pêche récréative qui ne permettra désormais à chaque navire qu'un seul spécimen par sortie." Ces recommandations seront-elles observées ? La pêche illégale est estimée à près de la moitié du quota global et selon Alain Fontenau, chercheur à l'IRD (Institut de recherche pour le développement) " 95 % des bateaux de Méditerranée ne remettent même pas leur livre de bord à la Cicta. Le laxisme est généralisé." "On ne le dira plus, promet la Cicta : l'accord prévoit tout un ensemble de dispositions visant à renforcer les inspections et les contrôles, aujourd'hui notoirement défectueux". Ces recommandations suffiront-elles à sauver l'espèce ? "Non !" ont répondu en chœur les ministres de la pêche du Conseil de l'Union Européenne. Au terme de 36 heures de négociations marathon à Bruxelles, au petit matin du 21 décembre 2006, les ministres européens de la Pêche ont décidé de réduire les quotas de pêche de 18300 à 9400 tonnes par an, soit une diminution de 50 %. Abaisser les quotas de moitié, c'est précisément ce que demandait la communauté scientifique à la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique, réunie à Dubrovnik (Croatie) mi-novembre. "Heureuse surprise pour le thon rouge de Méditerranée !", s'est alors écrié Stéphan Beaucher, le chargé de campagne Océans de Greenpeace France. " Au final, la Cicta s'était contenté d'une malheureuse diminution de 15%, notamment sous la pression

européenne. Dans leur accord sur les quotas de pêche, les ministres de la Pêche des Etats membres de l'UE rattrapent donc la bêtise de Dubrovnik. Revirement inattendu mais tout à fait bienvenu ! " "Un revirement inattendu", qui sera un coup d'épée dans l'eau s'il n'est pas accompagné de mesures pour lutter efficacement contre la pêche pirate. En prend-on la direction ?

Surcapacité des flottes non communautaires

À qui vont profiter les 8 900 tonnes que les thoniers européens ne pêcheront pas, enfin sans doute pas, puisque les autorités européennes ont promis des contrôles renforcés ? En tentant de mettre fin à la surpêche des unités européennes, les ministres ont créé ... de nouvelles surcapacités de pêche. S'ils ne pêchent dans l'Atlantique, où nos pêcheurs européens iront-ils pêcher ? Le général Morillon, qui préside la commission de la pêche du parlement européen, est l'auteur d'un rapport parlementaire des plus instructifs. On y apprend qu'en septembre 2004, la Communauté européenne et les Seychelles ont paraphé le nouveau protocole fixant les conditions techniques et financières régissant la poursuite des activités de pêche des navires de la Communauté dans les eaux des Seychelles pour la période du 18 janvier 2005 au 17 janvier 2011. Le nouveau protocole octroie des possibilités de pêche pour 40 thoniers senneurs et 12 palangriers de surface provenant d'Espagne, du Portugal, d'Italie et de France (selon Mourad Kahoul, ces accords comme les autres, ne concernent pas les thoniers senneurs français de Méditerranée). La contrepartie financière est fixée à 4 125 000 euros par an, pour un total de 24 750 000 euros. La contrepartie financière sera utilisée à hauteur de 36% pour définir et mettre en oeuvre une politique sectorielle de la pêche aux Seychelles, visant à promouvoir une pêche responsable et durable dans leurs eaux. Le protocole ne mentionne pas particulièrement le développement des activités des populations locales dépendantes de la pêche." Oubli fâcheux ! Quelle garantie avons-nous que les pêcheurs des Seychelles n'iront pas pêcher le Thon rouge en Méditerranée ou ailleurs ? Ces accords ne ris-

quent-ils pas d'impacter une surcapacité de pêche aux Seychelles ? Et puis, comme le relève le patron des thoniers senneurs du golfe du Lion, Mourad Kahoul, "un plan de récupération sur 15 ans est une chimère si on laisse les pays non communautaires construire des navires". Sa remarque ne vaut pas que pour les pays méditerranéens. On espère qu'ils ne le feront pas avec l'argent de l'Europe ! La Commission européenne négocie, au nom de l'Union, des accords bilatéraux de pêche avec des pays tiers. À ce jour, la Commission a conclu plus d'une vingtaine d'accords de ce type (Angola - Comores - Côte d'Ivoire - Gabon - Gambie - Groenland - République de Guinée - Guinée-Bissau - Guinée équatoriale - Kiribati - Madagascar - Maroc - Maurice -

de 8 centimes le kg... Qui dit moins ? Parfois, ces accords ne sont pas non plus sans conséquences sur la politique étrangère des États de l'Union. Comme cet accord de partenariat conclu avec le Maroc dans le secteur de la pêche qui comprend des eaux situées au large du Sahara occidental, signé mercredi 26 juillet 2006, malgré les protestations de la Suède, qui ne le reconnaît pas. En effet, l'accord inclut de riches eaux au large de la côte du Sahara occidental, dans une ancienne colonie espagnole annexée par le Maroc, en 1975, une zone revendiquée par le Front Polisario qui demande son indépendance à travers un référendum d'autodétermination ! Affaire à suivre. Pendant que la Commission européenne s'affaire à conclure des accords de partenariat dans le



Pêche à la Salabarde

Mauritanie - Mozambique - São Tomé e Príncipe - Sénégal - Seychelles - Îles Feroe - Islande - Norvège). En raison de sa compétence exclusive en matière de pêche, l'Union Européenne est habilitée à contracter des engagements internationaux avec des pays tiers ou avec d'autres organisations internationales. En général, ces accords privilégient la méthode du partenariat et mettent l'accent sur la promotion de la pêche durable et ne désintéressent pas des populations locales. On reste aussi perplexe devant certains accords, comme celui conclu avec le Mozambique pour une période de 4 ans, effectif depuis janvier 2004, en contrepartie d'un droit de pêche de 8 000 tonnes de thons par an, l'UE lui alloue une rente annuelle de 600 000 euros, soit la modique somme de 75 euros la tonne. Autrement dit, moins

monde entier, on voit les investissements privés se multiplier. Simple coïncidence ? "Le développement du secteur du traitement des produits de mer (seafood) va s'accélérer en 2007, avec l'arrivée de nouveaux opérateurs et l'extension des activités de ceux déjà sur place" affirme à ses lecteurs le quotidien "L'Express de Madagascar". "Une quinzaine de bateaux de pêche, opérant dans les eaux du Sri Lanka, des Philippines et de l'Océan Indien alimenteront l'usine en matières premières, environ 70 tonnes de poisson - thon, marlin, espadon entre autres - seront traitées quotidiennement dans cette usine. L'équivalent de près de 135 millions d'euros sont investies dans le secteur du traitement des produits de la mer, avec la création de quelque 800 emplois." Peut-on gérer les ressources halieuti-

Trouble in bluefin tuna paradise

year plan that came into force on January 1, 2007 and calls for the following: progressive reductions of annual fishing quotas from the current level of 32,000 tons to 25,500 tons in 2010 (although experts advocate a reduction to 15,000 tons); significant extension of fishery closing periods, which will vary according to the type of fishing involved; raising the minimum catch weight from 10 to 30 kg; a total ban on the use of aircraft to locate schools of fish; and a series of measures aimed at strengthening inspections, which have been notoriously deficient up till now.

EU Fisheries Commissioner Joe Borg said this about the agreement: "These measures are indispensable for the replenishment of bluefin tuna, which itself is essential for the ecological, economic and social sustainability of the fisheries on which the survival of bluefin tuna depends." This agreement was endorsed by all the parties to it that are involved in the fishing activities concerned. As mentioned above, the agreement also calls for a significant extension of the periods during which bluefin tuna fishers will be prohibited, as follows: from June 1-December 31 for longliners exceeding 24 meters in length; July 1-December 31 for purse seiners; November 15-May 15 for tuna clippers; November 15-May 15 for trawlers; plus a substantial increase in the minimum catch weight, from 10 to 30 kg. These regulations encompass all stages in the process, from capture to market, including landing, transshipment and transport in cages. This will institute a joint international inspection system that for the first time will allow for the following: one contractual party will be able to inspect all other contractual parties' vessels on the open sea; mandatory registration of all vessels and madrague boats that catch bluefin tuna, so that the exact capacity of current fishing can be determined; the ban on the use of aircraft to locate schools of tuna will now apply to the entire year rather than just the month of June as was heretofore the case; purse seiners will be prohibited from transshipping bluefin tuna on the open sea; all bluefin tuna that are destined for fattening cages will be subject to stringent advance reporting requirements and strict controls; deep-sea fishermen will be allowed one species per trip."

Will these recommendations be followed? According to Alain Fontenau, a researcher at IRD (Institut de recherche pour le développement), "95 percent of the vessels on the Mediterranean don't even submit their logbooks to ICCAT. The laxness is ubiquitous."

To which ICCAT responds: "No one will say this anymore. The agreement calls for a whole series of measures aimed at strengthening inspections and controls, which are egregiously lacking at present."

Will these recommendations be enough to save Mediterranean and Atlantic bluefin tuna from extinction? "Absolutely not," says the EU Fisheries Council, with one voice. Early in the morning of December 21, 2006, following a marathon 36 hour negotiating session in Brussels, the EU Fisheries Council decided to reduce annual bluefin tuna quotas by 50 percent, from 18,300 to 9400 tons. Cutting the quotas in half was exactly what the scientific community had wanted ICCAT to do at their mid-November meeting in order to save Atlantic tuna from extinction. "A pleasant surprise for Mediterranean bluefin tuna," said Stéphan Beaucher, head of the Greenpeace France Oceans campaign. "In the end, ICCAT confi-

ned itself to a piddling reduction of only 15 percent, mainly owing to European pressure. Hence the EU Fisheries Council's agreement on fishing quotas makes up for their blunder in Dubrovnik. An unexpected but oh so welcome turn of events. "An unexpected turn of events" that will end up being much ado about nothing unless it is accompanied by effective anti-piracy measures. But, will this be done?

Overcapacity of non-EU fleets

Which stakeholders will benefit from the 8900 tons that European tuna fishermen won't be catching - undoubtedly not since European authorities have vowed to strengthen their controls? In their efforts to put an end to the overfishing of European waters, the EU Fisheries Council simply created new fishing overcapacity. If European fishermen don't fish in the Atlantic, where are they supposed to fish? Philippe Morillon, who is chairman of the EU's PECH Committee on Fisheries, has written a highly instructive parliamentary report which states that in September 2004 the EU and the Seychelles signed a new protocol that defined the technical and financial conditions governing fishing activities by

Community vessels in the waters of the Seychelles for the years 2005-2011. The document grants fishing rights to 40 purse seiners and 12 longliners from Spain, Portugal, Italy and France (according to Mourad Kahoul, this agreement, like many others, does not apply to French purse seiners in the Mediterranean). The charge for this authorization is 4,125,000 per year, amounting to a total of 24,750,000 for the term of the agreement. 36 percent of these funds will be used to define and implement a sector-based policy for Seychelles fishing, with a view to promoting responsible and sustainable fishing in the region. Notably, the protocol makes no mention of developing activities on the part of local populations that depend on fishing for their livelihoods."

An egregious omission indeed! What guarantee do we have that Seychelles fishermen won't catch bluefin tuna in the Mediterranean or elsewhere? Isn't there a very real possibility that this agreement will precipitate fishing overcapacity in the Seychelles? Moreover, according to Union of Mediterranean Tuna Fishermen president Mourad Kahoul, "A 15 year recovery plan is nothing but a mirage if we let non-EU countries build new vessels." Mr. Kahoul's comment applies to regions outside the Mediterranean as well. Let's hope they don't build those boats with European money.

The EU has negotiated over 20 bilateral fishing agreements with the following Third Countries: Angola - Comores - Ivory Coast - Gabon - Gambia - Greenland - Guinea - Guinea-Bissau - Equatorial Guinea - Kiribati - Madagascar - Morocco - Maurice - Mauritania - Mozambique - São Tomé e Príncipe - Senegal - Seychelles - Faroe Islands - Norway; and more are in the pipeline.

Owing to its exclusive competence in fishing related matters, the EU is entitled to enter into international agreements with Third Countries or with international organizations. These agreements generally take a partnership approach and emphasize the promotion of sustainable fishing and do not leave local populations in the lurch.

But some of the agreements are perplexing - such as the one that was concluded with Mozambique for 2004-2008 that allows for 8000 tons of tuna landings annually for which the EU char-

Au milieu du banc de thons - Photos Gavin Newman - Greenpeace



Thon rouge : l'Europe bleue broie du noir

ques sans une politique d'ensemble, sans prêter attention aux répercussions de sa politique chez les voisins ? Quels seront les impacts du "développement du secteur" dans la gestion des ressources ?

Les thoniers senners de Méditerranée sont mécontents

Autres sujets de mécontentement pour les thoniers senners, "la réduction des quotas pour les entreprises communautaires (pour 4 ans) alors qu'ils sont augmentés pour les pays tiers, sans explications." Par ailleurs, si la Cicta relève la taille minimale des captures à 30 kg, il y a des exceptions ("6,4 kg, 8 kg, 10 kg et 30 kg" selon Mourad Kahoul). Au cours du briefing technique organisé à l'attention de la presse régionale par la Représentation de la Commission Européenne à Marseille, le 18 décembre 2006, veille du Conseil des ministres de l'Union européenne, Aaronne Spezzani de l'Unité "Inspection Pêche", les a justifiées par la nécessité de préserver les pêches "traditionnelles et artisanales." Espérons que la pêche pirate ne fasse pas partie de ces catégories ! D'autres personnalités ont fait le point avec des représentants de la presse : Mireille Thom, porte-parole du Commissaire Borg, Cesar Deben Alfonso, directeur de la "Politique externe et marchés", François Théret, de l'unité "Conservation des ressources de pêche et questions environnementales". Qu'en est-il des opérations de transbordement en mer qui permettent d'écouler sur le marché des poissons pêchés illégalement en échappant pratiquement à tout contrôle ? Les pêcheurs français s'étonnent que "les transbordements en haute mer soient encore autorisés pour les bateaux non communautaires". Ne privent-ils pas la Cicta de toute possibilité de suivi des captures réalisées par les flottes asiatiques ? "Ce dossier concerne des navires japonais et russes", précise M. Spezzani. Il est suivi avec attention par la Commission européenne ; ces transbordements relèvent d'un règlement de la Cicta et une solution devrait être trouvée à l'ONU." En attendant, la Commission européenne incite tous les États riverains de la Méditerranée à étendre leur ZEE, Zone d'exclusivité économique dite des 200 milles marins régie par la Convention des Nations

Unies sur le droit de la mer (Convention dite de Montego Bay, signée le 10 décembre 1982). Cette convention donne à l'État côtier des droits souverains qui facilitent la surveillance et le contrôle des activités maritimes.

Les pêcheurs dénoncent le déficit démocratique

Les thoniers senners de Méditerranée dénoncent le "manque de démocratie dans le processus décisionnel, notamment au niveau communautaire". Faut-il voir dans cette critique une dénonciation de la toute puissance du Conseil des ministres de la Pêche de l'Union Européenne... et du rôle mineur du parlement européen, bien souvent réduit à celui d'une chambre d'enregistrement ? On en

l'instance communautaire dans laquelle sont discutées, contestées et finalement approuvées à la majorité qualifiée les principales décisions en matière de PCP (Politique Commune de la Pêche). Pour l'anecdote, la PCP trouve son origine dans le Traité de Rome dont on célèbre le 50e anniversaire en cette année 2007. Avec ce traité, le marché commun s'applique aussi aux produits de la pêche. Le Conseil des ministres de la Pêche se réunit trois fois par an et dispose de pouvoir qui évoquent des formes d'administration directe (mise sous tutelle), contrairement à la mise en œuvre des autres politiques communautaires, il a seulement l'obligation de consulter le Parlement européen. Il légifère par la voie du règlement communautaire directement applicable dans les États

sement acquis à l'issue de longues heures de négociation, il arrive que la "clientèle" fasse les frais des d'arrangements entre États. La chambre des représentants des États n'ayant pas pour habitude de tenir les minutes de ses séances, la "clientèle" ne connaît pas le vote de son ministre qui met, cela va de soi, tout sur le dos de Bruxelles et de cette "maudite Europe." Les Européens possèdent la première façade maritime du monde. C'est à eux que revient la responsabilité de gérer les ressources halieutiques d'une grande partie de l'humanité. En matière de pêche, la formulation de la loi et son vote échappent totalement aux représentants élus des citoyens, les députés européens ne sont que consultés. Les parlements nationaux sont sous tutelle, tandis que les institutions font la part belle aux représentants des États et leur exécutif. Nous en sommes encore au stade de la démocratie participative dont la principale vertu est de sensibiliser les acteurs et le public à la surexploitation des océans, et de nous alerter sur les inquiétudes des experts sur l'avenir de la pêche. Les estimations les plus pessimistes, publiées dans la célèbre revue américaine Science, parlent de l'épuisement des ressources halieutiques à l'horizon 2050. "Pourtant, des données montrent aussi qu'il est possible d'inverser les tendances actuelles avant qu'il ne soit trop tard", estiment les auteurs européens et américains de l'étude, déplorant toutefois "que seul 1% des océans soit protégé actuellement" (Greenpeace exige 40%). Les instances politiques nationales et internationales, Nations Unies ou OCDE, ont toujours repoussé la mise en place de mesures de protection à plus tard, invoquant systématiquement qu'un flou scientifique persistait. Là, ce nouveau rapport est sans appel. Vaut-on attendre, à l'instar de la morue, que les espèces des grands fonds et le thon rouge aient disparu de la planète ? Pour la Française Aurèle Clémencin de la campagne Océan de Greenpeace, "Il est temps que les discussions se transforment en action politique à court terme avec des moratoires sur la pêche des espèces les plus menacées et à long terme avec la mise en place de réserves marines". À l'évidence, les ministres du Conseil de la Pêche de l'Union Européenne ne sont pas restés sourds aux signaux



Prise d'environ 300 tonnes

avait déjà un aperçu de son rôle avec le rapport parlementaire du général Morillon à la Commission sur les accords conclus entre l'Union européenne et les Seychelles, qui stipule : "Le Parlement est consulté un an après que l'accord a été paraphé. Pendant cette période, on peut supposer que les navires européens ont continué de pêcher dans les eaux des Seychelles selon les modalités convenues entre les deux parties. La consultation du Parlement est donc grotesque. Le Parlement n'a pas reçu d'évaluation de l'accord antérieur venu à expiration en janvier 2005 et n'a pas été informé du mandat de négociation que le Conseil est censé avoir donné à la Commission, n'a pas non plus été tenu informé du déroulement des négociations." Le Conseil des ministres de la Pêche reste

membres, pour la démocratie, on fait beaucoup mieux. Tout n'est pas à rejeter pour autant. La PCP prouve que l'intégration européenne n'est plus seulement une affaire d'experts mettant leur expérience en commun. Elle s'inscrit dans le cadre de la démocratie participative qui permet aux acteurs sociaux de s'exprimer, acteurs qui sont en l'occurrence, les pêcheurs bien sûr, mais aussi les industriels de la transformation, les consommateurs et les défenseurs de l'environnement. Cette forme de démocratie a le mérite de susciter le dialogue mais elle possède aussi ses limites, celles que lui imposent les ministres du Conseil de la Pêche de l'Union Européenne. Ces ministres en exercice fonctionnent dans leur pays sur le mode du clientélisme, alors qu'à Bruxelles avec leur art du compromis, souvent laborieu-

Trouble in bluefin tuna paradise

ges a piddling €75 per ton (€600,000 per year), or 8 euro-cents per kg.

Another problem is that some of these agreements have foreign policy repercussions for EU Member States. Take for example the 2006 fisheries agreement concluded with Morocco (and objected to by Sweden, which does not recognize it) that applies to the waters off the coast of West Africa. These rich waters are located off the coast of a former Spanish colony that was annexed by Morocco in 1975 and for which the Polisario Front is demanding independence via a referendum.

As the EU busies itself concluding partnership agreements with all and sundry, private investments continue to mount. Could this be a mere coincidence? According to the daily newspaper L'Express de Madagascar, "Growth in the seafood processing sector is set to accelerate in 2007 with the advent of new operators on the market and the expansion of current activities." "15" fishing boats operating in the coastal waters of Sri Lanka and the Philippines, as well as in the Indian Ocean, will supply the factory with raw materials to the tune of some 70 tons of tuna, marlin, swordfish and other species that will be processed daily in the factory. The equivalent of nearly 135 million has been invested in the seafood industry,

resulting in the creation of some 800 new jobs." Can fishery resources be managed in the absence of an overarching policy and without taking into account the impact of fishery policies on neighboring countries? What impact will "growth in the seafood processing sector" have on fisheries management in the coming years?

Mediterranean purse seiner fishermen are unhappy

Another source of discontent amongst Mediterranean purse seiner fishermen is "the reduction of quotas for EU operators for a period of four years, while at the same time the quotas are being upped for Third Countries - and no reasons for this have been provided." On the other hand, even if ICCAT raises the minimum captures to 30 kg, there are still exceptions, namely "6.4 kg, 8 kg, 10 kg and 30 kg" according to Mourad Kahoul.

During a press briefing held by representatives of the European Commission for regional media in Marseilles in December 2006 on the eve of the Council of Ministers meeting, Aronne Spezzani of the Fisheries Inspection division claimed that the aforementioned exceptions are needed in order to preserve "traditional and artisanal" fishing. We can only hope that pirate fishing doesn't fall into this category.

Other key figures also briefed the press during the briefing: Mireille Thom, Commissioner Borg's spokesperson; Cesar Deben Alfonso, director of External policy and markets; and François Théret from the Fish resources conservation and environmental matters unit.

How about transshipment operations on the open sea that allow fish to be marketed illegally and circumvent virtually all regulation? French fishermen are upset about the fact that "non-EU vessels are still permitted to realize transshipments on the open sea." Don't these operations make it virtually impossible for ICCAT to monitor captures realized by Asian fleets? "This is a matter that falls within the purview of the Japanese and Russian navies and is being closely monitored by the European Commission," notes Mr. Spezzani. "These transshipments are realized subject to ICCAT regu-

lations and a solution will need to be found at the UN level."

In the meantime, the European Commission has called on all Mediterranean countries to extend their economic exclusivity zones (EEZ), i.e. the 200 nautical miles governed by the 1982 United Nations Convention on the Law of the Sea (also called the Montego Bay Convention) which grants countries with seacoasts sovereign rights over their coastal waters, thus facilitating the regulation of maritime activities.

Fishermen denounce the lack of democracy

Mediterranean tuna purse seiner fishermen have denounced "the lack of democracy in the decision-making process, particularly at the EU level."

Does this mean that the fishermen disapprove of (a) the EU Fisheries Council having any power at all and (b) the marginal role played by the European Parliament, which is often little more than a rubber stamp? This subordinate role is underscored by the parliamentary report by PECH Committee chair Philippe Morillon on the EU's agreement with the Seychelles, which says, "The Parliament was consulted one year after the agreement was signed. Presumably European fishing vessels continued to fish in Seychelles waters during this period, pursuant to the terms and conditions defined by the two parties. Hence "consultation" with the European parliament is a joke. The Parliament did not receive an evaluation of the prior agreement, which expired in January 2005, and was not told about the mandate to negotiate that the Council is alleged to have granted the Commission. Nor was the Parliament informed about the progress of the negotiations."

The EU Fisheries Council is still the community organ where the main decisions concerning Community fisheries policy are discussed, contested, and ultimately approved by a majority vote. It is interesting to note in passing that Community fisheries policy originated with the Treaty of Rome, whose 50th anniversary will be celebrated this year. It was through this treaty that the Common Market first got involved in the seafood products domain.

The EU Fisheries Council, which meets three times per year, has what are essentially direct admini-

strative powers (subject to oversight), and unlike the implementation modalities for other European policies, the Council is only required to consult the European Parliament. Legislation adopted by the Council is directly applicable to Member States, which is not an optimally democratic process. However, the baby should not be thrown out with the bathwater in this case. Community fisheries policy clearly shows that European integration is no longer left to experts who pool their experience. The policy is rooted in a participatory democratic process that gives all stakeholders the opportunity to express their views, and this of course includes the fishermen themselves, but also seafood processors, consumers, and environmentalists.

This kind of democracy is positive in that it promotes dialogue, but it also has its limits, namely those that are imposed by the members of the EU Fisheries Council. These individuals exercise their functions in their home countries in clientism mode, whereas back in Brussels mastery of the art of compromise is indispensable and is often learned through long hours of arduous negotiations that often result in the "clientele" paying the price of the back-room deals that are struck between Member States. Inasmuch as the European Parliament does not keep minutes of its sessions, its "clientele" does not know how its minister voted, since needless to say the buck is passed to Brussels and this "accursed Europe."

Europeans possess the lion's share of the world's maritime resources, and thus it falls to them to manage a substantial share of humanity's fishery resources. But unfortunately, the democratically elected members of the European Parliament are merely consulted on fishing policy and have no real say in its formulation. As for the national parliaments, they are subject to European oversight, whereas national institutions cozy up to government representatives and their executive bodies.

Hence participatory democracy is still at the stage where its main virtue is that it raises awareness among the relevant stakeholders as well as the general public concerning overfishing, and alerts us to experts' concerns regarding the future of the fishing sector. According to the gloomiest predictions (publi-



Thon rouge : l'Europe bleue broie du noir

d'alarme des scientifiques, encore faut-il que les mesures adoptées pour la restauration du stock Est soient respectées par tous. Le seront-ils ? Les États prendront-ils leurs responsabilités et se donneront-ils les moyens d'intervenir contre des dangers et des trafics en tous genres qui menacent les ressources halieutiques et notre sécurité ? Dans les zones couvertes par le dernier accord des ministres du Conseil de la Pêche de l'UE, la pêche fait vivre 500 000 personnes ; l'activité et la vitalité économique en dépendent. Le thon rouge ne représente qu'un aspect de la surexploitation des ressources, d'autant plus qu'il est devenu un poisson de luxe dont on rationne la consommation par le prix. Ce n'est pas des espèces comme le thon rouge qui constituent la nourriture de base de 2 milliards de personnes, vivant pour une majorité en Asie, qui se nourrissent principalement de poissons et déplacent leurs zones de pêche, sans se préoccuper du renouvellement des espèces. Il y a là, manifestement, une grave menace de pénurie qui plane comme l'épée de Damoclès. Grâce à ses millions de kilomètres carrés de zones économiques exclusives qui s'étendent sur tous les océans et mers de la planète, l'Union européenne représente à n'en pas douter la première façade maritime du monde, devant les États-Unis. De plus en plus, on viendra piller sans vergogne les richesses halieutiques qui sont sous sa responsabilité. Il serait temps que les Européens traitent réellement du problème, dans l'intérêt de l'humanité. "Prévention - dissuasion - éducation - représen-

sion, garde-côtes européens, exploitants-gestionnaires" seraient les maîtres mots d'une politique responsable et digne de ce nom.

LE VOCABULAIRE DU THON ROUGE La madrague

La madrague est une technique de pêche au thon rouge traditionnelle en Méditerranée qui se pratique encore au printemps et en été, notamment au large des côtes de Sicile et de Tunisie. Elle consiste à piéger des bancs de poissons au cours de leurs migrations le long des côtes. Les pêcheurs disposent des filets de grandes dimensions, ancrés au fond et retenus en surface par des flotteurs, de manière à former un piège et à diriger les thons vers la "chambre de mort". Lorsque des poissons sont pris, des bateaux viennent se placer tout autour de la chambre de mort, puis les filets sont relevés progressivement de manière à resserrer les thons sur quelques mètres carrés et la mise à mort (matanza en italien) intervient.

Les filets dérivants

Il s'agit de filets flottants de très grande longueur (plusieurs kilomètres) dont les mailles ont été élargies pour capturer les espèces de grande taille comme les thons. Très efficaces mais ils ne permettent pas une pêche sélective car ils capturent aussi d'autres espèces comme les dauphins, les tortues, les oiseaux. Aujourd'hui, des dispositifs effi-

caces à 80% permettent d'éloigner les dauphins. La pêche aux thonidés à l'aide de filets dérivants (ou filets maillants) a été interdite par l'Union Européenne à compter du 1er janvier 2002 ; sous la pression des élus, une petite activité à été maintenue le long de nos côtes pour des artisans qui pratiquent encore ce genre de pêche, dite à la "thonaille".

La senne

La pêche à la senne est utilisée majoritairement sous les tropiques par les flottilles de thoniers-senneurs congélateurs, de puissantes vedettes de 50 à 70 mètres munies de moteurs de 4 000 cv. et qui filent à 16 nœuds, équipées pour détecter les bancs de thons grâce à de l'électronique, des nids de pie et des hélicoptères. La senne utilisée est un filet gigantesque largué en arc de cercle autour du bateau. L'encercllement et la capture dure en général plus d'une heure. S'il n'est pas destiné aux fermes d'embouche, le filet est maintenu à l'eau et les poissons sont récupérés à l'aide d'une grande épuisette manœuvrée par un palan que l'on appelle la salabarde. Les poissons sont alors immédiatement congelés dans les cales du bateau. La manœuvre dure jusqu'à 15 heures.

Les appâts vivants

Cette pêche inventée au Portugal en 1926, reprise et développée en Californie avant de revenir en Europe dans les années 1950, notamment au Pays Basque, consiste à capturer et à conserver vivants de petits poissons tels que des sardines ou des anchois, que l'on utilisera comme appâts après avoir repéré les thons qu'on pêche à la canne. Le but est d'attirer le thon rouge le plus près du bateau et de l'y maintenir en lançant des sardines ou des anchois vivants. Pour ferrer leurs proies, les "canniers" mêlent à leurs appâts des hameçons au bout de lignes. Pour simuler le frémissement des sardines et les dissimuler à la vue des thons, les pêcheurs aspergent la surface de la mer avec des jets d'eau. Les thons excités deviennent plus faciles à attraper. La pêche à la canne tend à disparaître en France, mais reste pratiquée en Afrique ou dans les pays du Pacifique qui disposent de grandes ressources en appâts vivants.

La ligne

Cette technique de pêche fut très utilisée par les pêcheurs du Pays Basque. Elle consiste à traîner des lignes, comme le nom l'indique, dans des zones reconnues à plusieurs signes: le bouillonnement de la surface du aux mouvements des thons lors de leurs chasses aux sardines ; le claquement du sillage de thons dans les vagues ; des surfaces de la mer qui ressemblent à tâches d'huile, le banc de thons serrés en surface freinant le clapot de la mer.

Élevage

L'élevage de thon se développe même s'il s'agit en fait d'engraisser des poissons collectés lors des saisons de pêche pour ensuite les vendre sur le marché japonais. Ce sont les Japonais qui ont réalisé le premier pas en essayant l'engraisement de thon rouge il y a plus d'une vingtaine d'années. Les thons "de plus en plus juvéniles"(reproche adressé par le Syndicat des Thoniers Méditerranéens présidé par le Français Mourad Kahoul), sont capturés puis installés dans des cages circulaires de 200 000 m3 et nourris avec des poissons fourrages (sardines, maquereaux). Les jeunes thons ont des performances d'engraisement importantes avec une croissance de 5 kg par mois au cours de l'été, jusqu'à ce qu'ils atteignent des poids de 30 à 70 kg. Ils sont maintenus dans des cages dont la densité est de 2 à 4 kg par m3. On rencontre ces fermes d'engraisement ("d'embouche") sur le pourtour du bassin méditerranéen : Citons à titre d'exemple : Espagne, Croatie, Malte, Maroc, Italie, Turquie, Chypre, Tunisie...

Sushi

Poisson cru

Sashimi

Poisson sur riz avec un peu de wasabi (moutarde assez relevée du pays du soleil levant).

Un suprême toro

La ventrèche du thon, à base d'huile d'olive, d'oignons pourra atterrir dans certaines assiettes à 450 € le kilo et un excellent maguro (le cœur du filet) à 230€ ...

Mise en place de la poche



Trouble in bluefin tuna paradise

shed in the prestigious American journal *Science*), fishery resources will be exhausted by 2050. "However, the data also shows that the current trends can be reversed before it is too late" note the European and American authors of the study, who nonetheless deplore the fact that "only 1 percent of the world's oceans are currently protected" (Greenpeace advocates protecting 40 percent).

For years now, national and international policymaking organizations, as well as the UN and OECD, have been postponing the implementation of measures on the grounds that the scientific data is inconclusive. But the conclusions of the Science latest report are unequivocal. Are we going to wait (as happened with cod) until bluefin tuna and other ocean species become extinct?

According to Frenchwoman Aurèle Clémencin of the Greenpeace Oceans campaign, "The time has come for talk to be translated into short term policy action involving moratoriums on captures of the most threatened species, and in the long term, the establishment of marine reserves."

Apparently the EU Fisheries Council has not turned a deaf ear to scientists' warnings, and thus it is all the more important that the stock restoration measures for the Eastern Atlantic be adhered to by all concerned. But will they be? Will the countries concerned assume their responsibilities by arming themselves with the instruments they need to fight the various threats to fish stocks, including the trafficking of all types that threatens fish resources and our security?

500,000 persons whose livelihood depends on fishing live in the area are covered by the most recent agreement adopted by the EU Fisheries Council - which means that a great deal is at stake here. The bluefin tuna problem is only one dimension of the present overfishing crisis, and all the more so since it has become a luxury product that is rationed by its steep price. The fact of the matter is that species such as bluefin tuna are not a staple for two billion people, most of them Asians whose main source of food is fish and who shift from one fishery to another without giving a thought to species renewal. Hence this clearly constitutes a serious risk of poverty that threatens the planet like a sword of Damocles.

Thanks to its millions of square kilometers of exclusive economic zones which extend to all seas on the planet, European nations possesses more of the world's maritime resources than any other region, including the US. But increasingly, outsiders are unscrupulously pillaging these resources, which are under Europe's stewardship. It is high time that Europeans began addressing this issue seriously, for resolving it will serve the interests of people everywhere.

"Prevention, dissuasion, education, repression," European coast guards, and owner operators would be the key words of a European policy that is worthy of being called "responsible."

BLUEFIN TUNA GLOSSARY Madrague (pound net) fishing

Madrague fishing is a traditional Mediterranean bluefin tuna fishing technique which is still realized in spring and summer mainly off the coasts of Sicily and Tunisia. It involves trapping schools of fish during their migration along the coast. The fishermen use extremely large nets that are anchored to the seabed and that are kept on the surface by floaters, thus forming a trap and directing the tuna to their "death chamber." Boats then encircle the nets, which are then raised in stages in such a way that the fish are squeezed into a very small area, whereupon they are killed (known as "matanza" in Italian).

Driftnets

These are floating nets that are several kilometers long and whose mesh has been enlarged to allow for the capture of larger species such as tuna. Although these nets are very efficient, they

do not allow for selective fishing since they also trap dolphins, turtles and birds. Today's methods allow for successful removal of 80 percent of the animals that are caught in these nets. Tuna fishing using driftnets (or gillnets) has been prohibited in the EU since January 1, 2002, although pressure on EU officials has allowed for the continuation of a small amount of fishing along the French Mediterranean coast for artisanal fishermen who still practice this technique.

Purse seining

Purse seine fishing is mainly realized in tropical regions by fleets of tuna boats equipped with freezers. The boats are 50-70 meters long, have 4000 hp engines, achieve speeds of up to 16 knots, and detect schools of tuna using electronic equipment, crows nests and helicopters. Purse seine nets are very large nets that are deployed in a circle around the boat. The process of encirclement and capture generally takes more than an hour. If the fish are not destined for tuna ranches, the net is kept in the water and the fish are retrieved using a large dip net that is controlled by a tackle. The fish are then frozen immediately in the ship's holds. This entire process takes up to 15 hours.

Live bait fishing

This type of fishing was invented in Portugal in 1926, and was adopted and refined by California fishermen before returning to Europe in the 1950s, chiefly in Spain's Basque region. Live bait fishing involves capturing small fish such as sardines and anchovies and keeping them alive for use as bluefin tuna bait, which are caught with fishing rods. The goal is to lure the bluefin tuna as close to the boat as possible and then keep them there by throwing live sardines and anchovies

into the water. The fishermen catch the fish via hooks that are attached to the ends of the lines and are mixed in with the bait. The fishermen spray jets of water into the sea to simulate the wriggling of sardines and prevent the tuna from seeing them. The consequent stimulation of the tuna makes them easier to catch.

Rod fishing is dying out in France but is still practiced in Africa and in the Pacific where fish for live bait are plentiful.

Line fishing

This technique, which was at one time widely used by Basque fishermen, involves (as the name suggests) dragging lines in areas where the following phenomena are observed: surface bubbling indicating that the tuna are chasing sardines; the sound of the wake of swimming tuna in the waves; areas of the water that look like oil slicks; schools of tuna tightly packed together on the surface such that they suppress the lapping of the water.

Fish farming

Fish farming is practiced primarily in order to fatten fish captured during the fishing season so that they can be sold on the Japanese market. The Japanese began using this method two decades ago to fatten bluefin tuna. Tuna "of an increasingly young age" (an allegation made by the Union of Mediterranean Tuna Fishermen, whose president is Mourad Kahoul) are captured and are then transferred to 200,000 cubic meter circular cages where they are fed sardines and mackerels. The young tuna fatten at a rapid clip (five kilos per month during the summer), achieving weights ranging from 30 to 70 kg. The density of the tuna in the cages is 2-4 kg per cubic meter. Fattening farms are found along the Mediterranean coastline.

Sushi:

Raw fish.

Sashimi:

Raw fish placed on rice with a small dab of wasabi (relatively spicy Japanese mustard).

Tuna ventreche

A dish prepared with olive oil and onions, fetches up to €450 per kilo in some settings, and a high quality maguro (heart of the tuna file) sells for up to €230 per kilo.

Pêche à la canne



L'Algérie, un potentiel économique pour la région

L'Algérie, nouveau pôle économique pour la France notamment pour Marseille, compte tenu des valeurs partagées et de la proximité géographique, saura-t-elle convaincre les entrepreneurs français d'avoir une meilleure vision d'investissements et de partenariats avec elle ? C'était l'enjeu de la soirée du 13 novembre au club World Trade Center, intitulée "L'Algérie, quelles opportunités pour les entreprises françaises?"

L'Algérie s'est ouverte à l'économie mondiale en 1994 lors de l'accord de rééchelonnement de la dette signée avec le FMI et du plan d'ajustement structurel avec la Banque mondiale. L'accumulation de recettes pétrolières et la saine gestion des finances publiques a permis à rembourser cette dette. La Russie a même annulé la dette algérienne d'un montant de 4,7 milliards de dollars en échange d'achats de biens russes, dont des avions de combat selon un accord signé lors de la visite à Alger de Vladimir Poutine. L'Algérie a comptabilisé dans les 9 premiers mois de l'année 2006, 40 milliards de dollars de recettes pétrolières. Elle a bénéficié de la forte progression des prix du pétrole sur le marché international et prévoit même un équilibre de l'offre et de la demande pétrolière en 2007 pour "modérer" les prix. Même si le marché de l'hydrocarbure contribue au développement de l'Algérie, l'émergence d'une industrie durable et favorable a permis une stabilisation politique. Depuis les années 90 et en particulier depuis la chute du mur de Berlin, elle est sortie d'une économie de type planifié (socialisme d'Etat) pour se diriger vers une économie de marché, avec l'appui des puissances européennes et occidentales. Même si l'Algérie a réglé sa dette rééchelonnée, elle entame néanmoins le remboursement anticipé de sa dette extérieure qui s'élève à 5 milliards de dollars. Cette remise à niveau a favorisé la reprise de la croissance (5,1% en 2005) et la multiplication des réformes structurelles.

Une ouverture mondiale fortement désirée mais bloquée par des obstacles

La plus grande consécration des efforts de l'Algérie serait son entrée à l'OMC. Le processus est déjà amorcé avec l'accord d'association avec l'Union Européenne. Cet accord de zone de libre-échange est une approche vers le démantèlement des droits de douane entre l'Union Européenne et l'Algérie. Ces dispositions tarifaires sont appliquées pour l'exportation des produits algériens vers l'Union Européenne et pour les importations de la communauté européenne vers l'Algérie. Les produits principalement concernés sont les produits industriels et agricoles. Cet accord permettra d'augmenter les importations en provenance de l'UE au détriment des autres partenaires de l'Algérie. L'Algérie présente sa démarche comme une promotion des échanges bilatéraux en montrant les efforts faits au niveau des réformes fiscales sur les investissements, le commerce extérieur et l'engagement des investisseurs étrangers. Même si on compte, aujourd'hui plus de 18 filiales françaises qui opèrent en Algérie où elles emploient plus de 6000 personnes, l'Algérie veut inviter les entrepreneurs français à s'intéresser aux acquisitions algériennes, sans qu'il soit question de délocalisation à son profit.

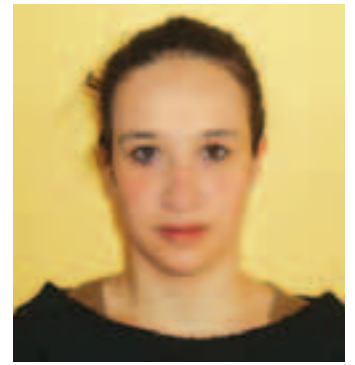
Les efforts de l'Algérie ont déjà porté leurs fruits. Elle connaît une viabilité de la balance des paiements et de la dette extérieure, une stabilisation du taux de change effectif réel et une maîtrise de l'inflation avec 1,6% fin 2005. Elle ne cesse de déve-

lopper ses affaires. Ses exportations sont passées de 24 milliards de dollars en 2003 à 40 milliards de dollars en 2005 et ses importations de 17,75 milliards de dollars en 2004 à 20 milliards de dollars en 2005. Mais des efforts sont encore à faire pour qu'elle connaisse une ouverture optimale à la mondialisation. Elle est freinée par une administration trop bureaucratique, une main d'œuvre inadaptable dans certains secteurs et une absence d'informations sur les entreprises. A cela s'ajoute une offre financière encore limitée : le taux de bancarisation s'élève seulement à 30%, pendant que 88% du marché est contrôlé par les banques publiques et finance très peu le secteur privé. Malgré cette barrière, l'Algérie s'engage tout de même vers une libéralisation économique. Les banques s'associent entre elles et l'étatisme disparaît au profit des partenariats. C'est l'un des facteurs qui a permis à l'organisme COFACE (Compagnie Française pour l'Aide au Commerce Extérieur) de reclasser l'Algérie, grâce à ses efforts faits pour s'ouvrir à la Mondialisation, de B à A4, ce qui la place au même rang que le Maroc et la Tunisie. En comparaison l'Egypte est seulement classée B. Cependant l'Algérie n'a pas encore rattrapé la Chine A1 et les Etats-Unis A3*

*(critères de confiance au crédit accordées par la Coface).

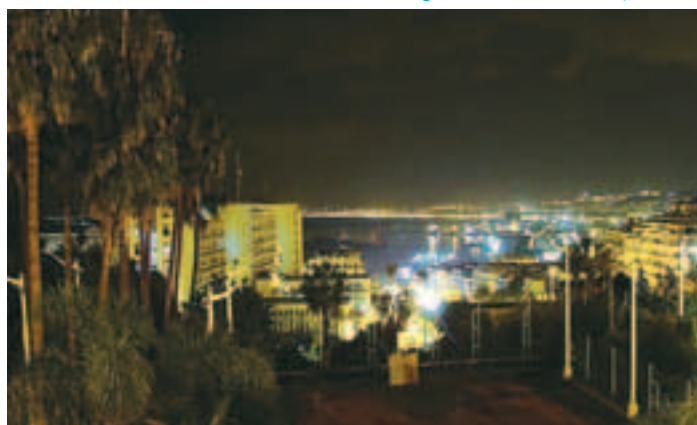
Une détermination pour attirer les investisseurs étrangers

L'Algérie a mis en place un système de réformes structurelles pour favoriser le développement



Julie Verdier

de son économie et pour attirer les investisseurs étrangers. Ces réformes visent l'Etat, son rôle commercial diminue au profit de la sphère économique. Le système éducatif est aussi bouleversé. Il va être consacré à la formation d'une main d'œuvre plus performante et plus compétitive face à la mondialisation. L'Algérie s'est aussi lancée dans des réformes du système bancaire sur les problèmes de transparence et de protection des investissements avec de nouveaux moyens de paiements comme l'universalité des paiements grâce au système de télécompensation lancé par la Banque Centrale en 2006 ou encore comme le changement de transfert de dividendes qui ne passe plus par la Banque Centrale. Dans la continuité du développement de son attractivité, l'Algérie a entamé un programme de développement de 60 milliards de dollars pour les hauts plateaux et le Sud (développement de villes nouvelles, d'infrastructures routières, d'implantations d'hôpitaux privés et d'universités...) Elle s'inscrit dans une politique budgétaire expansionniste depuis 2001 avec le PSRE (Plan de Soutien à la Relance Economique) et le PCSC (Plan Complémentaire de Soutien à la Croissance) Au titre des IDE (Investissements Directs à l'Etranger), 85 projets d'investissements ont été enregistrés notamment dans le secteur des téléphones, des matériaux de construction, du tourisme, mais surtout de l'hydrocarbure, matière première dont l'Algérie dépend à 97%. En 2004, l'Algérie était au 40ème rang des pays destinataires des IDE français. La France était le 3ème investisseur en Algérie, 1er investisseur des pays de l'Union Européenne derrière les USA et l'Egypte. Le gouvernement algérien réagit pour se donner les moyens de l'évolution technologique. Le ministre algérien des Télécommunications a demandé aux banques de réduire leurs taux d'intérêts sur les crédits à



Alger - Vue vers la côte et le port la nuit

Algeria, an economic potential for the region

Will Algeria, the new economic pole for France and for Marseille in particular, considering the shared values and its geographic proximity, succeed in convincing the French entrepreneurs to have a better vision of investments and partnerships with this country? Such was the topic of the evening of November 13th at the World Trade Center, entitled "Algeria, what opportunities for the French companies?"

Algeria opened to the world economy in 1994 during the agreement of rescheduling the debt signed with the IMF (international monetary fund) and the plan of structural adaptation with the World Bank. This debt was reimbursed thanks to the accumulation of oil receipts and the sound management of public finances. Russia even cancelled the Algerian debt to the amount of 4,7 billion dollars in exchange for the purchase of Russian products, among which combat aircraft, according to an agreement signed during Vladimir Poutine's visit to Algeria. Within the first 9 months of the year 2006, Algeria accounted 40 billion dollars of oil receipts. It benefited from the strong increase of oil prices on the international market and even foresees an equilibrium of the oil supply and demand in 2007 to "moderate" the prices. Even if the market of hydrocarbons contributes to the development

of Algeria, the emergence of a durable and favourable industry offered a political stability. Since the 90s and in particular since the fall of the Berlin Wall, it emerged from a strategic type of economy (State socialism) towards a market economy, with the support of the European and western powers. Even though Algeria paid off its rescheduled debt, it is nevertheless beginning the anticipated reimbursement of its foreign debt amounting to 5 billion dollars. This balance favoured the growth resumption (5,1 % in 2005) and triggered off a number of structural reforms.

A strongly desired world opening hindered by obstacles

The greatest consecration of Algeria's efforts is its entry into the WTO. The process has already begun with the agreement of association with the European Union. This free trade area agreement is a first step towards abolishing customs duties between the European Union and Algeria. At present, duties are applied on the exportation of Algerian products towards the European Union and those imported from the EU towards Algeria. Those mainly concerned are manufactured goods and agricultural products. This agreement will enable increasing imports from the EU to the detriment of the other partners of Algeria. This country presents this initiative as a promotion of bilateral exchanges by showing the efforts made concerning the fiscal reforms on invest-

ments, foreign trade and the commitment of foreign investors. Even if today there are more than 18 French subsidiaries operating in Algeria where they employ over 6000 persons, Algeria wants to attract the interest of French entrepreneurs in Algerian acquisitions, without it being a question of relocation to its profit.

The efforts of Algeria have already born their fruits. It now enjoys a viability of the balance of payments and the foreign debt, it has stabilised the real exchange rate and mastered inflation at a rate of 1,6 % at the end of 2005. It is constantly increasing business; its exports have increased from 24 billion dollars in 2003 to 40 billion dollars in 2005 and its imports from 17,75 billion dollars in 2004 to 20 billion dollars in 2005. But efforts remain to be made to assure an optimal opening towards globalization. It is hindered by a heavy bureaucratic administration, an ill-adapted labour force in certain sectors and the absence of information about companies. It also suffers from a limited financial offer: banking only amounts to 30 %, while 88 % of the market is controlled by the public banks and scarcely finances the private sector. Despite this barrier, Algeria is moving towards an economic liberalisation. Banks associate together and the State control is progressively disappearing in favour of partnerships. This is one of the factors that allowed the COFACE (French Company for Assistance in Foreign trade) to rehabilitate Algeria from B to A4, thanks to

its efforts towards globalization, thereby placing it at the same rank as Morocco and Tunisia. In comparison, Egypt is only classified B. However, Algeria has not yet caught up with China, A1, and the United States, A3.*

* (criteria of credit confidence granted by COFACE)

A determination to attract foreign investors

Algeria has set up a system of structural reforms to favour the development of its economy and to attract foreign investors. These reforms concern the State; its commercial role is decreasing to the benefit of the economic sphere. The educational system is also being reorganised: it is to be dedicated to training more highly performing and competitive labour forces to face globalization. Algeria has also initiated reforms of the banking system to handle the problems of transparency and the protection of investments with new means of payment, such as the universality of payments, thanks to the system of tele-compensation launched by the Central Bank in 2006, or the change of dividend transfers which no longer transit via the Central Bank. To continue developing its attractiveness, Algeria has launched a 60 billion dollar development program for the high plateaux and the South (development of new cities, road infrastructures, setting-up of private hospitals and Universities ...) Since 2001 it applies an expansionist financial policy with the PSRE (Plan of Support for Economic revival) and the PCSC (Complementary Plan of Support for Growth). In conformance with the IDE (Direct Investments abroad), 85 investment projects have been registered, notably in the sectors of telephones, construction materials and tourism, but especially in hydrocarbons and raw materials on which Algeria depends for 97 %.

In 2004, Algeria ranked 40th among the French IDE investment countries. France was the 3rd investor in Algeria, and the 1st investor of the countries of the European Union behind the USA and Egypt. The Algerian government reacted to give itself the necessary means for a technological evolution. The Algerian Minister of Telecommunications asked the banks to reduce their interest rates on the credits for

Vue du port d'Alger



L'Algérie, un potentiel économique pour la région

l'achat de PC, afin de rattraper le retard en équipement informatique des familles et augmenter leurs connexions Internet. L'opération Ourastic, " un ordinateur pour chaque famille ", lancée en 2005, table sur l'équipement d'au moins sept millions de ménages d'un ordinateur d'ici à 2010.

Reste deux gros problèmes à régler : la contrefaçon et le gaz. Les produits les plus touchés par la contrefaçon sont les cosmétiques (35%), vêtements et chaussures (30%) et appareils électriques et électroniques (12%). Cette économie souterraine fragilise la production locale et l'attractivité du pays pour les investisseurs étrangers. La législation et la réglementation offrent une facilité pour tout investissement sans distinction entre les capitaux nationaux et étrangers. Une politique de promotion des investissements a été mis en place pour assurer les investisseurs de la fiabilité du pays, comme le Conseil national de l'investissement sous la tutelle du chef du gouvernement, l'Agence

Nationale pour le Développement des Investissements (ANDI) regroupant tous les secteurs administratifs concernés et les fonds d'appui à l'investissement. Mais encore, l'Algérie garantit le transfert des capitaux investis et des revenus qui en découlent. Les investisseurs peuvent avoir recours au droit international et peuvent régler les différences qui existent entre l'Etat et eux-mêmes.

Des avantages indéniables pour Provence Alpes Côtes d'Azur

Les banques privées toutes détenues par des groupes étrangers se développent rapidement, les privatisations des banques publiques devraient améliorer les performances du secteur concerné. Les échanges économiques avec l'Algérie apportent à la France une position unique car après la Chine, l'Algérie est notre 2ème marché hors OCDE (Organisation de Coopération de Dévelop-



Vue de nuit vers la mer à Alger

pement Economiques). L'Algérie possède un énorme potentiel économique, la région ne peut l'ignorer. La région PACA est privilégiée car elle joue un rôle de plate-forme. Les exportations de la région dans le commerce extérieur de la France avec l'Algérie sont de 17% et ses importations de 51%. L'Algérie a déjà attiré bon nombre de fournisseurs non européens comme les Etats-Unis (3ème fournisseur du pays en 2005) et la Chine (4ème fournis-

seur). Si ces pays gagnent plus de terrain, la France perdrait un marché privilégié. Toutefois, il existe entre Marseille et l'Algérie un long passé culturel ponctué par des foires internationales, des échanges de sportifs ou encore des conférences qui prônent les atouts de l'Algérie pour promouvoir au développement des partenariats. Reste à savoir si les échanges économiques vont connaître la même ampleur.

ITER: L'Union Européenne s'engage

Le Président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et le Commissaire en charge de la science et de la recherche, Janez Potocnik, ont signé le mardi 21 novembre à Paris l'accord ITER. Ce projet de dimension internationale vise à reproduire sur Terre, de manière contrôlée et industrielle, la source d'énergie des étoiles, par la fusion nucléaire.

Lors de cette signature, l'Union Européenne était représentée par le Président de la Commission européenne José Manuel Barroso, le Commissaire Janez Potocnik et le Président français Jacques Chirac, hôte de l'évènement. Les représentants des pays partenaires : Chine, Inde, Etats-Unis, Corée du Sud, Japon et Russie, ont assisté à cet évènement qui engage l'Union Européenne et qui va marquer du sceau du progrès plusieurs décennies.

A cette occasion José Manuel Barroso a salué " l'extraordinaire travail et l'engagement des scientifiques et ingénieurs ", tout en soulignant " le rôle important que la Commission Européenne a joué tout au long du processus de négociation " qui a conduit à signer un acte historique. C'est vraiment les mots qu'il fallait employer, car ITER (International

Thermonuclear Experimental Reactor), projet révolutionnaire qui vise à domestiquer l'énergie de combustion des étoiles est par son gigantisme, son objectif et surtout par la réunion d'intérêts qu'il a généré, un projet sans précédent qui a permis de fédérer presque tous les chercheurs du monde. Si les recherches sont couronnées de succès, la maîtrise de cette fusion permettra de disposer d'une nouvelle source d'énergie propre, quasi inépuisable et sans risque. " ITER, un défi commun à un problème commun. Celui de l'énergie et du réchauffement climatique. C'est un projet pionnier où s'illustre la capacité européenne à porter de grands projets quand ses Etats membres sont unis " a déclaré le Président Barroso, avant de rajouter : " À l'heure où la demande énergétique ne cesse de croître et où le changement climatique s'accélère dangereusement, l'enjeu est considérable, et même vital pour notre planète. "

L'implication de l'Union Européenne à ce projet est majeure. Grâce à la mise en place d'une Communauté Européenne de l'énergie atomique (CEEa ou EURATOM) dont nous célébrons le cinquantième anniversaire le 25 mars prochain

à l'occasion de la signature du Traité de Rome, l'Europe est leader dans la recherche depuis un demi-siècle. Janez Potocnik, Commissaire européen en charge de la science et de la recherche, a signalé avec justesse, " ITER montre clairement ce que nous pouvons faire si nous travaillons ensemble, au niveau européen ou international. Les vrais travaux commencent maintenant : la construction du projet, puis la recherche pour faire de fusion une réalité. " La solidarité de l'Europe s'est révélée tout au long du projet et notamment lors

de la désignation du site principal d'ITER, attribué à Cadarache, sur le territoire de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, non loin de Marseille et d'Aix-en-Provence dans le Sud-Est de la France. "

ITER représente une manne pour cette région, les retombées économiques que cela devrait entraîner sont estimées à plusieurs milliards d'euros et à près de 4 000 emplois indirects pour la région Provence Alpes Côte d'Azur, mais aussi pour le reste de l'Europe.

Manuel Barroso



Algeria, an economic potential for the region

the purchase of PC's, to catch up on the delay in computer equipment of families and increase their Internet connections. The operation Ourastic, "a computer for every family", launched in 2005, aims to equip at least seven million households with a computer by 2010.

Two major problems remain : forgery (imitations) and gas. The products that particularly suffer from imitation are cosmetics (35%), clothes and shoes (30 %) and electric and electronic devices (12 %). This subterranean economy weakens the local production and the attractiveness of the country for foreign investors. The law and regulations offer a facility for any investment without distinction between the national and foreign capital. A policy of investment promotion was implemented to assure the investors of the reliability of the country, such as the National Agency for the Development of Investments (ANDI) under the supervision of the head of the government, grouping together all the concerned administrative sectors and the capital for sup-



Vue panoramique d'une partie d'Alger

porting investment. But Algeria still guarantees the transfer of invested capital and the ensuing incomes. The investors can appeal to international law and can settle the differences which exist between the State and themselves.

Unmistakable advantages for the Provence-Alps-Côte d'Azur region

Private banks, all belonging to foreign groups, quickly develop,

and the privatization of the public banks should improve the performances of the concerned sector. The economic exchanges with Algeria offer France a unique position because after China, Algeria is our 2nd market apart from the OECD (Organization of Cooperation of Economic developments). Algeria possesses an enormous economic potential that cannot be overlooked. The PACA region is privileged because it acts as a hub. The region's exports in the foreign trade of France with Algeria represent 17% and its imports 51 %. Algeria has

already attracted a lot of non-European suppliers such as the United States (3rd supplier of the country in 2005) and China (4th supplier). If these countries were to gain more ground, France would lose a privileged market. Nevertheless, Marseille and Algeria are bound by a long cultural past punctuated by international fairs, exchanges of sportsmen and conferences, which laud the assets of Algeria to promote the development of partnerships. It remains to be seen whether the economic exchanges will become equally important.... ■

ITER: the implication of the European Union

The President of the European Commission, José Manuel Barroso, and Commissioner in charge of science and of research, Janez Potocnik, signed the ITER agreement on 21st November in Paris. This project of international dimension aims at reproducing on Earth, in a controlled and industrial way, the source of energy of the stars by nuclear fusion.

On the occasion of this signature, the European Union was represented by the President of the European Commission José Manuel Barroso, the

Commissioner Janez Potocnik and the French President Jacques Chirac, host of the event. The representatives of the partner countries: China, India, the United States, South Korea, Japan and Russia, attended this event which commits the European Union and will mark several decades with the seal of progress.

On this occasion, José Manuel Barroso paid a tribute to "the extraordinary work and the commitment of the scientists and the engineers", while stressing "the important role played by the European Commission throu-

ghout the negotiation process," which led to signing a historic act. He really used the right words because ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor), a revolutionary project which aims at domesticating the combustion energy of the stars, is an unprecedented project federating almost all the researchers of the world by its huge dimension, its objectives, and especially by generating common interests. If the researches are successful, the mastery of this fusion will produce a new clean, almost inexhaustible source of energy and without risks.

"ITER is a common challenge for a common problem: that of energy and the climatic reheating. It is a pioneer project that highlights the European capacity to bear great projects when its member states are united" declared the President Barroso, before adding: "At a time when the energy demand is constantly increasing and the climatic change is accelerating dangerously, the stake is considerable, and even vital for our planet."

The implication of the European Union in this project is extremely important. Thanks to the implementation of a European

Community of Atomic Energy (CEEA or EURATOM) which will celebrate its fiftieth anniversary on March 25th this year on the occasion of signing the Treaty of Rome, Europe is the leader in research since half a century. Janez Potocnik, European Commissioner in charge of science and research, was right in indicating: "ITER shows clearly what we can achieve if we work together, at the European or international level. The true works begin now: the construction of the project, then the research to make fusion a reality. European solidarity has been omnipresent throughout the project, in particular during the choice of the main site of ITER, attributed to Cadarache, in the Provence-Alps-Côte d'Azur region, not far from Marseille and Aix-en-Provence, in the Southeast of France."

ITER represents a godsend for this region; the expected economic spin-offs are estimated at several billion euros and about 4.000 indirect jobs for the Provence-Alps-Côte d'Azur region, but also for the rest of Europe. ■

Janez Potocnik



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL BUREAU DE MARSEILLE

Le bureau de Marseille de l'ONUDI a pour mission de mobiliser et de faciliter les partenariats entre les entreprises françaises et celles des pays en développement. Il fait partie du réseau ONUDI des Bureaux de Promotion des Investissements et de la Technologie qui inclut une vingtaine de bureaux spécialisés situés dans les pays développés ou en transition. Son réseau compte en outre des bureaux ONUDI dans 42 pays en développement.

Nous mettons à votre disposition des projets et d'opportunités d'affaires émanant de sociétés des pays en développement dans différents secteurs de l'industrie. Les propositions sont diverses : partenariat commercial ou marketing, transfert de technologie ou de savoir-faire, financement, etc. Pour chaque projet résumé ci-dessous nous disposons de la fiche complète que nous pouvons vous communiquer à tout moment. N'hésitez donc pas à nous contacter en cas d'intérêt pour l'un des projets ci-dessous ou si vous souhaitez obtenir de l'assistance pour le montage d'un ou plusieurs projets industriels dans les pays en développement.

Contactez l'ONUDI Marseille : + 33 (0)4 91 52 56 19

ou itpo.marseille@unido.org - Fax : + 33 (0) 4 91 57 17 28 - Siteweb : www.unido.org/france

Sélection de projets de partenariat industriel

BRESIL

AGROALIMENTAIRE

Industrie alimentaire et pet food : recherche de partenaires pour développer de nouveaux produits (BRA 062)

Entreprise qui produit de la charcuterie (600 tonnes/an soit 50% de la capacité installée) et des aliments pet food (600 tonnes/an soit 50% de la capacité installée). La charcuterie est fabriquée à partir de viande bovine, porcine et volaille. Principaux clients : les grandes chaînes internationales de la distribution.

Recherche des partenaires pour ces deux lignes afin de développer de nouveaux produits (transfert de technologie) et réaliser des accords commerciaux.

Recherche notamment des producteurs de charcuterie et foie gras ainsi que de pet food.

OPTIQUE DE PRECISION

Matériel optique : fabricant spécialisé propose la distribution sur place de produits français (BRA 063)

Entreprise brésilienne d'optique de précision fondée en 1986 pour fournir la marine brésilienne en technologie pour le contrôle de vide dans le cadre d'un projet de sous-marin nucléaire. Suite au projet, la société a diversifié son marché et elle fournit aujourd'hui des lentilles de précision à différents clients. Elle propose aussi des équipements pour le marché de l'astronomie, des kits optiques pour des centres de recherche et universités ainsi que des systèmes d'inspection vidéo pour l'industrie. Elle est la seule entreprise d'Amérique Latine à maîtriser les étapes de fabrication de lentilles asphériques. L'entreprise est certifiée par les forces aériennes brésiliennes et réalise la manutention des équipements optoélectroniques de défense.

Recherche des partenaires français pour dans un premier temps distribuer leurs produits au Brésil et/ou assurer le service après-vente des produits. Peut aussi intervenir comme sous-traitant pour la fabrication de certains composants.

MAROC

AGROALIMENTAIRE

Épicerie fine Marocaine : recherche de partenaires pour la création d'une unité de production (MOR 277)

Née d'une association de professionnels franco-marocains de l'agroalimentaire, du négoce et de l'import/export cette

entreprise produit des plats cuisinés et des conserves haut de gamme à partir de recettes inspirées de la tradition marocaine. Avec un cahier de charges très strict et exigeant et ses propres recettes l'entreprise soustraite la fabrication de ses produits d'épicerie fine. Toute sa production est destinée à l'export. Elle recherche actuellement des partenaires pour mettre en place une usine de fabrication de ces mêmes produits au Maroc.

CHANTIER NAVAL

Entreprise de construction de bateaux de pêche en polyester propose sous-traitance d'une partie de la production sur place (MOR 288)

Cette société est déjà très active au Maroc et jouit d'un marché très porteur, avec la construction de bateaux de pêche de 6 m en polyester pour la substitution des bateaux traditionnels locaux. De plus, elle soustraite pour des groupes espagnols la fabrication de bateaux de pêche de jusqu'à 25 mètres. Cette production en Europe n'était possible que grâce à des subventions européennes qui n'ont pas été renouvelées. La sous-traitance permet aux entreprises européennes de garder la finalisation du produit en Europe tout en maintenant un prix de base similaire.

MEXIQUE

AGROALIMENTAIRE

Construction de serres et mise en place de ligne IQF pour fruits et légumes (MEX 08)

Entreprise mexicaine créée en 1983 produit sous méthode HACCP et sous certifications Eurepgag et Iso 14001 des fruits et légumes pour le marché du frais (mangue, avocat, agrumes, etc.). Elle recherche des partenaires pour une joint-venture visant la construction de 200.000 m² de serres et la mise en place d'une ligne de congélation IQF. Avec 76 salariés et un chiffre d'affaires avoisinant les 370 mille euros, l'entreprise exporte 100% de sa production aux pays européens.

SENEGAL

AGROALIMENTAIRE

Production de levure et de jus de canne : création d'usine (SEN 600)

Ce projet industriel a pour objet la création d'une usine de levure au Sénégal.

Cette unité de production est programmée pour la fabrication de 8 500 tonnes par an de levure à partir de mélasse de canne. En amont de l'unité, la culture de la canne à sucre dans la région de FATICK est prévue sur 200 hectares. La canne est transformée en jus de canne (exporté pour la fabrication de sirop) et les mélasses issues de ce procédé seront utilisées comme substrat pour la fabrication des levures. Le marché visé par la société est le marché de la levure en Afrique de l'Ouest en essor du fait de la généralisation de la consommation de pain. Les promoteurs de ce projet disposent déjà des études techniques et de marché. Ils recherchent des partenaires techniques pour acquérir la technologie, les équipements. Ils recherchent de même des partenaires financiers à hauteur de 35% du financement. Investissement estimé à 23 millions d'€.

Concentré de fruits à Zinguinchor création d'usine (SEN 601)

Des promoteurs sénégalais et étrangers souhaitent créer une société anonyme de transformation de fruits locaux en concentré industriel destiné aux industries alimentaire (boisson, pâtisserie industrielle, confiserie, fabrication de glace et coloration naturelle). La société gèrera la production de deux unités de fabrication, l'une de Concentré et Pulpe de fruits (90% du chiffre d'affaire) et l'autre de Jus de fruits. Les capacités de production sont estimées à 256/h de concentré de Bissap à 60 Brix, 560 kg/h de pulpe de fruits et de 500 l/h de jus de fruits. Les concentrés et pulpes de fruits sont destinés à l'exportation. Les jus et nectars de fruits au marché local et régional. L'initiateur du projet est un ingénieur en technologie alimentaire, spécialisé en transformation de jus de fruits. Les promoteurs recherchent des distributeurs spécialistes en concentré et jus de fruits comme partenaires financiers et techniques pour leurs activités d'exportation. Ces partenaires auront pour rôle de mettre en place des équipements pouvant garantir des produits répondant aux normes internationales et permettre au projet de bénéficier de tout savoir-faire relatif aux activités de production et de distribution de jus de fruits. Le montant estimé de l'investissement est de 1,4 millions €. Le financement étranger nécessaire est d'environ 17%.

TUNISIE

ENVIRONNEMENT

Energies renouvelables (TUN/288)

C'est un bureau d'études d'ingénierie pionnier dans le domaine de l'énergie et de l'environnement et fort d'une expérience de plus de 12 ans dans le domaine. Le projet vise à rechercher un partenariat avec des bureaux étrangers afin d'accéder aux marchés européens. Ce bureau recherche une participation étrangère en capital (Joint Venture).

Recyclage du papier (TUN/310)

Le projet consiste en la création d'une unité pour la récupération, le traitement et le recyclage des tous types des déchets de papier destiné au recyclage. L'entreprise demande à un partenaire étranger financement, expertise de gestion, expertise technique et expertise de marketing. Le promoteur est à la recherche d'un partenaire étranger (italien ou français de préférence) avec de l'expérience dans le secteur qui peut apporter soit de la technologie soit de l'expertise technique. Le projet est implanté dans une zone de développement régional prioritaire et bénéficie donc d'une subvention de l'Etat avec l'exonération de l'impôt sur les bénéfices pour une période de 10 ans, et de l'exonération des charges sociales sur 5 ans.

PLASTIQUE

Etude de Réalisation d'une Unité de Compoundage de Matières Plastiques (résines de base) (Tun 309)

Il s'agit de la mise en place d'une unité de compoundage de matières plastiques (résines de base) destinées à la consommation du marché local avec des perspectives d'exportation, de développement de matières et de sous-traitance du compoundage pour d'autres sociétés du même métier. Le promoteur recherche un partenariat pour une participation financière, l'accès au marché et une assistance technique pour la réalisation d'une unité de fabrication de composés en plastiques.

UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION MARSEILLE'S OFFICE

UNIDO Marseille office's mission is to mobilize and facilitate partnerships between French companies, with a special focus on the southern regions, and those from developing countries. This office is part of UNIDO investment and technology promotion network which includes thirty specialized offices located in developed countries. UNIDO network also includes offices in 42 developing countries.

We may provide you projects and business opportunities from developing countries companies in several industrial sectors. We have various kinds of propositions: commercial or marketing partnerships, technology or know-how transfer, financing, etc.

For each following project summarized we can supply you with a complete project profile at any time. Don't hesitate to contact us if you are interested by any of the projects below, or if you need assistance to set up industrial projects in developing countries.

Contact UNIDO Marseille : + 33 (0)4 91 52 56 19

or itpo.marseille@unido.org - Fax : +33 (0) 4 91 57 17 28 - Website : www.unido.org/france

Business opportunities

BRAZIL **AGROFOOD**

Food-industry and pet food : looking for partners in order to set-up new line of products and marketing agreements (BRA 062)

Company producing charcuterie - i.e. smoked and cooked meat (600 tons/year approx 50% of the installed capacity), and pet food (600 tons/year approx 50% of installed capacity). The charcuterie is made out of bovine, pork and poultry meat. Major customers : the most important supermarkets. The company is looking for partners for those two products lines in order to develop new products (technology transfer) and set-up marketing agreements. It is especially looking for charcuterie, foie-gras and pet food producers.

OPTICAL PRECISION

Optical materials : Brazilian industry wants to distribute French products in the local market (BRA 063)

Brazilian company in optical precision industry, founded in 1986 to supply the Brazilian navy with vacuum control technology in the framework of a nuclear submarine project. After the project, the company has diversified its market and nowadays supplies precision lenses to various customers. It also offers equipment for the astronomy market, optical kits for research centres and universities, and video inspection systems for industry. It is the only Latin-American company to master the steps of manufacturing processes of aspherical lenses. The company is certified by Brazilian air forces and realises the handling of defence optoelectronic equipments. It is looking for French partners in a first time in order to distribute their products in Brazil and/or ensure the after sale service. Can also subcontract the manufacturing of some components.

MOROCCO **AGROFOOD**

Moroccan delicatessen : search of partners for the creation of a manufacturing unit (MOR 277)

Created by French and Moroccan professionals of the agro food and the

import/export trade sectors, this company produces cooked meals and top-of-the-range cans from Moroccan traditional recipes. With high specifications and expectations and its own recipes, the firm subcontracts the manufacture of its delicatessen products. All of it is exported. They are now seeking partners to implement a plant in Morocco to produce those products

SHIPYARD

A company constructing polyester fishing boats proposes to subcontract part of the production on the spot (MOR 288)

This company is already very active in Morocco and has a very important market in the production of 6 meter long polyester fishing boats to substitute traditional local boats. Moreover, the firm subcontracts the manufacturing of 25 meter long boats for European groups. The production in Europe was made possible only by European grants which were not renewed. Subcontracting can offer the opportunity for European firms to maintain the finishing activity in Europe whilst selling at an equivalent price

MEXICO **AGROFOOD**

Construction of greenhouses and installation of IQF line for fruit and vegetables (MEX 08)

Mexican company created in 1983 producing fresh fruit and vegetables (mango, avocado-pear, citrus fruits, etc.) with HACCP method, Eurepgag and ISO 14001 certifications, seeks joint-venture partners for the construction of 200.000 m² of greenhouses and for the installation of a IQF line. With a 76 people staff creating a turnover of about 370.000 , it exports 100% of its production to European countries.

SENEGAL **AGROFOOD**

Production of yeast and cane jus : factory creation (SEN 600)

This industrial project aims at creating a yeast factory in Senegal. The production unit is designed to manufacture 8500 tons of yeast per year from cane molasses. Upstream from the unit, the sugar cane cultivation in the FATICK region is planned on 200 hectares. The cane is transformed in cane jus (exported for the manufacturing of syrup) and the molasses from this process will be used as substrate for the production of yeast. The company is targeting yeast markets in West Africa because of the increasing consumption of bread. The promoters of this project have already undertaken technical and market studies and dispose of solid findings. They are looking for technical partners in order to gain needed technology and equipment. They are also looking for financial partners. Estimated investment : 23 million Euros.

Industrial production unit of concentrated fruitjuice at Zinguinchor : creation (SEN 601)

Some Senegalese and foreign promoters would like to create a limited company for transformation of local fruits into industrial concentrate for food industries (beverage, industrial pastry, confectionery, ice cream manufacturing and natural colouring). The company will manage two production units, one of concentrate and fruit pulp (90% of total turnover) and the other one of fruit juice. Production capacities are estimated at 256/h for the concentrate of Bissap at 60 brix, 560 kg/h of fruit pulp and 500 l/h of fruit juice. Concentrates and fruit pulps are produced for exports. Fruit juices and nectars are intended for the local and regional market. The project originator is an engineer in food technology, specialises in fruit juice transformation and has five years of experience in the field. The promoters are looking for distributors specialised in concentrate and fruit juice as financial and technical partners for their export activities. The partners will help install efficient equipment that could manufacture

products complying with international standards and allow the project to benefit from the necessary know-how in the production and distribution of fruit juice. Estimated investment : 1.4 million €. Foreign financing is needed at approximately 17%.

TUNISIA **ENVIRONMENT**

Renewable Energies (TUN/288)

It is an engineer study office pioneer in the energy and environment sector with a 12 years experience in this field. The goal of the project is to find partners with foreign offices to enter European markets. The office is looking for a foreign partnership in capital (joint venture).

Paper recycling (TUN/310)

The project consists in the creation of a collecting, treating, recycling unit of all types of paper waste. The firm is asking a foreign partner to bring some capital and management, technical and marketing expertise. The promoter is looking for a foreign partner (preference for French or Italian firms) with experience in the sector who can bring some technology or a technical expertise. The project is located in a prior development area and benefits from state's funds with tax exoneration on benefits for 10 years and on social charges for 5 years.

PLASTIC

Plastic material compounding unit creation study (basic resin). (TUN 309)

This project concerns installing a compounding unit of plastic material (basic resin) to respond to the local market needs with some perspective of exportation, material development and subcontracting compounding for other companies in the same business. The promoter is seeking a partnership based on financial participation, access to the markets and a technical assistance to set-up the unit.

Le consortium Vinci S.A. veut construire des routes en Russie

Yves-Thibault de Silguy, président du Conseil d'administration de Vinci S.A., a signé au début de l'automne un mémorandum de compréhension et d'intension avec le ministère russe des Transports. Son groupe est ainsi devenu la première entreprise étrangère à formuler officiellement son désir de participer à la construction de l'autoroute à péage qui reliera Moscou et Saint-Petersbourg. Ce chantier est exceptionnel pour la Russie et figure parmi les plus importants au monde.

Le consortium Vinci S.A. n'est toutefois pas seul en lice. Selon Oleg Chakhov, directeur général de la société publique "Dorogui Rossii" (Routes de Russie), plusieurs sociétés occidentales et russes sont sur les rangs. D'après le ministère russe des Transports, des mémorandums semblables pourraient être signés par Bouygues (France), Maquarie (Autriche), OHL (Espagne), Autostrada (Espagne), Lotto (Corée), Siemens et Deutsche Bahn (Allemagne), AFK Sistema et Vneshtorgbank (Russie). Des informations diffusées précédemment avaient fait état de l'intérêt des entrepreneurs chinois. Le partenaire général pour la construction et l'exploitation de l'axe routier sera choisi sur appel d'offres, quoique la constitution d'un pool d'investisseurs soit aussi possible. Le vainqueur du concours sera habilité à construire la route et à la prendre totalement ou partiellement en concession pendant 30 ans conformément à la

loi fédérale récemment adoptée "Sur les accords de concession". Si l'investisseur et l'opérateur concessionnaire ne sont pas une seule et même personne, il sera précisé dans l'accord que les bénéfices procurés par la route iront prioritairement à l'investisseur. Le retour sur investissement dépendra non seulement de l'intensité du trafic, mais aussi des tarifs de péage. Le ministère russe des Transports suggère de suivre l'exemple de la France, de l'Espagne et de l'Italie où la somme à payer dépend du kilométrage. Les tarifs actuellement à l'étude prévoient 1 rouble (0,04 dollars) par kilomètre pour les véhicules légers et six roubles (0,24 dollars) pour les camions. Une fois amortis les investissements, l'autoroute devrait devenir gratuite, pensent les fonctionnaires ministériels. Mais, certains experts en doutent fort. La nouvelle autoroute Moscou - Saint-Petersbourg sera longue de 650 kilomètres, soit 70 km de moins que la route reliant actuellement ces deux villes. Elle ne traversera aucune localité alors que 30% de la route actuelle passe par des villes et des bourgs à forte densité de peuplement. Le nouvel axe routier permettra de décongestionner la voie actuelle qu'empruntent 40 000 véhicules par jour dans les deux sens et où le trafic passagers et marchandises ne cesse de s'accroître.

Le futur axe routier aura, selon les tronçons, de 6 à 10 voies. La vitesse autorisée sera de 180km/h. L'autoroute fera partie des Corridors paneuropéens IX et II et du Corridor de transport international "Nord-Sud". La construction de six ponts, quatorze estacades, trois viaducs pour échangeurs, neuf viaducs de connexion de territoires iso-

lés, un tunnel et sept échangeurs seront nécessaires sur le tracé de l'autoroute. Pour le péage, il est prévu d'adopter le système fermé : le ticket est pris à l'entrée de l'autoroute et le règlement s'effectue à la sortie en fonction du kilométrage. Neuf sorties avec postes de péage seront aménagées. Le gouvernement a adopté le projet de la première tranche de travaux, du kilomètre 15 jusqu'au km 58. Son coût est estimé à environ 2 milliards de dollars. Le ministre russe du Développement économique et du Commerce, Guerman Gref, espère que le premier tronçon sera mis en chantier dès 2007 et achevé fin 2010. La nouvelle autoroute traversera des zones très peuplées de quatre entités de la Fédération de Russie: région de Moscou, de Tver, de Novgorod et Leningradskaïa. Quinze millions de personnes vivent dans la zone d'attraction de l'autoroute. Le chantier et l'exploitation de cette autoroute devraient créer environ 20 000 emplois. Un autre aspect important : l'amélioration de la situation écologique dans les zones traversées par l'autoroute résultant de l'augmentation de la vitesse des véhicules. Selon les chiffres figurant dans le dossier d'opportunité, le volume des gaz d'échappement sera réduit de 2 à 3 fois. L'effet multiplicatif permettra d'accroître le rendement de l'ensemble du noeu de transport moscovite, par lequel passent actuellement 60% des frets d'importation. Le coût total de cette super-autoroute est estimé à environ 8 milliards de dollars. L'appel d'offres lancé par le ministère russe des Transports pour l'avant-projet et les études de faisabilité a été remporté par la société internationale Ernst&Young. On ignore encore quel sera exactement le rapport Etat/privé dans le financement du projet. Le gouvernement a décidé que pour la construction du premier tronçon la part du secteur privé serait de 53%. Certains experts considèrent que pour les autres tronçons la préférence pourrait être accordée à l'investisseur assumant 70 à 80% des dépenses. Selon le calendrier, l'étude du projet devrait être achevée en 2007. A partir de 2007, après la signature de l'accord de concession et la mise à disposition des lotissements, le concessionnaire assurera la construction de l'ouvrage. Le

péage pourrait être instauré en 2014.

Les autorités russes ont pris note de l'intention de Vinci de développer ses activités en Russie où le groupe est déjà assez connu. En 2005, Vinci Construction Grands Projets (VCGP) a démarré le chantier du centre commercial "Peter Radouga", pour lequel 190 millions d'euros d'investissements seront nécessaires. Il s'agit du premier projet réalisé en Russie par la société dans le domaine de l'immobilier. Précédemment VCGP avait proposé aux autorités pétersbourgeoises ses services en qualité de promoteur ou de société de gestion de la Voie rapide contournant St-Petersbourg par l'ouest. En 2004, Vinci s'était incliné face à Alfa-Group dans l'appel d'offres lancé pour choisir la société de gestion de l'aéroport Cheremetievo. La compagnie a également mené dans la région de Nijni Novgorod des négociations concernant la réalisation de plusieurs chantiers.

A présent, le consortium français de renommée mondiale entend prendre part à l'aménagement de l'infrastructure routière en Russie. Commentant la signature du Mémorandum d'intention avec Yves-Thibault de Silguy, le ministre russe des Transports, Igor Levitine, a souligné que la proposition présentée par la société se distingue foncièrement de toutes les autres. Vinci S.A. est disposée à se charger de toutes les questions concernant l'étude technique du projet, la réalisation des travaux et la gestion de l'autoroute Moscou - Saint-Petersbourg pendant toute la durée du retour sur investissement, a indiqué Igor Levitine. Il a aussi apprécié le fait que la proposition de Vinci S.A. permet d'éviter le fractionnement de l'axe routier en lots. L'essentiel de la bataille est encore à venir. Mais au ministère russe des Transports on apprécie que si le leader mondial en matière de construction et de concession a un chiffre d'affaires annuel de plus de 20 milliards d'euros et dispose de technologies informatiques, d'engins de chantiers et de matériaux de construction de premier plan, il possède aussi une immense expérience de travail dans différents pays du monde. Et c'est précisément ce dont la Russie a besoin pour moderniser son secteur routier.



VINCI S.A. to build highways in Russia

In early autumn 2006, Yves-Thibault de Silguy, chairman of the board of directors of the French Vinci S.A. concern, signed a memorandum of understanding and intent with the Russian transport ministry. Thus he has become the first head of a foreign company to officially declare his company's intention to participate in a major project for building a toll motorway between Moscow and St. Petersburg. This is a unique construction project for Russia and one of the largest of this kind in the world.

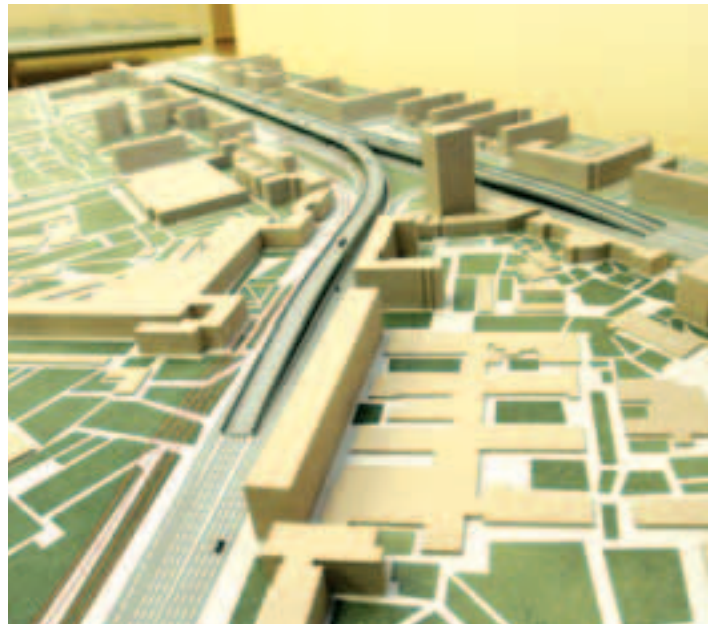
However, the Vinci SA consortium is not the only company interested in participating in this project. According to Oleg Shakhov, general director of the national company "Dorogui Rossii" (Russian Roads), many foreign and Russian companies have shown a keen interest in this project. According to the Transport Ministry, France's Bouygues, Austria's Macquarie, Spain's OHL and Autostrada, Korea's Lotte, Germany's Siemens and Deutsche Bahn AG, and Russia's AFK Sistema and Vneshtorgbank (VTB) may sign similar memorandums. Earlier it was reported that Chinese businessmen were also looking into this project. The general partner for the construction and exploitation of the highway will be chosen through a tender, although a pool of investors is also possible. The winner of the tender will have an opportunity to build the road and also to obtain a 30-year concession for commercial exploitation of the motorway, or its sections, on the terms and conditions stipulated in the recently adopted federal law "On Concession Agreements." If the investor and the concession operator are not the same legal entity, the agreement with the latter will provide for the road profits to go primarily to the investor. The return on investment will depend not only on the traffic intensity but also on the toll rates for the use of the road. The Russian Transport Ministry proposes that Russia should implement the model used in France, Spain and Italy, where the toll rate depends on the distance. The rates being discussed now range from one rouble

(\$0.04) for cars to 6 roubles (\$0.24) for cargo vehicles per kilometre. It is expected that once the construction costs are recouped, it will be free of charge. This is what the officials say but some experts doubt this.

The new motorway will run for 650 km between Moscow and St. Petersburg, that is 70 km shorter than the existing road connecting the two cities. Under the project, there will not be a single populated centre on the way, whereas 30% of the old road runs through densely populated cities and villages. The new axe will ease the congestion of the present road where up to 40,000 vehicles travel in both directions every day, and cargo and passenger traffic is increasing every year.

The new motorway will have from six to 10 traffic lanes. The speed limit will be 180 km per hour. The new highway will be included in Pan-European transport corridor No.9, Pan-European transport corridor No. 2 and the North-South international transport corridor. The construction will include six bridges, 14 flyovers, three crossovers at road interchanges, nine crossovers for linking separated territories, one tunnel and seven road interchanges. A closed system for collecting toll is to be installed, with 9 toll stations to be set up for this purpose.

The government has already approved the draft project for the first stage of construction, a highway section from the 15th to the 58th km. The cost of the project is estimated at \$2 billion. Russia's Economic Development and Trade Minister German Gref hopes that the first stage of this major construction project will be started in 2007 and completed by late 2010. The new road will run across four densely populated areas of the Russian Federation: the Moscow, Tver, Novgorod and Leningrad regions. About 15 million people live in the areas close to the motorway. The construction and exploitation will create nearly 20,000 new jobs. There is another important aspect: the ecology in the adjacent areas will improve considerably due to a higher speed of automobiles. According to the feasibility study of the investment project, toxic exhaust emissions will be reduced by 2 or 3 times. The multiplication effect of the new road will raise the efficiency of the Moscow transport network as a whole (at present it accounts for 60% of all transported and handled import cargoes).



Projet Immobilier

The total cost of this super motorway is estimated at \$8 billion. Ernst&Young has won the Russian Transport Ministry's tender for pre-project works and the feasibility study for the investment project. The exact ratio of the state/business participation in financing the project is not yet known. The government has decided that the private share would amount to 53 % for the construction of the first part. Experts say that on other sections of the road the government may prefer the investor who can assume the obligation to pay 70-80% of the costs.

According to the schedule, the road construction project is to be drafted in 2007. When the concession agreement is signed and land plots allotted, the concessionaire will be able to launch construction (in 2007). The toll should be commissioned in 2014.

The Russian authorities appreciated Vinci's intention to develop road construction business in this country, where the group is already well known. In 2005, Vinci Construction Grands Projects (VCGP) laid the foundation stone of the "Peter Radouga" trading centre in St. Petersburg, representing an investment of 190 million Euros. This is the first real-estate project made by the company in Russia. Earlier, Vinci CGP proposed to the St. Petersburg authorities to act as a developer or a managing company for the western high speed by-pass project. In 2004, Vinci lost the tender for the managing company for Moscow's Sheremetyevo Airport, in favour

of the Alfa Group. Vinci also held negotiations in the Nijni Novgorod Region on some construction projects.

Today, the world-famous French concern is interested in building the road infrastructure in Russia. Commenting on the memorandum of intent signed by Yves-Thibault de Silguy and Russia's Transport Minister Igor Levitin, the latter said that the French company's proposal differed radically from all the others. Vinci SA is prepared to undertake to deal with all the engineering, design and construction problems and the exploitation of the Moscow-St. Petersburg toll road for the entire period of investment recovery. Moreover, due to Vinci's proposal, there will be no need to divide the project into several lots.

The main part of the battle is yet to come. However, the Russian Transport Ministry is aware that Vinci S.A. is one of the world's leading companies in construction and concessions, with an annual turnover of more than 20 billion Euros, which boasts modern road construction technologies, state-of-the-art information technologies, advanced machinery and high-quality building materials, as well as extensive experience in implementing its mastery in other countries. This is exactly what Russia needs to modernize its road construction. ■

L'Etat russe reprend le contrôle de l'industrie aéronautique

Une commission présidée par le ministre russe de l'Industrie et de l'Energie, Viktor Khristenko, a décidé ces jours-ci de créer la Corporation aéronautique unifiée (OAK). Un arrêté gouvernemental approprié a été signé par le Premier ministre, Mikhaïl Fradkov. Le décret promulgué au printemps dernier par le président Vladimir Poutine concernant la création de ce holding a donc été matérialisé. Ce projet visant la renaissance de la construction aéronautique en Russie a été approuvé à tous les niveaux, ce qui n'a rien d'étonnant puisque la sécurité et la capacité défensive du pays dépendent directement de la concentration des ressources industrielles, financières et intellectuelles en vue de concevoir et de fabriquer des avions civils et militaires. OAK réunit une vingtaine de grandes sociétés russes, spécialisées dans la construction d'avions civils et militaires, parmi lesquelles MiG, Sukhoï, Tupolev, Iliouchine. La part de l'Etat dans le capital statuaire ne sera pas inférieure à 75%. La composition des actionnaires privés et le montant de leur participation à OAK devront être déterminés d'ici au mois d'avril prochain. Des consolidations de cette envergure se sont déjà produites dans l'histoire de l'aéronautique mondiale. Par exemple, la corporation Boeing en avait connu une dans les années 1950. Aux Etats-Unis et en Europe il ne reste pratiquement qu'une grande société phare. Au Canada et au Brésil les consortiums aéronautiques Bombardier et Embraer sont les leaders de l'économie et les "enfants chéris" des gouvernements.

Une réforme avec une spécificité très ciblée

Depuis quinze ans l'industrie aéronautique nationale russe, surtout son volet civil, a enregistré les pertes les plus catastrophiques des constructions mécaniques russes. Deux avions commerciaux (un Il-96-300 et un Tu-154) et une poignée d'avions légers ont été livrés au cours du premier semestre de cette année. A titre de comparaison, les usines Boeing fabriqueront 300 appareils cette année. Le parc aérien vieillit et diminue annuellement de 10% et si l'industrie aéronautique n'est pas restructurée à des cadences accélérées, le pays n'aura bien-

tôt plus d'avions de ligne. Aussi, les auteurs du projet OAK espèrent que la corporation profitera surtout à l'aviation civile. Sa part dans la production finie devrait être de 45-50%, soit sept fois plus que maintenant. Au sein du gouvernement on ambitionne même pour les avions russes une part de 5% du marché mondial. La nomination au poste de président du Conseil des directeurs de OAK du Vice-premier ministre et ministre russe de la Défense, Sergueï Ivanov, atteste toute l'importance que l'on attribue à la consolidation de la branche. Au fond, cette refonte de l'industrie aéronautique peut être placée sur le même plan (formellement, bien sûr) que les quatre projets nationaux déjà en cours de réalisation.

OAK correspondra peut-être à une ouverture internationale d'association Etat/Privé

Evidemment, comme dans toute grande entreprise, les observateurs et les experts se posent encore pas mal de questions en ce qui concerne la création de OAK. Ainsi, on sait que la nouvelle corporation est composée majoritairement d'entreprises travaillant pour les aviations civile et militaire et à la direction desquelles l'Etat est plus ou moins

représenté. Seulement la branche comporte également des sociétés privées sans participation de l'Etat et qui ne refuseraient pas de faire partie de la nouvelle corporation. Par exemple, l'usine Aviakor (Samara), qui assemble des Tu-154 et des Tu-204. Il y a aussi des entreprises dans lesquelles la participation du capital étranger est assez substantielle. A propos, les fondateurs d'OAK soulignent que le processus de création de la corporation n'est pas achevé et que les portes sont ouvertes à de nouveaux membres. Cependant, il reste encore à déterminer dans quelle forme les candidats pourront rejoindre OAK. Bien que Alexandre Lebedev, député à la Douma, estime que les minoritaires, y compris étrangers, pourraient envisager une augmentation de leur part au sein d'OAK après la conversion de leurs actions dans les sociétés figurant dans le super holding. Il s'appuie pour cela sur les récentes modifications apportées aux textes législatifs appropriés, même si elles concernent surtout le futur financement de OAK. Pour drainer des capitaux étrangers dans le secteur aéronautique le président Vladimir Poutine a signé à la mi-octobre des amendements à la loi sur la régulation publique du développement de l'aviation. Maintenant la part du capital étranger dans les entreprises de l'industrie aéronautique ne sera plus limitée à 25%,



V.Zoubkov

comme auparavant, mais "en fonction de ce que le président décidera". Cela favorisera l'accession à l'industrie aéronautique russe d'investisseurs stratégiques, que le président autorisera individuellement à posséder d'importants paquets d'actions. De plus, le chef de l'Etat pourra également décider de lui-même de créer des entreprises conjointes, dans lesquelles les parts pourront être partagées à 50/50, estime Vassili Proutkovski, vice-président de la Corporation aéronautique unifiée. Il y a aussi les questions concernant l'aide et le financement public. Au cours des cinq dernières années l'Etat a injecté quelque 600 millions de dollars dans l'industrie aéronautique. A en croire Viktor Khristenko, 20 milliards de dollars seront investis dans la branche d'ici dix ans. Il sera ainsi possible de tripler le chiffre d'affaires et afin de le porter à 7 ou 8 milliards de dollars. La société Deloitte estime que la Corporation aéronautique unifiée coûtera alors 4,5 milliards de dollars. ■



Moscow reasserts control over national aircraft industry



A commission headed by Russian Industry and Energy Minister Viktor Khristenko recently decided to establish the United Aircraft Corporation (OAK) in accordance with President Vladimir Putin's March 14, 2006 decree. Prime Minister Mikhail Fradkov has signed the necessary government resolution.

This project, aiming to revitalise the aircraft industry in Russia, is widely supported, which is not surprising because the consolidation of production, financial and intellectual assets in order to manufacture advanced civilian and military aircraft directly influences national security and defence capability.

OAK groups together about 20 leading Russian companies specialised in the construction of civil and military aircraft, such as MiG, Sukhoi, Tupolev and Ilyushin. The state will own no less than 75% of OAK's capital. The list of private shareholders and their respective stakes will be determined by early April 2007.

Consolidations of a similar scale have already been made in the world history of aeronautics. Boeing, which consolidated the sector in the 1950s, is the only major aircraft manufacturer in the United States. The same is true of Europe's Airbus. Moreover, the companies Bombardier and

Embraer are the main driving forces of the Canadian and Brazilian economies and are also patronised by national governments.

A reform with a targeted speciality

The Russian civilian aircraft industry has suffered more than any other machine-building sector in the last 15 years. Only one Il-96-300 jetliner and one Tu-154 passenger plane, as well as several light-engine aircraft, were assembled in January-June 2006. This is a modest achievement compared to Boeing, which builds 300 planes a year. Russia must promptly overhaul its aircraft industry because the national air fleet is dwindling by 10% each year, otherwise it will soon no longer have regular service planes. The authors of the OAK project hope that the merger will help the civilian aircraft industry to boost production seven-fold and increase its share of the country's total aircraft output to 45-50%. The government hopes that Russia will eventually control 5% of the global civilian aircraft market. The nomination of the Vice Prime minister and Russian Defence minister Serguei Ivanov as President of OAK's board of directors proves that this is considered a priority national project,

on par with the other four currently under way.

OAK corresponds perhaps to an international gateway towards a State/private association

Obviously, as in every big company, the observers and experts have many questions about the establishment of OAK. It is common knowledge that the new corporation mostly consists of state-controlled enterprises producing civilian and military aircraft. But some private companies, including the Samara-based Aviakor plant, which assembles Tu-154 and Tu-204 jetliners, as well as foreign-controlled enterprises, would also like to join the new corporation. OAK directors are stressing that new members are still welcome, but the format of their participation remains unclear.

Business tycoon Alexander Lebedev, a member of the Douma (the lower house of parliament), said Russian and foreign minority shareholders can expect to increase their stake in OAK after converting their shares in the companies of the super holding. His prediction was based on the recently amended legislation that

mostly deals with ways to finance OAK.

In October 2006, Vladimir Putin signed amendments to a law on state regulation of the aviation industry in order to attract foreign investment. Consequently, the share of foreign capital in companies of the national aircraft industry will no longer be limited to 25 % as previously, but will be determined "according to the president's decision". That will enhance the access of strategic investors in the Russian aircraft industry, which the president will authorise individually to hold important shares. Moreover, the head of State will also be able to authorise foreigners to set up joint ventures with Russian companies on a 50/50 basis, said OAK vice president Vasily Prutkovsky.

There are also questions concerning assistance and public financing. The aircraft industry has received nearly \$600 million worth of federal appropriations in the last five years. According to Viktor Khristenko, the industry will get \$20 billion worth of investment in the next decade. Business operation volumes will therefore be able to triple, reaching \$7-8 billion. The auditing company Deloitte estimates the value of OAK's assets at \$4.5 billion. ■

Eurocopter continue son ascension aux quatre coins du monde

La société méridionale n'en fini plus d'être reconnue comme fournisseur de produits de qualité et de technologie de pointe. Après avoir réussi une première percée sur le marché américain en gagnant le marché de fourniture d'hélicoptères légers pour 322 UH-145 à l'armée de terre des Etats-Unis, pour une valeur potentielle de 2 milliards de dollars US sur la durée de vie du programme (contrat signé le 30 juin 2006), l'hélicoptériste enchaîne en ouvrant un Centre de Maintenance en Malaisie. Il faut dire que cette initiative était nécessaire, car depuis sa création en 2002, Eurocopter Malaysia a livré plus de 37 appareils et représente actuellement pratiquement 40% de la flotte d'hélicoptères publics et parapublics équipés de turbomoteurs en services dans la région Asie - Pacifique. Continuant sa trajectoire ascendante, Eurocopter poursuit son développement sur le marché russe. En effet, trois appareils de la gamme, l'EC120 Colibri, l'Ecureuil AS350 B3 et l'EC130 B4 viennent de recevoir leur certification russe et ils sont désormais habilités par l'Interstate Aviation Committee (MAK) à voler au-dessus du territoire russe. Ils viennent rejoindre l'EC 145 qui a été certifié fin 2005, ainsi que le BO105, les Ecureuils AS355 N et AS350 B2, le BK117 et les Super Puma AS332 L1 et L2 certifiés depuis les années 90. Eurocopter vient, en outre, de réaliser sa première vente d'EC135 et EC145, en configuration VIP, à des clients privés russes qui recevront leurs appareils au printemps 2007. Revenant sur le territoire européen, la firme provençale, vient de signer un contrat, approuvé par le gouvernement espagnol, pour la fourniture des 45 premiers hélicoptères NH90, destinés à la modernisation de la flotte des Forces Armées espagnoles. Les premières unités seront livrées en 2010 en version transport tactique. C'est la nouvelle usine d'Eurocopter España, située à Albacete, dont l'ouverture officielle est prévue au cours du premier trimestre 2007, qui assurera le montage des NH 90 ainsi que la fabrication du fuselage avant, dont Eurocopter España sera le seul fournisseur. La fabrication et le

montage du fuselage arrière des " Tigres " et la fabrication des EC135 achetés par le Ministère de l'Intérieur espagnol seront également réalisés dans cette usine.

Sur le territoire méridional, l'activité ne dément pas la progression et l'ascension de l'établissement de Marignane, qui suite aux différents contrats avec la Chine, la Corée et autres parties du monde, est en train de mettre en place une stratégie d'extension de sa surface de travail qui devrait passer de 60.000 m² à 90.000 m² pour faire face aux nouvelles installations que nécessitent les récents accords de fournitures d'appareils. Le site va s'étaler tant qu'il peut sur un espace malgré tout réduit en essayant d'utiliser les moindres espaces disponibles, dans l'attente des nouvelles chaînes de fabrication et des nouveaux emplois qui viendront s'installer. Le site devrait passer de près de 6.000 personnes à environ 10.800 si l'on tient compte des sous-traitants qui travaillent sur cet espace. Il est à souhaiter que les infrastructures routières et ferroviaires suivent cette expansion, autrement cela risque de tourner au vinaigre pour tous les ouvriers et cadres qui devront se rendre sur les lieux de leur travail tous les jours, sans oublier ceux qui rejoignent la zone industrielle de Vitrolles et les passagers de l'Aéroport de Marseille - Provence.

Signature avec l' US Army à l'usine de Colombus



Eurocopter pursues its ascent throughout the world

The Southern French company is increasingly renowned as a supplier of products of quality and ultramodern technology. Having made a successful penetration on the American market by winning the contract to supply light helicopters to the U.S. Army, which represents 322 UH-145, for a potential value of 2 billion US dollars on the duration of the program (contract signed on 30th June 2006), the helicopter manufacturer continues by opening a Maintenance centre in Malaysia. This initiative was certainly necessary, because since its creation in 2002, Eurocopter Malaysia delivered more than 37 aircraft and today it represents practically 40 % of the fleet of public and para-public helicopters equipped with turbine engines in service in the Asia - Pacific Ocean region.

Continuing its ascension, Eurocopter pursues its development on the Russian market. Indeed, three helicopters of the range EC120 Colibri, Ecureuil AS350 B3 and the EC130 B4 have just received their Russian certification and they are henceforth authorized by the Interstate Aviation Committee (MAK) to fly over the Russian territory. They come to join the EC 145 which was certified at the end of 2005, as well as the BO105, the Ecureuil AS355 N and AS350 B2, the BK117 and Super Puma AS332 L1 and L2, certified since the 90s. Furthermore, Eurocopter

has just concluded its first sale of VIP versions of the EC135 and EC145 to private Russian customers, who will receive their helicopters in the Spring 2007.

Returning on the European territory, the Provençal firm has just signed a contract, approved by the Spanish government, for the supply of the first 45 NH90 helicopters, for the modernization of the fleet of the Spanish Armed forces. The first units will be delivered in 2010 in the tactic transport version. The new Eurocopter España factory situated in Albacete, due to open officially during the first term of 2007, will assure the assembly of the NH 90 as well as the manufacture of the front fuselage, for which it will be the sole supplier. The manufacture and the assembly of the rear fuselage of the "Tigers" and the manufacture of the EC135 purchased by the Spanish Home Office will also be done in this factory.

In the South of France the activity confirms the progress and the ascent of the establishment in Marignane, which following the various contracts with China, Korea and other continents, intends increasing its working surface from 60.000 m² to 90.000 m² in order to accommodate the new installations that will be necessary to honour the recent contracts. The site will be extended as far as is possible on the nevertheless limited area by trying to use the slightest available spaces, to accommodate the new assembly lines and the new employments due to come on these premises. The number of staff on the site is expected to increase from 6.000 to approximately 10.800 persons, if we take into account the subcontractors who work on this area.

We sincerely hope that the road and railway infrastructures will follow this expansion, otherwise it will turn sour for all the workers and executives who must go to and from their workplace every day, without forgetting those who go to the industrial park of Vitrolles and the passengers of the Marseille - Provence Airport.

Marseille - Mulhouse



&

Marseille - Metz/Nancy



Avec  **TWIN JET**
Partenaire Flying Blue

de la Méditerranée vers l'Alsace et la Lorraine
4 vols Allers-Retours directs par jour

Simplifiez vos déplacements
avec le billet électronique Twin Jet

0892.707.737*

www.twinjet.net infolignes@twinjet.net

Faites de votre déplacement un moment agréable

*(0,34€/min)

Crédits photos: © Office de Tourisme et des Congrès de Marseille / © OTC de Mulhouse et sa région / © Ville de Nancy

Venez prendre votre envol au Pays de Galles.

*Carl Davies
Directeur
Centre UAV de l'ouest
du Pays de Galles*

Pourquoi les élites
mondiales de
l'aéronautique
affluent-elles à
ParcAberporth,
au Pays de Galles?



Parce que c'est l'une des zones de R&D
les plus en vue pour le secteur des
aéronefs sans pilote (UAV). L'aéroport
de l'ouest du Pays de Galles est d'ailleurs
la première plateforme aéroportuaire du
Royaume-Uni à avoir été certifiée pour
les exercices et vols réguliers des UAV
par la Direction générale de l'aviation
civile du Royaume-Uni. C'est cela le Pays
de Galles, la passion et
l'ingéniosité qui s'allient pour
faire émerger de grandes idées.

Et c'est une des raisons pour lesquelles
près de 500 entreprises à travers le
monde ont choisi de s'implanter au Pays
de Galles. Peut-être notre façon de
penser pourrait-elle permettre à votre
entreprise aussi de s'envoler ?

**Contactez John Rees, Directeur –
France, International Business Wales**

**Tel: +33 61 39 75 706,
Email: john.rees@wales-uk.com**



**International
Business Wales**

www.internationalbusinesswales.com